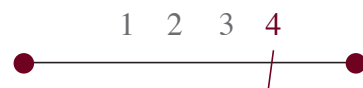


ÉCOLE
NORMALE
SUPÉRIEURE
DE LYON



2023

*Rapport
de gestion*



Sommaire

| | |
|--|-----------|
| 1. Données principales de l'exécution budgétaire 2023 | 5 |
| 2. Recettes 2023 | 7 |
| 2.1 Synthèse des recettes encaissées en 2023 | 7 |
| 2.2 Recettes globalisées encaissées en 2023 | 8 |
| 2.3 Recettes fléchées encaissées en 2023..... | 17 |
| 3. Dépenses 2023 | 18 |
| 3.1 Synthèse des dépenses réalisées en 2023 | 18 |
| 3.2 Dépenses de fonctionnement | 22 |
| 3.3 Dépenses d'investissement | 28 |
| 3.4 Dépenses de masse salariale 2023..... | 32 |
| 4. Indicateurs et ratios budgétaires et comptables 2023 | 48 |
| 4.1 Le solde budgétaire 2023 | 49 |
| 4.2 La trésorerie 2023 | 50 |
| 4.3 Les restes à payer 2023..... | 52 |
| 4.4 Les ratios en comptabilité budgétaire..... | 53 |
| 4.5 Le résultat 2023 | 55 |
| 4.6 La capacité d'autofinancement (CAF) 2023 | 60 |
| 4.7 Le fonds de roulement 2023..... | 61 |
| 4.8 Les ratios en comptabilité générale | 62 |
| 5. Annexes réglementaires | 65 |
| 5.1 Annexe 1 : tableau des emplois..... | 65 |
| 5.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires..... | 66 |
| 5.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine..... | 67 |
| 5.4 Annexe 4 : tableau des équilibres financiers | 69 |
| 5.5 Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers..... | 70 |
| 5.6 Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale | 71 |
| 5.7 Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie | 72 |
| 5.8 Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées | 73 |
| 5.9 Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles | 74 |
| 5.10 Annexe 9 bis : tableau de suivi des opérations immobilières..... | 76 |
| 5.11 Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles | 76 |
| 5.12 Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche | 78 |
| 5.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable..... | 79 |
| 5.14 Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP)..... | 80 |
| 5.15 Rapport annuel de performance (RAP)..... | 83 |
| 6. Glossaire | 85 |

Préambule

Le rapport de gestion est un document réglementaire élaboré par l'ordonnateur. Il complète les données du compte financier afin d'apporter aux administrateurs un éclairage sur les questions budgétaires. Il présente une analyse précise de l'année budgétaire N-1. Le rapport de gestion vient par conséquent clore l'exercice 2023, initié au moment de la lettre d'orientation budgétaire, et ouvrir la réflexion sur les budgets des années à venir de l'ENS de Lyon. L'analyse est axée principalement sur l'exécution budgétaire des recettes et des dépenses de l'exercice, en miroir des rapports de présentation du budget initial et du budget rectificatif.

Le budget initial 2023 a été voté sous administration provisoire avec une proposition d'une ouverture de crédits sur les dotations de fonctionnement inférieure aux années précédentes. L'objectif était alors de contenir la dégradation des indicateurs budgétaires et financiers en raison d'une inflation des coûts de l'énergie et de nombreuses incertitudes, mais aussi de permettre à la future présidence de conserver des marges de manœuvre pour initier sa politique.

Le président, Emmanuel Trizac, a été nommé le 24 mai 2023 par décret du Président de la République, après une période d'administrations provisoires de l'établissement qui avait débuté en septembre 2022.

La prise de fonction du président a eu lieu dans un contexte budgétaire dégradé et contraignant dû à de multiples mesures exogènes partiellement compensées par l'Etat : augmentation des prix de l'énergie, hausses successives du SMIC, mais aussi de nouvelles mesures décidées par le gouvernement en juin 2023 telles qu'une nouvelle revalorisation indiciaire de 1,5% ou encore des primes exceptionnelles de pouvoir d'achat.

Dès sa nomination et face à ce contexte, le président a pris contact avec les autres ENS : Paris Sciences et Lettres (rue d'Ulm), Paris-Saclay et Rennes. L'objectif a été notamment de demander au ministère et à la DGESIP de prêter une attention particulière aux spécificités des écoles normales supérieures, dans la mesure où les mesures salariales et les hausses du SMIC concernent les rémunérations des élèves fonctionnaires stagiaires.

Le budget rectificatif (BR), proposé au vote du conseil d'administration en octobre en non en juillet comme habituellement, s'est concentré sur les enjeux financiers les plus significatifs tels que les opérations immobilières, la masse salariale et les contrats de recherche. Le report de calendrier a permis de mesurer avec plus de visibilité le poids sur le budget des contraintes exogènes. Ce BR plus tardif a également contribué à une nette amélioration de l'exécution des recettes (100,8%) et dépenses (plus de 98%) par rapport aux prévisions.

Malgré la conjoncture, l'ENS de Lyon a dû poursuivre en 2023 ses **opérations immobilières** prioritaires et indispensables telles que l'étanchéité et la rénovation intérieure de l'aile C de la BDL ou encore l'aménagement de locaux d'enseignement sur le site Monod dans le cadre de la mise en place du cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (CPES). L'amphithéâtre

Mérieux, victime d'un incendie en décembre 2022, a été réhabilité et a rouvert ses portes à l'automne.

L'exercice 2023 affiche un **déficit du compte de résultat à hauteur de 4,2M€**.

Comme anticipé au budget rectificatif, ce déficit s'explique par les surcoûts de l'ensemble des mesures exogènes qui pèsent pour 4,27M€ sur le budget 2023. Il est à noter que les ENS parisiennes connaissent également un déficit au compte financier 2023.

Les **dépenses énergétiques** sont en hausse de 3,13M€ par rapport à l'année de référence 2021, soit +86%. L'explosion des prix de l'énergie explique ce surcoût. En effet, l'ENS de Lyon a contenu et même réduit ses consommations d'énergie en 2023 : -17% sur le chauffage et -5% sur l'électricité. Malgré un soutien financier du ministère de 1,1M€ reçu en fin de gestion, le **reste à charge** du surcoût énergétique s'établit à **2,03M€** en 2023.

Les **dépenses salariales** résultant des mesures à l'initiative de l'État génèrent un reste à charge de **2,24M€** en 2023 :

- La **prime de pouvoir d'achat** exceptionnelle, mesure gouvernementale prise par décret en juillet, a généré une dépense supplémentaire de **1,1M€** pour l'Ecole sans aucune compensation de la part du MESR.
- Les hausses successives du **SMIC** constituent 1,94M€ de charges supplémentaires depuis 2021 à l'École. Elles se sont ainsi établies à un total de 2,07M€ en 2023. Malgré des soutiens financiers de l'Etat en 2022 puis 2023, le **reste à charge** pour l'ENS de Lyon s'élève à **0,71M€** en 2023.
- Les revalorisations du **point d'indice** (+3,5% en 2022 et +1,5% en 2023) ainsi que des **grilles indiciaires des catégories B et C** constituent 3,9M€ de charges supplémentaires. La revalorisation indiciaire 2022 est compensée par le MESR depuis janvier 2023 uniquement. Quant aux nouvelles mesures décidées par le gouvernement lors des rencontres salariales du 12 juin 2023, elles ne sont compensées qu'à 50%. Le **reste à charge** de l'ensemble de ces revalorisations indiciaires est de **0,43M€** en 2023.

La **notification définitive de la subvention pour charges de service public (SCSP)** est transmise très tardivement par le MESR. Elle ne permet pas à l'établissement de pouvoir inscrire dans ses prévisions budgétaires des financements importants dont il ne prend connaissance qu'en toute fin d'année. Comme l'année précédente, l'École a reçu des recettes non prévues versées en décembre pour un montant de 2,9M€ (dont 1,1M€ pour le surcoût énergétique et 0,9M€ de compensation pour le SMIC des élèves normaliens).

Les surcoûts énergétiques et salariaux entraînent des prélèvements importants sur le fonds de roulement et sur la trésorerie de l'établissement. Malgré des niveaux qui demeurent au-dessus des seuils prudentiels, le fonds de roulement et la trésorerie seront une nouvelle fois fortement mobilisés en 2024 en raison de la persistance des surcoûts partiellement compensés. Les marges de manœuvre de l'établissement sont de plus en plus restreintes et l'Ecole n'a plus les capacités à investir à moyen ou long terme tant que cette trajectoire se poursuit.

Soucieux de cette situation, le président a sollicité l'ensemble des structures de l'établissement lors de l'ouverture des crédits 2024 pour essayer d'identifier des économies potentielles et d'examiner attentivement l'utilisation des crédits alloués. Il a rappelé l'importance de la maîtrise des dépenses tout en préservant la qualité des services et des missions de l'Ecole. Il a également encouragé toutes les initiatives visant à rechercher des financements externes pour augmenter les ressources propres.

L'ENS de Lyon va par conséquent renforcer son plan d'actions afin d'optimiser ses dépenses et développer ses recettes propres. La vice-présidence aux Études a par exemple amorcé la démarche pour réduire ses coûts, en privilégiant dès 2024 les réunions en visioconférence pour préparer les sujets des concours d'entrée. Concernant les recettes, l'établissement envisage de créer une fondation, ou encore d'augmenter les tarifs des locations de l'amphithéâtre et des diverses prestations réalisées. Enfin, les échanges et rencontres avec le MESR se poursuivront afin de solliciter une compensation des mesures salariales, du surcoût énergétique et également du reste à charge de missions inhérentes à l'ENS comme l'organisation du concours d'entrée.

Dans ce contexte, l'ENS de Lyon poursuit ses projets au service de la formation et de la recherche. En tant qu'établissement porteur, l'Ecole a déposé en novembre 2023 le projet ALLyS dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt « IA Cluster : pôles de recherche et de formation de rang mondial en intelligence artificielle » France 2030. Ce projet ALLyS vise à regrouper les ressources de recherche, de formation et d'innovation en intelligence artificielle (IA) à Lyon et Saint-Étienne pour former un pôle d'excellence européen sur le sujet.

1. Données principales de l'exécution budgétaire 2023

| RECETTES 2023 | |
|--|----------------------|
| Recettes en encaissements | |
| Subvention pour charges de service public (SCSP) | 128 755 388 € |
| Recettes propres globalisées | 11 731 151 € |
| Recettes fléchées | 12 778 989 € |
| TOTAL | 153 265 529 € |
| Solde budgétaire | -8 097 086 € |

| DÉPENSES 2023 | | |
|-----------------|---------------------------------|--------------------------|
| Dépenses | Autorisations d'engagement - AE | Crédits de paiement - CP |
| Masse salariale | 111 565 614 € | 111 559 510 € |
| Fonctionnement | 46 955 436 € | 40 279 134 € |
| Investissement | 6 511 670 € | 9 523 971 € |
| TOTAL | 165 032 720 € | 161 362 615 € |

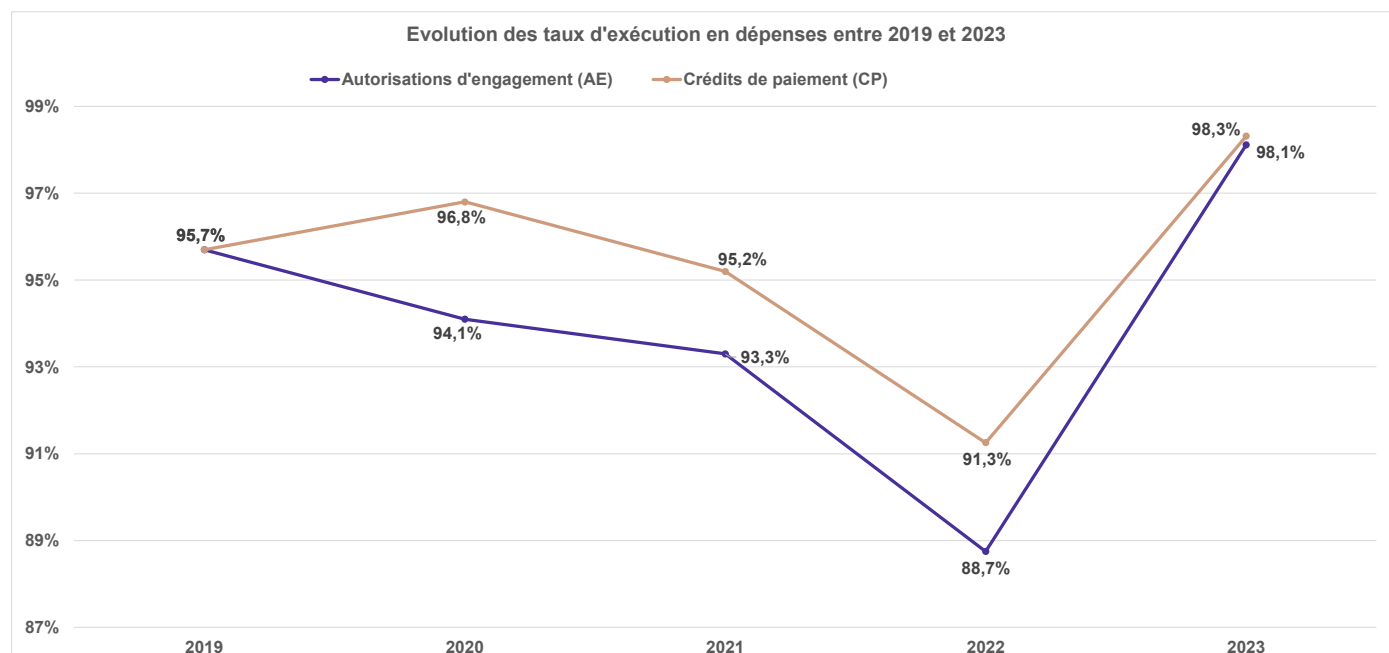
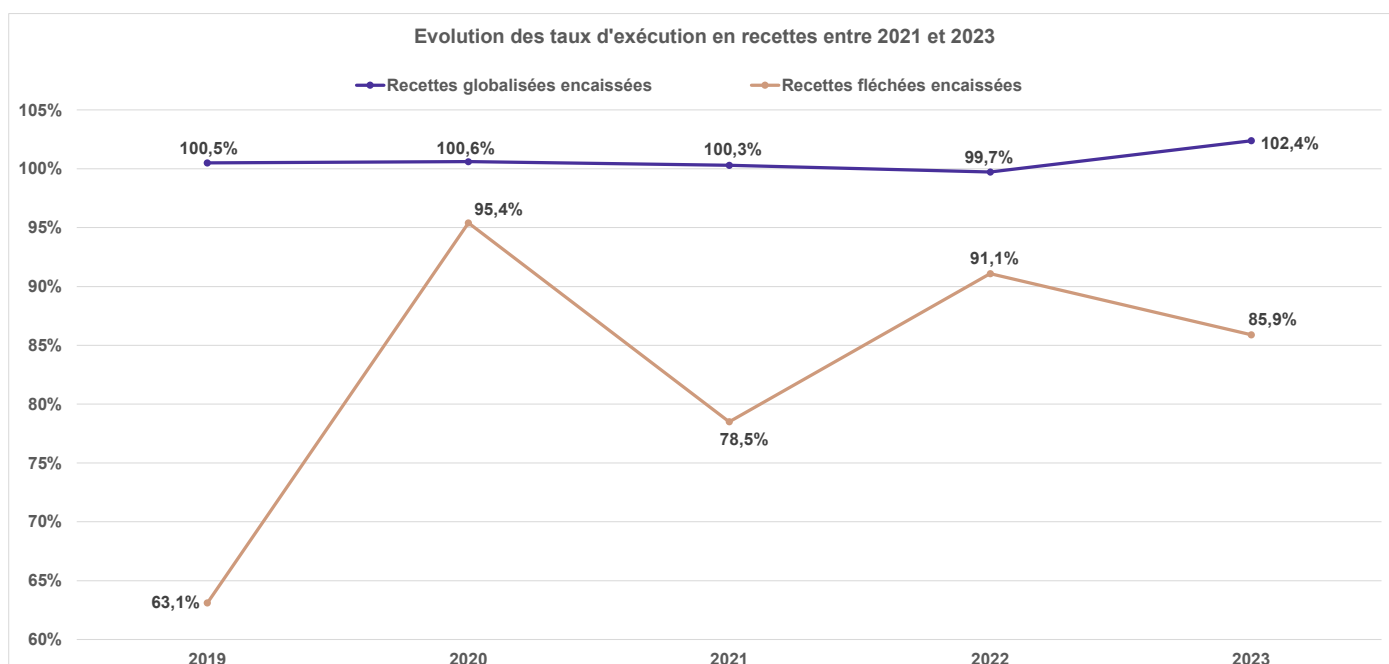
Le solde budgétaire est la différence entre les encaissements et les dépenses en crédits de paiement. Ce solde budgétaire est déficitaire pour 8,1M€ en 2023, principalement sur sa part structurelle qui conduit en conséquence à un prélèvement important sur la trésorerie disponible.

Les indicateurs financiers 2023, analysés dans le paragraphe 4, sont les suivants :

| Indicateurs | Exécution 2023 |
|--------------------|----------------|
| Résultat | -4 257 289 € |
| CAF / IAF* | -1 038 829 € |
| Fonds de roulement | 13 544 292 € |
| Solde budgétaire | -8 097 086 € |
| Trésorerie | 27 075 712 € |

*CAF : capacité d'autofinancement / IAF : insuffisance d'autofinancement

Les taux d'exécution correspondent au rapport entre les montants réalisés en 2023 et ceux prévus lors du budget rectificatif. L'excellente exécution en recettes comme en dépenses est principalement due au fait que le BR a eu lieu en octobre et a ainsi permis d'affiner les prévisions. Le rapport de gestion a généralement pour objectif d'expliquer les écarts entre prévisions et réalisation. L'exercice 2023 ayant de très bons taux, l'analyse se concentre essentiellement sur le poids des différents éléments afin de mesurer les enjeux sur le budget et les indicateurs de l'établissement.



2. Recettes 2023

2.1 Synthèse des recettes encaissées en 2023

| Recettes en encaissements | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Ecart Exé 2023/ BR 2023 | Taux d'exé. 2023 | Ecart Exé 2023/ Exé 2022 | Rappel taux d'exé. 2022 |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------------|-------------------------|------------------|--------------------------|-------------------------|
| Recettes globalisées | 128 967 192 € | 132 048 338 € | 133 444 486 € | 137 217 831 € | 140 486 539 € | 3 268 708 € | 102,4% | 8 438 201 € | 99,7% |
| Recettes fléchées | 10 945 374 € | 10 433 861 € | 10 621 723 € | 14 878 729 € | 12 778 989 € | -2 099 740 € | 85,9% | 2 345 128 € | 91,1% |
| TOTAL recettes en encaissements | 139 912 566 € | 142 482 199 € | 144 066 209 € | 152 096 560 € | 153 265 529 € | 1 168 969 € | 100,8% | 10 783 329 € | 99,0% |

Tableau 1 – Recettes en encaissements depuis 2021

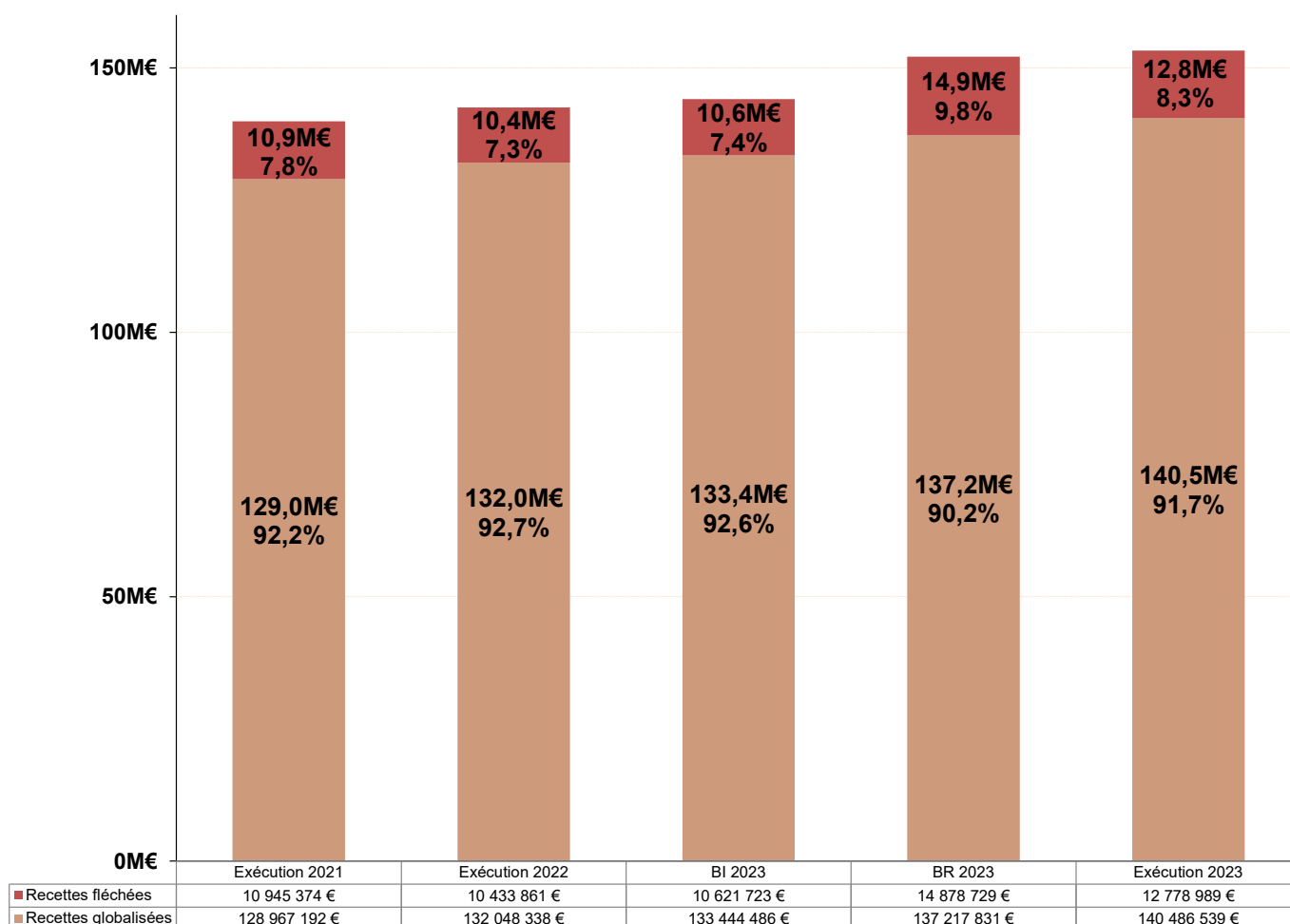


Figure 1 – Evolution des recettes encaissées depuis 2021

| Recettes en encaissement | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Ecart BR 2023/ Exécution 2023 | Ecart Exe 2022/ Exécution 2023 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Subvention pour charges de service public - SCSP | 119 839 800 € | 123 139 733 € | 125 911 093 € | 128 755 388 € | 2 844 295 € | 5 615 655 € |
| Recettes propres générées par l'établissement | 4 841 686 € | 5 045 282 € | 6 343 724 € | 6 627 673 € | 283 949 € | 1 582 392 € |
| Recettes globalisées pré-affectées | 4 285 706 € | 3 863 324 € | 4 963 014 € | 5 103 478 € | 140 464 € | 1 240 155 € |
| Recettes fléchées | 10 945 374 € | 10 433 861 € | 14 878 729 € | 12 778 989 € | -2 099 740 € | 2 345 128 € |
| TOTAL recettes | 139 912 566 € | 142 482 199 € | 152 096 560 € | 153 265 529 € | 1 168 969 € | 10 783 329 € |

Les recettes encaissées s'élèvent à 153,26M€ en 2023, en hausse de 10,8M€ par rapport à l'exercice 2022.

Les recettes globalisées atteignent 140,9M€, soit un montant supérieur de 3,3M€ (+2,4%) au regard des prévisions du budget rectificatif et en forte hausse de +8,4M€ par rapport à l'année 2022 : +5,6M€ de subvention pour charges de service public, +1,6M€ de recettes propres générées par l'établissement et +1,2M€ de recettes globalisées dites pré-affectées. Le détail de l'ensemble des recettes globalisées est analysé dans le paragraphe 2.2.

Pour les recettes fléchées, 12,8M€ ont été encaissés, soit -2,1M€ (-14%) par rapport aux estimations du BR mais en hausse de 2,3M€ (+22%) en comparaison de l'exercice 2022 (cf paragraphe 2.3).

2.2 Recettes globalisées encaissées en 2023

De quoi parle-t-on ?

Les **recettes globalisées** comprennent toutes les ressources qui n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Par principe, toutes les recettes sont censées être globalisées. La subvention pour charges de service public (SCSP) est ainsi dans cette catégorie.

2.2.1 La subvention pour charges de services public (SCSP)

| Subvention pour charges de service public | | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation BR 2023/ Exécution 2023 | Variation BI 2022/ Exécution 2023 |
|---|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Dotation de masse salariale (1) | | 107 699 230 € | 110 668 330 € | 112 639 611 € | 114 333 842 € | 1 694 231 € | 6 634 612 € |
| S | Masse salariale | 89 401 871 € | 88 748 002 € | 88 418 657 € | 88 422 051 € | 3 394 € | -979 820 € |
| S | Contrats doctoraux spécifiques normaux - CDSN | 13 499 640 € | 13 499 640 € | 13 499 640 € | 13 499 640 € | 0 € | 0 € |
| S | Contrats doctoraux ordinaires sur appels d'offre - CDO | 1 734 400 € | 1 734 400 € | 1 734 400 € | 1 734 400 € | 0 € | 0 € |
| S | Compensation surcoût revalorisation contrats doctoraux CDSN +CDO | 218 115 € | 865 315 € | 865 315 € | 865 315 € | 0 € | 647 200 € |
| S | Compensation indemnité CSG | 481 078 € | 481 078 € | 481 078 € | 481 078 € | 0 € | 0 € |
| S | Compensation glissement vieillesse technicité (GVT) | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| S | Recrutement psychologues 2021 - crise sanitaire COVID 19 | 14 549 € | 111 918 € | 126 077 € | 126 077 € | 0 € | 111 528 € |
| S | Nouveau référentiel des rémunérations des médecins du travail 2021 | 0 € | 29 539 € | 29 539 € | 29 539 € | 0 € | 29 539 € |
| S | Compensation congé pour projet pédagogique | 0 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € | 0 € | 10 000 € |
| S | LPR 2021 - Classement des jeunes Chercheurs | 0 € | 4 305 € | 4 305 € | 12 109 € | 7 804 € | 12 109 € |
| S | LPR 2022 - création 340 nouveaux contrats (année pleine) | 0 € | 31 947 € | 31 947 € | 31 947 € | 0 € | 31 947 € |
| S | LPR 2023 - création 340 nouveaux contrats (extension année pleine) | 0 € | 0 € | 22 044 € | 22 044 € | 0 € | 22 044 € |
| S | LPR 2023 - revalorisation des contrats doctoraux - cohortes 2020 et 2021 (année pleine) | 0 € | 0 € | 884 472 € | 884 614 € | 142 € | 884 614 € |
| S | Contrats doctoraux ENS -X - ajustement hausse de la valeur du point (juillet 2022) | 0 € | 0 € | 370 474 € | 370 474 € | 0 € | 370 474 € |
| S | Compensation SMIC | 400 000 € | 0 € | 400 000 € | 400 000 € | 0 € | 0 € |
| S | Compensation PERSEE | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 500 000 € | 0 € | 0 € |
| S | Compensation hausse du point d'indice | 0 € | 2 926 308 € | 2 926 308 € | 2 926 308 € | 0 € | 2 926 308 € |
| S | LPR 2021-2022 - loi de programmation de la recherche | 571 555 € | 558 020 € | 512 421 € | 512 421 € | 0 € | -59 134 € |
| S | LPR 2022 - création 340 nouveaux contrats (extension année pleine) | 0 € | 63 895 € | 63 895 € | 63 895 € | 0 € | 63 895 € |
| S | Compensation révision IFSE | 80 305 € | 72 905 € | 72 905 € | 72 905 € | 0 € | -7 400 € |
| S | Compensation PPCR 2021 | 0 € | 43 950 € | 43 950 € | 43 950 € | 0 € | 43 950 € |
| S | Compensation PPCR 2022 | 8 408 € | 8 408 € | 8 408 € | 8 408 € | 0 € | 0 € |
| S | LPR 2022 - revalorisation indemnitaire ITRF et personnels de bibliothèque | 0 € | 25 781 € | 25 781 € | 25 781 € | 0 € | 25 781 € |
| S | LPR 2023 - refonte indemnitaire enseignants-chercheurs | 0 € | 188 336 € | 188 336 € | 188 336 € | 0 € | 188 336 € |
| S | Compensation protection sociale complémentaire | 123 388 € | 123 388 € | 123 388 € | 123 388 € | 0 € | 0 € |
| S | Revalorisation indemnitaire 2022 - personnels de la filière administrative | 0 € | 137 216 € | 137 216 € | 137 216 € | 0 € | 137 216 € |
| S | Revalorisation indiciaire 2022 - personnels administratifs (cat C) | 0 € | 80 305 € | 80 305 € | 80 305 € | 0 € | 80 305 € |
| S | Revalorisation 2022 du taux de promotion des personnels administratifs (cat B et C) | 0 € | 6 118 € | 6 118 € | 6 118 € | 0 € | 6 118 € |
| S | CRD 2023 - nouveaux contrats doctoraux (tiers d'année) | 0 € | 0 € | 11 022 € | 11 022 € | 0 € | 11 022 € |
| S | LPR 2023 - Chaires de professeurs juniors | 0 € | 0 € | 19 221 € | 19 221 € | 0 € | 19 221 € |
| S | LPR 2023 - progression de carrière IGR | 0 € | 0 € | 0 € | 16 708 € | 16 708 € | 16 708 € |
| S | LPR 2023 - repyramidage ITRF (ASI) | 0 € | 0 € | 0 € | 12 902 € | 12 902 € | 12 902 € |
| S | LPR 2023 - repyramidage ITRF (TRF) | 0 € | 0 € | 0 € | 16 743 € | 16 743 € | 16 743 € |
| S | LPR 2023 - revalorisation indemnitaire ITRF et personnels de bib. | 0 € | 0 € | 0 € | 29 928 € | 29 928 € | 29 928 € |
| S | LPR 2023 - refonte indemnitaire (ESAS 01/09/23) | 0 € | 0 € | 0 € | 8 553 € | 8 553 € | 8 553 € |
| AS | Compensation prime inflation | 160 300 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -160 300 € |
| AS | Compensation prolongation contrats doctoraux crise sanitaire | 112 373 € | 0 € | 0 € | 26 945 € | 26 945 € | -85 428 € |
| AS | DSG 2 - Soutien d'actions de transformation structurelle | 80 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -80 000 € |
| AS | Etudiants ukrainiens - places supplémentaires en FLE | 1 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -1 000 € |
| AS | Dialogue de performance 2023 | 0 € | 0 € | 400 000 € | 400 000 € | 0 € | 400 000 € |
| AS | Egalité des chances - CPES Bachelor sciences et société | 128 000 € | 256 000 € | 448 000 € | 448 000 € | 0 € | 320 000 € |
| AS | AS : compensations IUF | 80 849 € | 82 029 € | 82 029 € | 112 729 € | 30 700 € | 31 880 € |
| AS | Plan bibliothèques ouvertes + (PBO +) | 74 419 € | 74 527 € | 74 527 € | 74 527 € | 0 € | 108 € |
| AS | GIP IFI - soutien pour un poste de maître de conférence | 0 € | 0 € | 27 833 € | 27 833 € | 0 € | 27 833 € |
| AS | LPR - Compensation congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) - SHS | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 0 € | 0 € |
| AS | LPR 2023 - congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) - hors SHS | 0 € | 0 € | 5 000 € | 5 000 € | 0 € | 5 000 € |
| AS | Soutien ministère - compensation SMIC les élèves-fonctionnaires | 0 € | 0 € | 0 € | 952 028 € | 952 028 € | 952 028 € |
| AS | Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 | 0 € | 0 € | 0 € | 548 341 € | 548 341 € | 548 341 € |
| AS | Dispositif apprentissage | 21 206 € | 0 € | 0 € | 37 921 € | 37 921 € | 16 715 € |
| AS | LPR - indemnité différentielle 2 SMICS | 2 774 € | 0 € | 0 € | 1 387 € | 1 387 € | -1 387 € |
| AS | LPR 2023 - RIPEC C1 professions libérales 2022 | 0 € | 0 € | 0 € | 735 € | 735 € | 735 € |

| Dotation de fonctionnement (2) | | 15 624 253 € | 13 351 049 € | 13 380 232 € | 14 545 296 € | 1 165 064 € | -1 078 957 € |
|--|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|
| S | Dotation globalisée de fonctionnement | 12 382 716 € | 12 444 215 € | 12 444 215 € | 12 444 215 € | 0 € | 61 499 € |
| S | Contrat de vie étudiante (culture, santé, sport) | 0 € | 30 000 € | 30 000 € | 30 000 € | 0 € | 30 000 € |
| S | Opérations immobilières - dotation sûreté | 90 000 € | 45 000 € | 45 000 € | 75 000 € | 30 000 € | -15 000 € |
| S | Groupement de commandes 2019-2022 avec Elsevier - contribution 2022 | -76 899 € | -76 899 € | -76 515 € | -76 515 € | 0 € | 384 € |
| AS | AS : soutien Ministère du reste à charge pour l'organisation du concours | 500 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -500 000 € |
| AS | AS : Soutien ministère - surcoût énergétique | 1 244 187 € | 0 € | 0 € | 1 093 463 € | 1 093 463 € | -150 724 € |
| AS | AS : participation concours communs | 498 983 € | 498 983 € | 498 983 € | 498 983 € | 0 € | 0 € |
| AS | Egalité des chances - diversité et réussite étudiante - part des boursiers dans les filières sélectives | 66 666 € | 200 000 € | 200 000 € | 200 000 € | 0 € | 133 334 € |
| AS | AS : IUF crédits scientifiques | 123 750 € | 108 750 € | 108 750 € | 108 750 € | 0 € | -15 000 € |
| AS | LPR 2022 - moyens aux laboratoires | 91 499 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -91 499 € |
| AS | LPR - dotation au démarrage | 26 000 € | 26 000 € | 30 300 € | 30 300 € | 0 € | 4 300 € |
| AS | Financement DSG 2022 - projet stratégique RI | 250 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -250 000 € |
| AS | Financement DSG 2022 - projet stratégique hors RI | 180 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -180 000 € |
| AS | AMI Emergence - projet EPATE | 60 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -60 000 € |
| AS | AS : crise sanitaire COVID19 - autotests 2022 | 29 145 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -29 145 € |
| AS | AS : migration plateforme du portail Persée | 50 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | | -50 000 € |
| AS | AS : dotation Persée | 72 000 € | 50 000 € | 72 000 € | 97 000 € | 25 000 € | 25 000 € |
| AS | AS : indemnités et frais de déplacement des membres du CNU et du CNAP | 15 584 € | 15 000 € | 12 785 € | 24 586 € | 11 801 € | 9 002 € |
| AS | AS : concours ITRF | 4 622 € | 5 000 € | 3 714 € | 3 714 € | 0 € | -908 € |
| AS | Aides spécifiques aux étudiants en situation de handicap | 16 000 € | 5 000 € | 11 000 € | 12 000 € | 1 000 € | -4 000 € |
| AS | Dispositif apprentissage 2023 | 0 € | 0 € | 0 € | 3 800 € | 3 800 € | 3 800 € |
| Total subvention pour charges de service public (1+2) | | 123 323 483 € | 124 019 379 € | 126 019 843 € | 128 879 138 € | 2 859 295 € | 5 555 655 € |

S = Socle / AS = Actions spécifiques

Le montant définitif de la subvention pour charges de service public (SCSP) a été notifié le 15 décembre 2023, à hauteur de 128 879 138 €.

La SCSP 2023 est ainsi supérieure de 2,86M€ en comparaison des prévisions faites lors du budget rectificatif à l'appui des informations connues au moment de sa construction (1,7M€ en masse salariale et 1,2M€ en fonctionnement).

Elle tient compte de la compensation liée à la revalorisation du point d'indice de 3,5% mise en œuvre dès juillet 2022 et pour laquelle l'établissement n'avait perçu aucune compensation en 2022.

On note la difficulté d'anticiper ces recettes dans les actes budgétaires car des versements conséquents non-prévus sont réalisés par le MESR en fin de gestion. Cette incidence de 2,9M€ impacte directement le résultat de l'école.

Dans le tableau ci-dessus sont indiqués 221 479€ de crédits scientifiques IUF dont 123 750€ qui sont inscrits parmi les recettes fléchées comme on l'observe dans l'annexe n°3 recensant les recettes par origine.

Dotation de masse salariale

La dotation de masse salariale représente 89% de la SCSP 2023. Elle s'établit ainsi à 114 333 842 €, soit un volume supérieur de 1,7M€ par rapport à la prévision du budget rectificatif.

L'Ecole a eu cette année une compensation de 2,9M€ concernant la hausse de 3,5% du point d'indice appliquée dès l'été 2022, et pour laquelle l'ENS de Lyon n'avait perçu aucune compensation en 2022.

14,4M€ ont été perçus au titre des contractuels doctorants CDSN, dont 865k€ relatifs à la revalorisation réglementaire du salaire des contractuels doctorants.

La compensation partielle de 400k€ liée à la hausse du SMIC reçue fin 2022 est désormais intégrée dans le socle de la SCSP ; elle est donc considérée comme une ressource pérenne. En fin de gestion 2023, l'établissement a reçu 952 028€ supplémentaires de compensation du surcoût de la hausse du SMIC pour les élèves fonctionnaires stagiaires. Cette recette n'était pas prévue au budget rectificatif. Cette compensation globale du SMIC de 1,35M€ ne couvre pas entièrement les dépenses : le reste à charge s'élève à 0,43M€ pour l'Ecole en 2023.

648k€ ont été perçus au titre du programme d'égalité des chances soit 453k€ en plus que 2022. Ce financement rassemble deux dispositifs à l'ENS, un dont le but est de favoriser la part des boursiers dans les formations sélectives de l'Ecole (200k€), et la formation « Cycle pluridisciplinaire de l'enseignement supérieur (CPES) Sciences et Société » qui est un cycle pluridisciplinaire d'études supérieures permettant la délivrance d'un diplôme de niveau licence mis en place à la rentrée de septembre 2022 (448k€).

253 178€ ont été prévus afin de consolider diverses revalorisations statutaires et indemnitaires, et notamment la revalorisation indiciaire 2022 des personnels administratifs de catégorie C (80k€) ; la revalorisation de la rémunération brute des médecins du travail (30k€) ; la revalorisation du taux de promotion 2022 des personnels administratifs de catégorie B et C (6k€) ; ainsi que la revalorisation indemnitaire 2022 des personnels de la filière administrative de catégorie A, B et C (137k€).

Dans la poursuite de la loi de programmation de la recherche (LPR), 98 296 € de crédits supplémentaires au titre des mesures de ressources humaines ont été alloués à l'ENS de Lyon en 2023 répartis comme suit : 30k€ pour le repyramidage des personnels ITRF, 38K€ au titre des mesures indemnitaires 2023 des personnels ITRF et de bibliothèque et de l'impact de la revalorisation indemnitaire des enseignants du secondaire affectés dans le supérieur (ESAS), 735€ non pérennes pour le financement rétroactif de la part C1 du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC) pour les professions libérales sur l'année 2022, 11k€ pour le classement et le reclassement des jeunes chercheurs, et 1 387 € pour l'indemnité différentielle pour les jeunes chercheurs ; ainsi que 16k€ pour la progression de carrière des IGR.

De plus, 19K€ ont été attribués au titre de l'accompagnement à la création d'une chaire de professeur junior supplémentaire à la rentrée 2023 (LPR).

Dotation de fonctionnement

La dotation de fonctionnement s'élève à 14 545 296 €, soit +1,1M€ par rapport à la prévision du budget rectificatif.

1,09M€ ont été obtenus le 14 décembre au titre du fonds de compensation du surcoût énergétique auquel fait face notre établissement suite à l'inflation des prix de l'énergie.

30k€ non prévus en budget rectificatif, ont été perçus dans le cadre de la dotation sûreté pour l'installation d'un système de vidéoprotection sur l'ensemble des sites de l'ENS de Lyon.

Une dotation exceptionnelle de 25 000€ a été notifiée à l'ENS de Lyon au bénéfice de Persée, dans la notification définitive 2023 du 15 décembre dernier. Cette dotation exceptionnelle a été accordée, afin de permettre la mise en place d'un accompagnement pour la réorganisation interne de Persée. 12k€ ont été perçus pour l'accompagnement des étudiants en situation de handicap. Ces crédits sont destinés à contribuer au financement des aides humaines ou techniques destinées aux étudiants dans le cadre de leur formation initiale.

Il faut noter que l'école a encore encaissé cette année des moyens exceptionnels au titre de la compensation des dépenses afférentes aux mesures sociales liées à la crise sanitaire (prolongation des contrats doctoraux) s'élevant à 26 945 € (156k€ en 2022).

Principaux postes d'évolution de la SCSP de 2022 à 2023 :

| Principales évolutions de la SCSP 2023 par rapport à 2022 | Montant |
|---|--------------------|
| Compensation hausse du point d'indice | 2 926 308 € |
| Soutien ministère - compensation SMIC les élèves-fonctionnaires | 952 028 € |
| LPR 2023 - revalorisation des contrats doctoraux - cohortes 2020 et 2021 (année pleine) | 884 614 € |
| Compensation surcoût revalorisation contrats doctoraux CDSN +CDO | 647 200 € |
| Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 | 548 341 € |
| Dialogue de performance 2023 | 400 000 € |
| Egalité des chances - CPES Bachelor sciences et société | 320 000 € |
| LPR 2023 - refonte indemnitaire enseignants-chercheurs | 188 336 € |
| Actions spécifiques : soutien Ministère du reste à charge pour l'organisation du concours | -500 000 € |
| Financement DSG 2022 - projet stratégique RI | -250 000 € |
| Financement DSG 2022 - projet stratégique hors RI | -180 000 € |
| Variations diverses | -381 172 € |
| TOTAL | 5 555 655 € |

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, l'ENS de Lyon a perçu des moyens supplémentaires en 2023.

En effet, 2,9M€ ont été obtenus afin de financer la hausse de la valeur du point d'indice de 3,5% appliquée depuis juillet 2022. Ce montant couvre la quasi-totalité du surcoût de dépenses. Ce complément a été versé en 2023 sur la base de la consommation constatée en 2022, pour prendre en compte le surcoût réel. Ce financement couvre l'ensemble des personnels titulaires et contractuels émergeant sur les crédits de masse salariale du plafond Etat. Il concerne ainsi les contrats doctoraux dont la rémunération est indexée sur la valeur du point.

952 028€ ont été alloués en 2023 au titre de la compensation du surcoût de la hausse du SMIC pour les élèves-fonctionnaires depuis mai 2021.

L'Ecole a perçu 884 614€ pour la revalorisation des contrats doctoraux pour les cohortes 2020 et 2021 au 1er janvier 2023 ainsi que 22k€ pour la création de 2 nouveaux contrats doctoraux à la rentrée 2023.

L'ENS a également reçu 647k€ de plus correspondant à la revalorisation des contrats doctoraux prévue dans le cadre de la LPR.

La SCSP 2023 a intégré le financement à hauteur de 75 % des mesures indiciaires du Rendez-vous salarial du 12 juin 2023 (revalorisation du point d'indice de + 1,5 % et mesures bas salaires pour les grilles des catégories C et B), soit 548 341€ pour les personnels émergeant sur les crédits de masse salariale du plafond Etat.

Suite à la mise en œuvre du dialogue de performance pour les établissements ne concluant pas de contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) en 2023, l'Ecole a perçu 400k€ afin de mener des actions de renforcement de la capacité de pilotage, en particulier dans le cadre des politiques prioritaires du gouvernement.

L'ENS a reçu 188k€ pour la revalorisation indemnitaire prévue par la LPR, avec notamment la mise en place d'un régime indemnitaire des enseignants chercheurs (RIPEC).

Suite à des échanges avec le MESR en 2022, l'ENS de Lyon avait obtenu en fin de gestion 2022 une compensation de 500k€ au titre du reste à charge pour l'organisation des concours d'entrée à l'ENS de Lyon. Cette compensation n'a pas été reconduite en 2023 par le ministère, alors que les dépenses pour l'organisation du concours augmentent. Il est à noter que le montant initial reçu de 499k€ depuis plus de dix années n'a jamais été revalorisé (reste à charge pour l'école entre 500 et 600K€).

L'Ecole avait perçu en 2022 des crédits dans le cadre du dialogue stratégique de gestion (DSG). En 2023, il n'y a pas eu de nouveau versement relatif au DSG.

2.2.2 Les recettes globalisées générées par l'établissement

L'ENS de Lyon génère tous les ans des recettes propres liées à son cycle d'exploitation et qui sont pilotées principalement par les services centraux : loyers des résidences étudiantes, refacturation des charges liées à l'exploitation des bâtiments occupés par les restaurants CROUS, location de l'amphithéâtre Charles Mérieux, formation continue...

En 2023, ces recettes propres ont donné lieu à 6,6M€ d'encaissements dont le détail est recensé dans le tableau ci-dessous :

| Recettes générées par l'établissement | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / Exé 2022 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| Hébergement Résidences Descartes et Monod | 1 541 358 € | 1 568 160 € | 1 600 000 € | 1 600 000 € | 1 685 438 € | 85 438 € | 117 278 € |
| Recettes liées à des dépenses RH (mises à disposition) | 712 499 € | 966 234 € | 1 104 690 € | 1 187 930 € | 1 157 216 € | -30 714 € | 190 982 € |
| Droits de scolarité | 651 181 € | 582 548 € | 660 000 € | 660 000 € | 608 956 € | -51 044 € | 26 408 € |
| Engagement décennal | 700 626 € | 559 487 € | 350 000 € | 350 000 € | 404 271 € | 54 271 € | -155 216 € |
| Convention UdL participation déménagement M8 | 0 € | 0 € | 497 649 € | 497 649 € | 497 649 € | 0 € | 497 649 € |
| Recettes de la VPE | 108 774 € | 225 228 € | 175 506 € | 217 891 € | 172 825 € | -45 066 € | -52 403 € |
| Refacturations restaurants CROUS | 66 245 € | 239 727 € | 200 000 € | 200 000 € | 291 446 € | 91 446 € | 51 719 € |
| Indemnisation assurance pour sinistres, litiges... | 46 899 € | 92 314 € | 50 000 € | 500 000 € | 201 400 € | -298 600 € | 109 086 € |
| CVEC | 141 031 € | 105 427 € | 140 000 € | 160 273 € | 160 273 € | 0 € | 54 845 € |
| Location de salles / amphis | 40 150 € | 114 515 € | 130 000 € | 100 000 € | 23 135 € | -76 865 € | -91 380 € |
| Recettes de la BDL | 94 872 € | 108 336 € | 36 000 € | 38 500 € | 38 084 € | -416 € | -70 252 € |
| Autres recettes Présidence et DGS | 99 886 € | 208 095 € | 60 270 € | 100 975 € | 116 004 € | 15 029 € | -92 091 € |
| Antennes des opérateurs de téléphonie | 63 031 € | 48 629 € | 56 000 € | 56 000 € | 124 718 € | 68 718 € | 76 090 € |
| Autres recettes diverses (formation continue, MMI, hébergement IEA...) | 575 135 € | 226 581 € | 365 000 € | 674 506 € | 1 146 258 € | 471 752 € | 919 677 € |
| TOTAL | 4 841 686 € | 5 045 282 € | 5 425 115 € | 6 343 724 € | 6 627 673 € | 283 949 € | 1 582 392 € |

Les loyers des hébergements dans les résidences Descartes et Monod représentent 25,4% des recettes propres générées par l'établissement soit 1,7M€. Les encaissements sont supérieurs de 85k€ à la prévision, et en hausse de 117k€ soit +1,8% par rapport à l'année 2022. Cela s'explique par la hausse des tarifs appliqués depuis septembre 2023, mais aussi par un taux d'occupation plus important qu'en 2022 où des travaux avaient rendu inaccessibles certains logements.

Les recettes liées aux conventions de mise à disposition de personnel représentent 17,5% des recettes globalisées, soit 1,16M€. Ces recettes sont inférieures de 31k€ par rapport à la prévision mais sont plus élevées que les années précédentes.

Les encaissements relatifs aux ruptures d'engagement décennal perçus en 2023 s'établissent à 404k€, soit 54k€ supérieures à la prévision du budget rectificatif. Ils représentent 6,1% des recettes propres générées par l'établissement. Ils sont plus faibles de 2,3% par rapport à 2022.

La vice-présidence aux études génère principalement des recettes liées à l'organisation des concours d'entrée (banque d'épreuves, copies de concours), ainsi que la recette de taxe d'apprentissage ; celles-ci ont été légèrement inférieures à la prévision du budget rectificatif ainsi qu'à l'exécution 2022. 28k€ ont été perçus en 2023 pour la taxe d'apprentissage, contre 77k€ en 2022. Cette forte diminution n'est pas structurelle mais conjoncturelle en raison de la mise en œuvre de la réforme de la collecte de la taxe d'apprentissage en 2023. Les entreprises doivent désormais donner leurs consignes de versement sur une plateforme de la Caisse des dépôts, dans des échéances calendaires précises. L'application de ces nouvelles modalités au niveau national a été un peu complexe, ce qui explique des versements moindres en 2023. Les montants perçus devraient retrouver un niveau équivalent aux années précédentes dès 2024.

Les autres recettes de la Présidence et de la DGS concernent des refacturations diverses : les recettes de badges, les stands de rentrée, le versement d'indemnité dans le cadre de contentieux. Celles-ci ont été un peu supérieures de 15k€ en comparaison de la prévision du budget rectificatif.

23k€ ont été encaissés pour des locations de salles et amphis en 2023. Cette recette est inférieure de 91k€ par rapport à 2022. L'amphithéâtre Mérieux a subi un incendie en décembre 2022 et a été fermé pour des travaux de réhabilitation jusqu'en septembre 2023, ce qui a entraîné par conséquent une perte d'exploitation significative.

Suite à ce sinistre, une première partie de l'indemnisation de l'assurance a été perçue à hauteur de 201k€. Celle-ci est inférieure à la prévision de 500k€, ce qui est dû à un décalage des versements dont le dernier doit finalement avoir lieu en 2024.

Les recettes générées par les refacturations du CROUS ont été supérieures à celles de l'an dernier. Cette augmentation est en partie dû à la refacturation du loyer 2022 du contrat de partenariat qui s'est opérée entièrement sur 2023 pour un montant de 19k€ mais également à l'augmentation des dépenses de fluides qui s'est répercutée sur les refacturations.

Les recettes provenant des emplacements d'antennes des opérateurs de téléphonie sont en hausse de 76k€ par rapport à 2022, en raison principalement de régularisations des années antérieures.

2.2.3 Les recettes globalisées pré-affectées

Les recettes globalisées pré-affectées correspondent à des recettes globalisées dont l'usage ou l'affectation est prédéterminée. Celles-ci s'élèvent à 5,1M€ en 2023 (3,9M€ en 2022).

| Recettes globalisées pré-affectées | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / Exé 2022 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| Prestations/refacturations/autres recettes structures de recherche | 1 978 711 € | 1 844 215 € | 1 360 838 € | 1 470 862 € | 1 609 291 € | 138 429 € | -234 924 € |
| Colloques organisés via cellule congrès | 52 695 € | 118 895 € | 960 326 € | 1 278 494 € | 1 357 341 € | 78 847 € | 1 238 446 € |
| Préciput ANR | 741 685 € | 953 591 € | 744 835 € | 1 032 311 € | 1 049 908 € | 17 597 € | 96 317 € |
| Fonds recherche : contributions des EPST (CNRS, INRIA...) | 1 016 003 € | 547 337 € | 657 000 € | 717 418 € | 599 891 € | -117 527 € | 52 554 € |
| ENS Editions dont ventes d'ouvrage | 185 497 € | 229 173 € | 225 500 € | 200 000 € | 220 050 € | 20 050 € | -9 123 € |
| Hébergement start-ups, licences, rémunérations d'inventions | 122 891 € | 79 363 € | 84 122 € | 137 731 € | 163 621 € | 25 890 € | 84 258 € |
| Laboratoires SHS : subventions, redevances... | 92 725 € | 45 407 € | 39 650 € | 60 559 € | 69 605 € | 9 046 € | 24 198 € |
| Institut Français de l'Education | 95 500 € | 45 343 € | 36 471 € | 65 639 € | 33 771 € | -31 868 € | -11 572 € |
| TOTAL | 4 285 706 € | 3 863 324 € | 4 108 742 € | 4 963 014 € | 5 103 478 € | 140 464 € | 1 240 155 € |

Ces recettes sont en forte hausse en 2023 : +1,2M€ par rapport à 2022.

La raison principale de cette augmentation se trouve parmi les recettes des colloques organisés par la cellule congrès : 1,4M€ d'encaissements ont été générés en 2023 via les inscriptions à ces événements, les sponsors et les soutiens financiers. En effet, il y a eu 6 colloques d'envergure internationale dont par exemple European Drosophila Research Conference (EDRC) ou encore AILA qui étaient initialement programmés en 2020 et 2021 et qui ont été décalés en raison du Covid.

Un grand nombre de laboratoires en sciences exactes et expérimentales réalisent des recettes propres liées à leur activité : prestations de recherche, refacturations aux utilisateurs de plateformes scientifiques etc. Ils ont généré 1,6M€ en 2023 soit 31,6% des recettes globalisées pré-affectées.

Les recettes du préciput ANR et les contributions des EPST ont respectivement représenté 20,6% et 11,8% des recettes globalisées pré-affectées, pour un total de 1,6M€. Ces ressources constituent l'essentiel des ressources du fonds recherche de l'établissement.

2.3 Recettes fléchées encaissées en 2023

De quoi parle-t-on ?

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ex : contrats de recherche.

Les recettes fléchées encaissées par l'Ecole en 2023 s'établissent à **12 778 989 €**, soit 8,3% des recettes totales de l'exercice. Elles sont en hausse de 2,3M€ par rapport à 2022.

Les encaissements par origine ont été ainsi répartis :

| | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Taux d'exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / Exé 2022 |
|--------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| ANR PIA IDEX | 876 701 € | 940 097 € | 465 482 € | 108 660 € | 23,3% | -356 822 € | -831 437 € |
| ANR PIA hors IDEX | 372 035 € | 2 173 044 € | 3 049 708 € | 2 577 900 € | 84,5% | -471 808 € | 404 855 € |
| Total ANR PIA | 1 248 736 € | 3 113 141 € | 3 515 190 € | 2 686 560 € | 76,4% | -828 630 € | -426 581 € |
| ANR hors PIA | 3 338 117 € | 3 939 722 € | 3 633 983 € | 4 125 743 € | 113,5% | 491 760 € | 186 021 € |
| Union Européenne | 3 614 204 € | 1 021 973 € | 3 988 278 € | 3 624 507 € | 90,9% | -363 771 € | 2 602 534 € |
| Région | 137 381 € | 256 547 € | 1 249 756 € | 467 910 € | 37,4% | -781 846 € | 211 363 € |
| Autres recettes | 2 606 936 € | 2 102 478 € | 2 491 522 € | 1 874 269 € | 75,2% | -617 253 € | -228 209 € |
| Total recettes fléchées | 10 945 374 € | 10 433 861 € | 14 878 729 € | 12 778 989 € | 85,9% | -2 099 740 € | 2 345 128 € |

En 2023, l'agence nationale pour la recherche (ANR) reste le principal financeur des projets fléchés de l'établissement avec 6,8M€ versés. Cette enveloppe se répartit selon 2 grands axes :

- Pour 61% : il s'agit des contrats de recherche ANR, qui affichent une hausse significative. En effet, sur les 140 projets en cours de gestion (25M€ au total), 10 sont terminés et attendent d'être soldés en recette, alors que 35 nouveaux projets démarrent sur l'exercice, avec l'encaissement de leurs 1^{ères} tranches.
- Pour 39%, il s'agit des dispositifs d'Investissement d'Avenir sur lesquels l'ANR intervient en tant qu'opérateur de l'Etat. Sur cet axe, le dispositif IDEX touche à sa fin et l'encaissement des soldes devrait intervenir en 2024 pour environ 800k€. A contrario, les nouveaux dispositifs (PEPR, AMI, IDÉMO) sont en plein essor (presque 20M€) et les encaissements vont encore augmenter sur les années à venir.

L'Union Européenne est le second plus gros financeur avec un budget global supérieur à 27M€, et des encaissements s'élevant à 3,6M€ sur 2023, en lien avec l'exécution de 7 ERC et 8 bourses Marie Curie. On peut noter qu'avec l'évolution des modalités de justifications de ces projets, les encaissements seront de moins en moins linéaires. Par exemple, les ERC passent à deux reportings et versements sur 5 ans au lieu de 4.

La sous-exécution des encaissements auprès de la Région est principalement liée à la vingtaine de contrats terminés au 2^{ème} semestre 2023 et dont la justification sera faite début 2024 (765k€ attendus en recette). On note une exécution moindre des autres recettes notamment en lien avec 2 nouveaux projets de physique de presque 500k€ chacun, qui démarrent en 2023 mais qui n'ont pas encore fait l'objet des 1^{ers} versements (360k€ étaient initialement prévus).

3. Dépenses 2023

3.1 Synthèse des dépenses réalisées en 2023

| Dépenses | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023/ BR 2023 | Taux d'exécution 2023 | Exé 2023/ BI 2022 | Rappel taux d'exécution 2022 |
|--|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|------------------------------|
| Autorisations d'engagement (AE) | 133 424 021 € | 147 810 798 € | 153 177 811 € | 168 201 790 € | 165 032 720 € | -3 169 070 € | 98,1% | 17 221 922 € | 88,7% |
| Crédits de paiement (CP) | 135 861 012 € | 141 813 997 € | 155 706 148 € | 164 127 961 € | 161 362 615 € | -2 765 346 € | 98,3% | 19 548 619 € | 91,3% |

+ 9 pts

+ 7 pts

3.1.1 Autorisations d'engagements

De quoi parle-t-on ?

Les autorisations d'engagement (AE) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice budgétaire. Elles sont entièrement consommées dès l'origine de la dépense, c'est-à-dire lors de la signature de l'acte juridique engageant la dépense de l'établissement. Les AE peuvent avoir une portée pluriannuelle lorsque des engagements souscrits sur un exercice s'exécutent et donnent lieu à des paiements sur un ou des exercices ultérieurs.

| Autorisations d'engagement (AE) | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023/ BR 2023 | Taux d'exécution 2023 | Exé 2023/ BI 2022 | Rappel taux d'exécution 2022 |
|---|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------------|-------------------|-----------------------|-------------------|------------------------------|
| Masse salariale | 99 974 022 € | 105 343 869 € | 107 981 065 € | 112 106 359 € | 111 565 614 € | -540 745 € | 99,5% | 6 221 744 € | 98,7% |
| Fonctionnement | 25 754 983 € | 34 130 277 € | 38 422 933 € | 48 119 621 € | 46 955 436 € | -1 164 185 € | 97,6% | 12 825 159 € | 70,9% |
| Investissement | 7 695 016 € | 8 336 652 € | 6 773 813 € | 7 975 810 € | 6 511 670 € | -1 464 140 € | 81,6% | -1 824 982 € | 71,5% |
| TOTAL autorisations d'engagement | 133 424 021 € | 147 810 798 € | 153 177 811 € | 168 201 790 € | 165 032 720 € | -3 169 070 € | 98,1% | 17 221 922 € | 88,7% |

Tableau 3 – Autorisations d'engagement par masse inscrites de 2021 à 2023

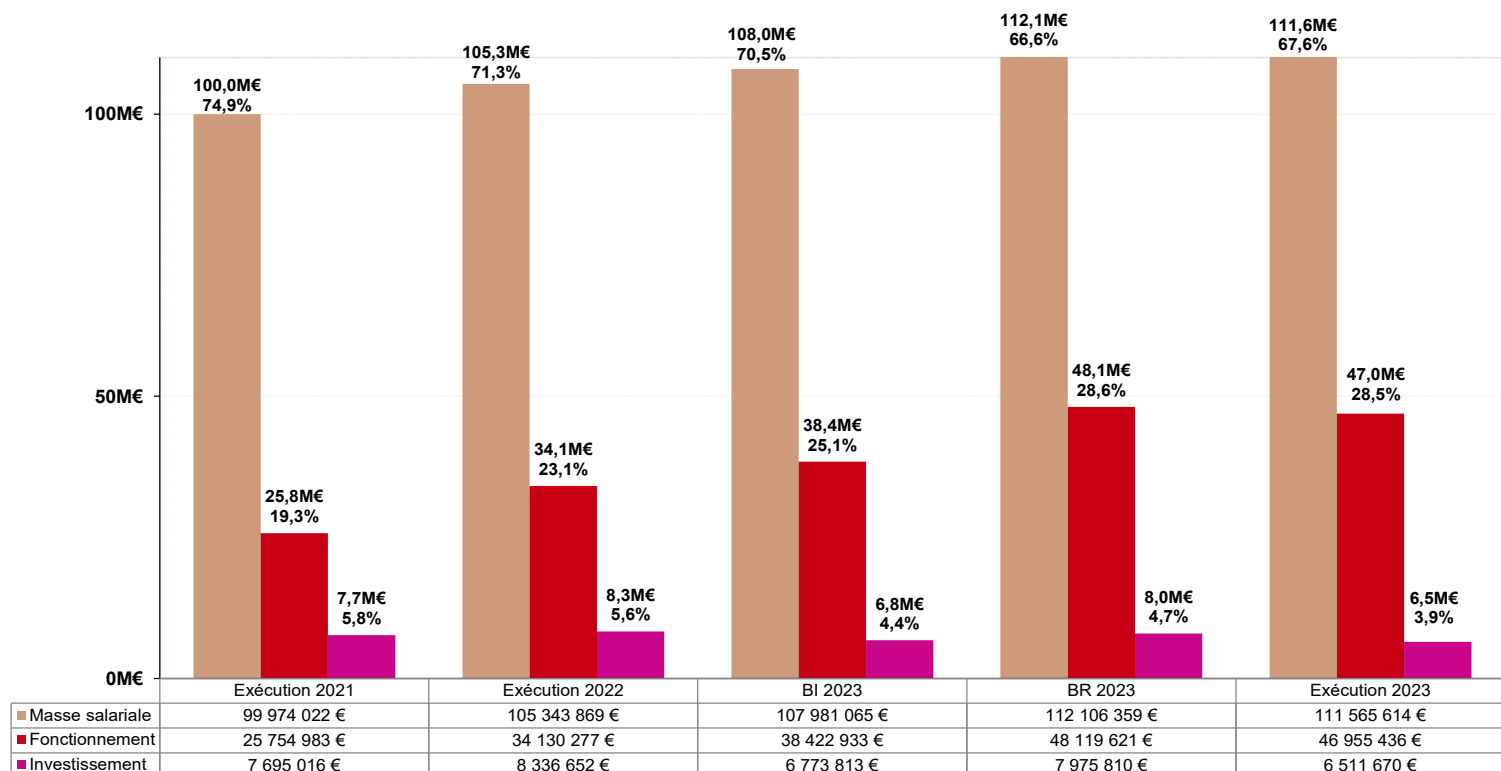


Figure 2 – Evolution des autorisations d’engagement de 2021 à 2023

En 2023, 98,1% des engagements prévus au BR ont été réalisés. Ceci est une excellente exécution budgétaire avec des taux jamais atteints en AE depuis la GBCP (+9 points par rapport à 2022).

Ceci s’explique essentiellement par un budget rectificatif plus tardif mais également par une meilleure consommation des structures de l’Ecole.

3.1.2 Crédits de paiement

De quoi parle-t-on ?

Les crédits de paiement (CP) représentent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année civile pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement. Dans le cas d'un engagement juridique s'exécutant sur plusieurs exercices, la consommation des CP est échelonnée sur plusieurs exercices budgétaires, jusqu'à atteindre le total des autorisations d'engagement initiales. Les CP sont annuels et permettent de prévoir les décaissements, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie.

| Crédits de paiement (CP) | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023/ BR 2023 | Taux d'exécution 2023 | Exé 2023/ BI 2022 | Rappel taux d'exécution 2022 |
|----------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|------------------------------|
| Masse salariale | 99 986 473 € | 105 347 247 € | 107 981 065 € | 112 106 359 € | 111 559 510 € | -546 849 € | 99,5% | 6 212 263 € | 98,7% |
| Fonctionnement | 29 041 730 € | 31 785 073 € | 39 362 583 € | 41 963 470 € | 40 279 134 € | -1 684 336 € | 96,0% | 8 494 062 € | 84,3% |
| Investissement | 6 832 808 € | 4 681 677 € | 8 362 500 € | 10 058 132 € | 9 523 971 € | -534 161 € | 94,7% | 4 842 294 € | 42,8% |
| TOTAL crédits de paiement | 135 861 012 € | 141 813 997 € | 155 706 148 € | 164 127 961 € | 161 362 615 € | -2 765 346 € | 98,3% | 19 548 619 € | 95,2% |

Tableau 4 – Crédits de paiement par masse inscrites de 2021 à 2023

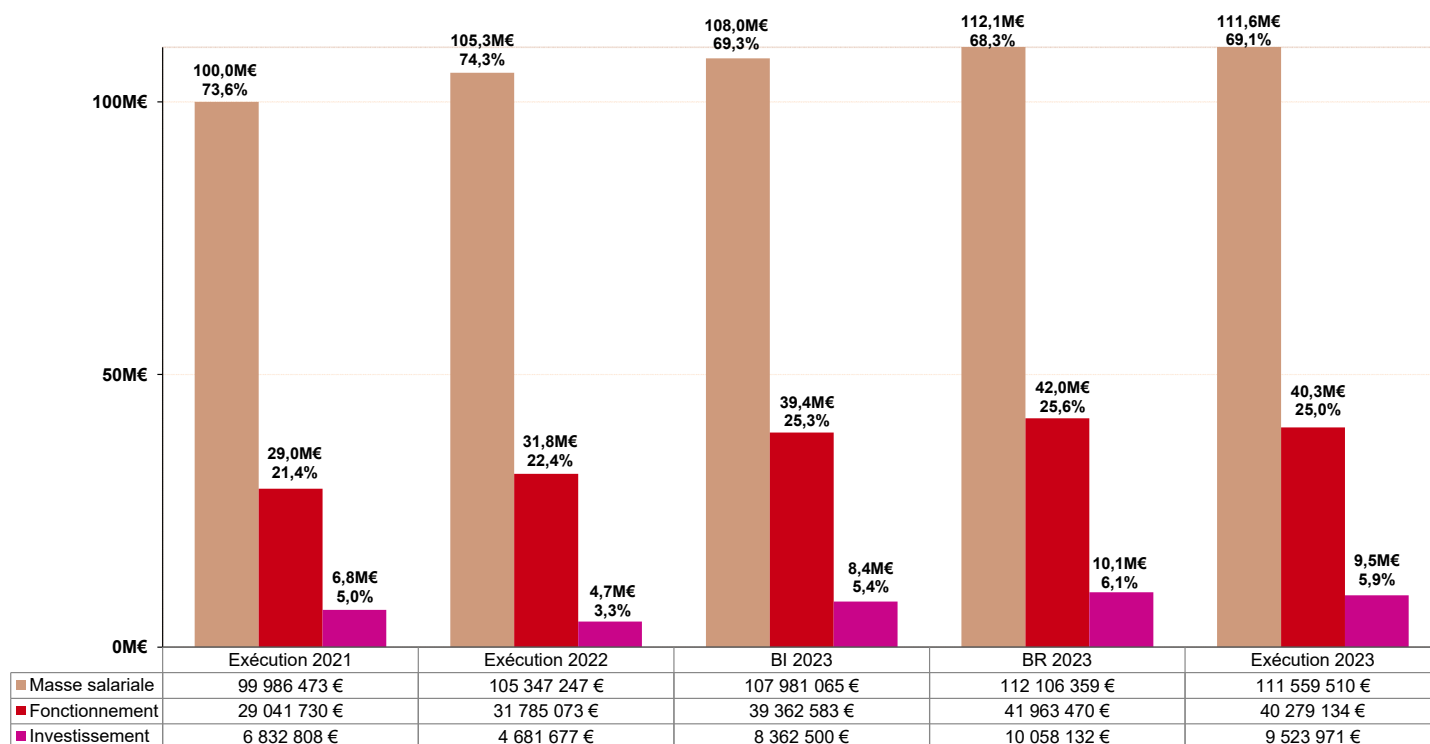


Figure 3 – Evolution des crédits de paiement de 2021 à 2023

98,3% des dépenses prévues au budget rectificatif en crédits de paiement (CP) ont été réalisées (95,2% en 2022). En fonctionnement, le taux d'exécution des CP est de 96% en 2023 (84,3% en 2022). En investissement, ce taux atteint 94,7% par rapport aux prévisions du BR (42,8% en 2022). La masse salariale consommée mobilise 99,5% des CP 2022.

En volume, les CP consommés sont en hausse de 19,5M€ par rapport à l'exécution de l'année 2022 : +6,2M€ pour la masse salariale, +8,5M€ pour le fonctionnement, et +4,8M€ pour l'investissement.

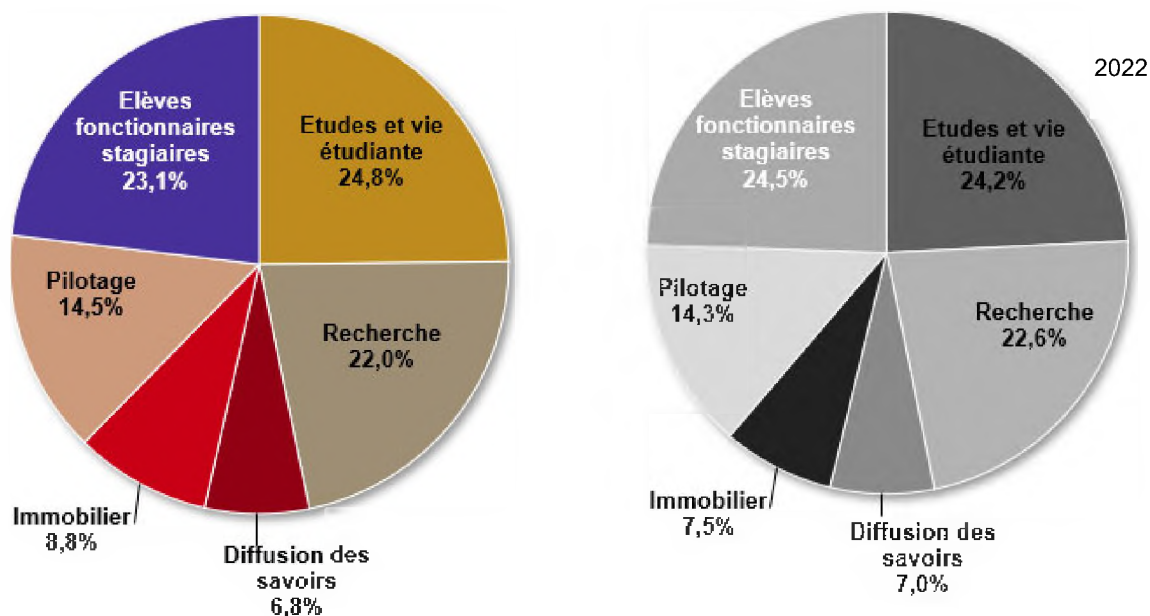


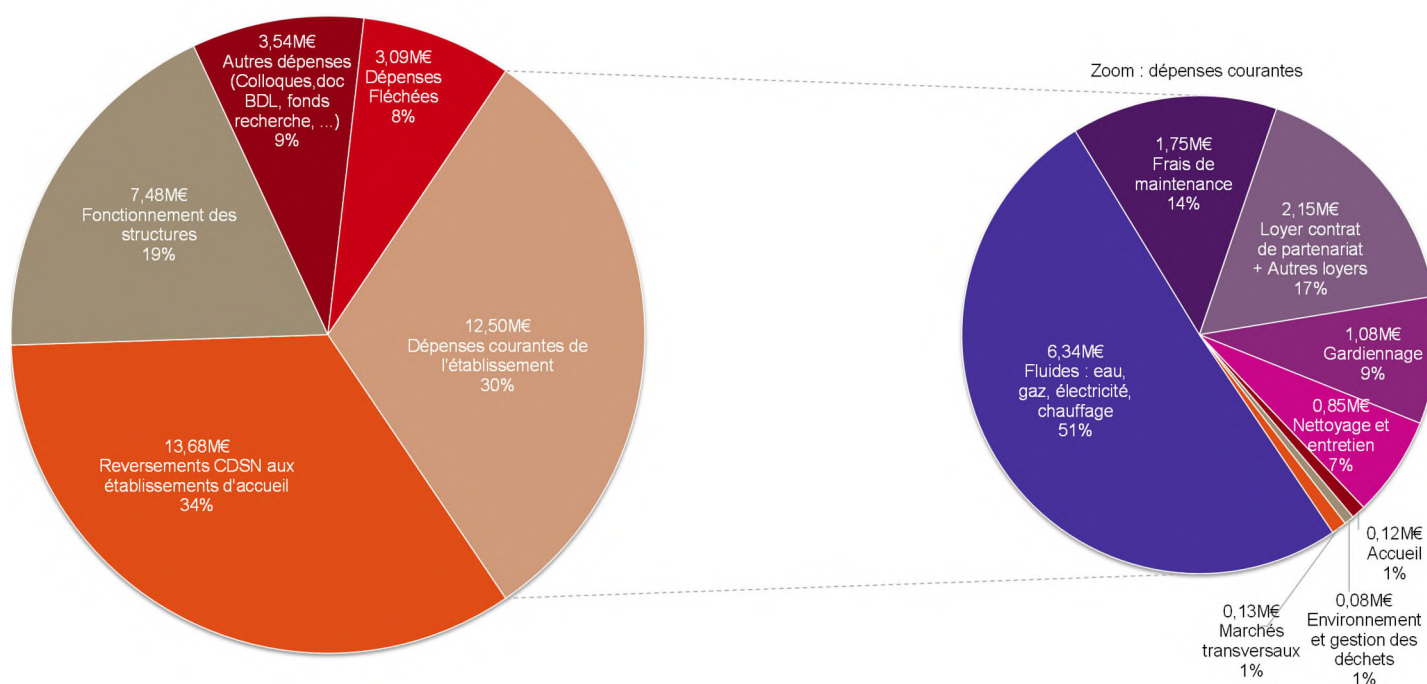
Figure 4 – Répartition 2023 des crédits de paiement par destination

La répartition des crédits de paiement par destination reste sensiblement la même d'année en année. En 2023, 23,1% des dépenses concernaient les élèves fonctionnaires stagiaires (24,5% en 2022), 24,8% les études et la vie étudiante (24,2% en 2022), et 22% la recherche (22,6% en 2022). Les dépenses de pilotage ont concerné 14,5% des crédits de paiement en 2023 (14,3% en 2022).

3.2 Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement en 2023 s'élevaient à 47M€ en autorisations d'engagement et 40,3M€ en crédits de paiement

Répartition des dépenses de fonctionnement 2023 en CP



Le graphique ci-dessus à gauche montre que les dépenses fléchées (contrats de recherche majoritairement) constituent 8% des dépenses totales de l'établissement soit 3,1M€.

Les autres catégories du graphique font partie des dépenses dites globalisées, et pèsent ainsi pour 92% du total.

Il est à noter que les reversements CDSN et les dépenses courantes s'élèvent à 26,2M€ soit 65% de l'ensemble des crédits de paiement de fonctionnement (cf paragraphe 3.2.1). Ce sont des dépenses pour lesquelles l'établissement n'a pas de marge de manœuvre. Le graphique de droite illustre que plus de la moitié des dépenses courantes est consacrée aux fluides dont les coûts sont en hausse constante depuis 2022.

3.2.1 Dépenses globalisées

Les dépenses de fonctionnement globalisées 2023 s'élèvent à 37,2M€ de crédits de paiement. Pour rappel, les crédits de paiements (CP) correspondent aux décaissements réalisés sur l'année. Au budget rectificatif, 37,7M€ de CP avaient été prévus. 98,6% des crédits votés ont donc été consommés.

Ce tableau présente la répartition des dépenses de fonctionnement globalisées selon les montants en crédits de paiement les plus significatifs.

| Dépenses globalisées : fonctionnement en CP | Exécution 2021 | Exécution 2022 | Budget Initial 2023 | Budget Rectificatif 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / BI 2022 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| Reversements CDSN aux établissements d'accueil | 7 712 650 € | 9 038 498 € | 11 568 494 € | 13 812 657 € | 13 679 376 € | -133 281 € | 4 640 878 € |
| Dépenses courantes de l'établissement | 8 216 406 € | 10 392 072 € | 15 036 900 € | 12 927 475 € | 12 499 022 € | -428 453 € | 2 106 950 € |
| Fonctionnement des structures | 8 048 011 € | 6 308 069 € | 6 051 624 € | 7 402 338 € | 7 475 852 € | 73 514 € | 1 167 783 € |
| Colloques | 28 551 € | 255 250 € | 935 684 € | 1 279 859 € | 1 280 897 € | 1 038 € | 1 025 648 € |
| Documentation BDL | 807 502 € | 808 090 € | 658 400 € | 758 400 € | 776 786 € | 18 386 € | -31 304 € |
| Reversements RH (mises à disposition) | 552 943 € | 466 902 € | 403 997 € | 465 622 € | 381 536 € | -84 086 € | -85 365 € |
| Projets SI | 377 396 € | 146 862 € | 175 000 € | 126 483 € | 193 616 € | 67 133 € | 46 754 € |
| Projets financés par fonds recherche | 1 140 995 € | 1 728 175 € | 1 052 543 € | 942 296 € | 904 629 € | -37 667 € | -823 547 € |
| TOTAL (CP) | 26 884 455 € | 29 143 918 € | 35 882 642 € | 37 715 130 € | 37 191 714 € | -523 416 € | 8 047 796 € |

Les **reversements CDSN** aux établissements d'accueil connaissent une très forte augmentation de consommation des crédits en 2023 comparé à l'année précédente, tant en autorisations d'engagement qu'en crédits de paiement. Ce sont les rattrapages des engagements et des paiements pour la promotion 2022 qui expliquent cette hausse. L'établissement avait connu des difficultés pour signer les conventions de reversement avec les partenaires en 2022, qui ont été résolues en 2023.

Le tableau ci-dessous détaille les dépenses CDSN par cohorte en AE et en CP.

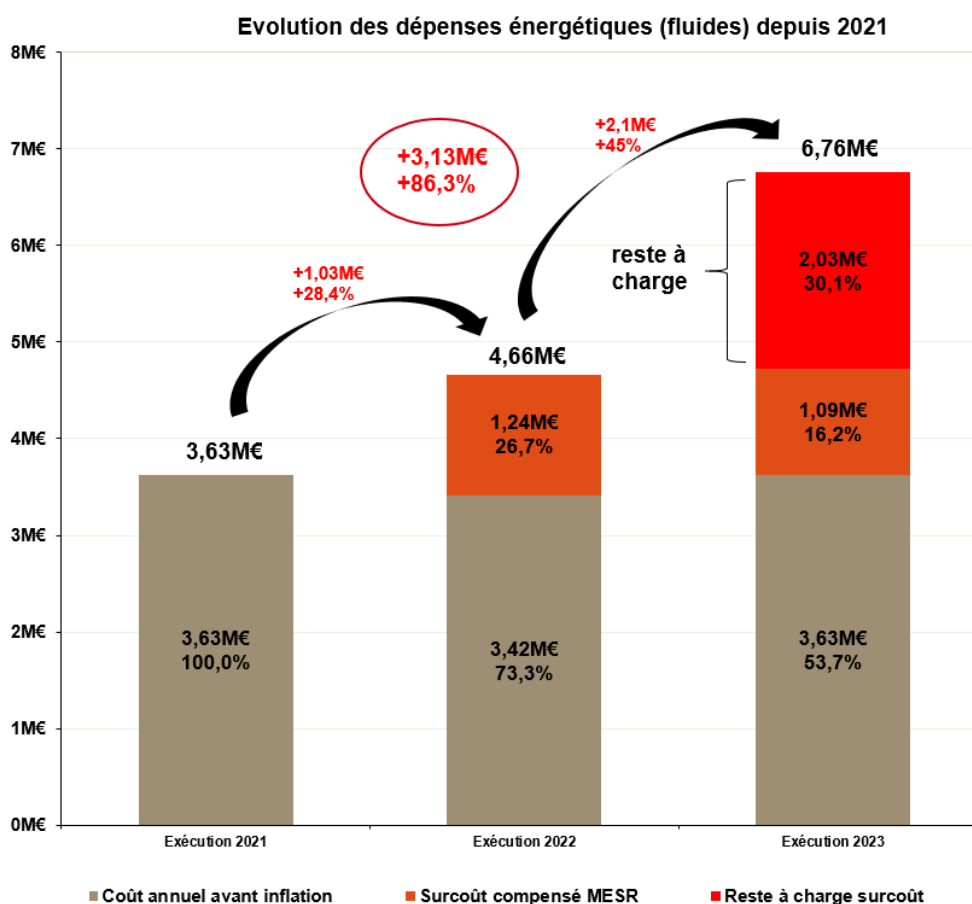
| Cohorte | Nombre de doctorants | Montant total des reversements pour l'ensemble de la période | Autorisations d'engagement | | | | | Crédits de paiement | | | | |
|-------------------|----------------------|--|----------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | | | AE consommées en 2020 | AE consommées en 2021 | AE consommées en 2022 | AE consommées en 2023 | TOTAL AE par cohorte | CP consommés en 2020 | CP consommés en 2021 | CP consommés en 2022 | CP consommés en 2023 | TOTAL CP par cohorte |
| Cohorte 2020-2023 | 129 | 10 554 264 € | 6 299 832 € | 4 254 432 € | | | 10 554 264 € | 497 732 € | 3 960 478 € | 3 418 092 € | 2 539 332 € | 10 415 634 € |
| Cohorte 2021-2024 | 132 | 11 953 038 € | | 0 € | 9 779 759 € | 2 173 280 € | 11 953 039 € | | 0 € | 2 950 529 € | 6 084 680 € | 9 035 209 € |
| Cohorte 2022-2025 | 137 | 12 581 532 € | | | 2 020 392 € | 10 568 793 € | 12 589 185 € | | | 79 081 € | 4 758 210 € | 4 837 291 € |
| Cohorte 2023-2026 | 131 | 12 401 508 € | | | | 7 005 432 € | 7 005 432 € | | | | 297 154 € | 297 154 € |
| Total | 529 | 47 490 342 € | 6 299 832 € | 4 254 432 € | 11 800 151 € | 19 747 505 € | 42 101 920 € | 497 732 € | 3 960 478 € | 6 447 702 € | 13 679 376 € | 24 585 288 € |

Les dépenses courantes de l'établissement correspondent aux dépenses dites incompressibles : ce sont des dépenses de fonctionnement pour lesquelles l'Ecole est engagée vis-à-vis d'un tiers, pour une durée déterminée et pour un montant ferme, comme par exemple : les fluides, les loyers, les marchés, les contrats de maintenance... 12,9M€ avaient été prévus au budget rectificatif pour les dépenses courantes de l'Ecole. Ce sont 12,5M€ qui ont été dépensés soit 96,7% de la prévision du BR.

| Dépenses courantes de l'établissement en CP | Exécution 2021 | Exécution 2022 | Budget Initial 2023 | Budget Rectificatif 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / BR 2023 |
|---|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| Fluides : eau, gaz, électricité, chauffage | 3 258 709 € | 4 635 120 € | 9 395 000 € | 6 780 000 € | 6 341 312 € | -438 688 € | 1 706 192 € |
| Frais de maintenance | 1 300 016 € | 1 443 391 € | 1 400 000 € | 1 745 513 € | 1 751 561 € | 6 048 € | 308 170 € |
| Loyer contrat de partenariat | 926 112 € | 1 455 203 € | 1 400 000 € | 1 400 000 € | 1 389 550 € | -10 450 € | -65 653 € |
| Gardiennage | 947 531 € | 974 103 € | 1 000 000 € | 1 078 944 € | 1 077 488 € | -1 456 € | 103 385 € |
| Nettoyage et entretien | 817 576 € | 848 778 € | 860 000 € | 872 823 € | 851 334 € | -21 489 € | 2 557 € |
| Autres loyers | 646 634 € | 701 511 € | 650 000 € | 717 000 € | 755 687 € | 38 687 € | 54 176 € |
| Accueil physique et téléphonique | 111 734 € | 114 011 € | 115 000 € | 117 000 € | 119 598 € | 2 598 € | 5 587 € |
| Environnement et gestion des déchets | 109 401 € | 101 348 € | 95 000 € | 94 295 € | 84 620 € | -9 675 € | -16 727 € |
| Marchés transversaux | 98 693 € | 118 608 € | 121 900 € | 121 900 € | 127 871 € | 5 971 € | 9 263 € |
| TOTAL (CP) | 8 216 406 € | 10 392 072 € | 15 036 900 € | 12 927 475 € | 12 499 022 € | -428 453 € | 2 106 950 € |

Les dépenses de **fluides** concernent l'électricité, le chauffage, le gaz et l'eau. Les charges s'élèvent à 6,8M€ en droits constatés (rattachement des charges à l'exercice en comptabilité générale), qui est le montant pris en compte dans le calcul du déficit du compte de résultat. Le tableau ci-dessous montre l'évolution de ces charges par poste de dépenses (en droits constatés) :

| | Exercice 2021 | Exercice 2022 | Exercice 2023 |
|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Electricité | 2 172 807 € | 2 901 640 € | 5 203 257 € |
| Gaz | 138 320 € | 177 366 € | 196 896 € |
| Eau | 269 540 € | 178 692 € | 205 498 € |
| Chauffage urbain | 1 047 515 € | 1 402 363 € | 1 152 415 € |
| Total | 3 628 183 € | 4 660 061 € | 6 758 066 € |



Le budget consacré aux fluides subit une hausse importante depuis 2021, qui est l'année de référence avant inflation. L'augmentation exponentielle constatée en 2023 s'explique uniquement par l'explosion des prix de l'énergie qui a contraint fortement le budget de l'établissement et se poursuivra en 2024. Face à cette hausse des prix, la poursuite des actions mises en place dès 2022 par l'établissement a permis une nouvelle fois de contenir et même réduire les consommations en 2023. En effet, l'ENS de Lyon constate une baisse de 17% des consommations de chauffage (-1269MWh) ainsi qu'une baisse de 5% pour l'électricité (-1015MWh) par rapport à 2022.

Concernant le chauffage, l'Ecole optimise depuis 2022 les températures (19°C) et les périodes de fonctionnement. Le changement des comportements couplé à des travaux techniques permettent également de réduire drastiquement le gaspillage d'énergie.

La consommation électrique se stabilise en 2023. Des travaux d'amélioration énergétique de bâtiments tels que l'IGFL et le D8 permettent d'importants gains et contrebalancent ainsi des consommations qui peuvent être en hausse sur d'autres bâtiments de l'Ecole. Les chercheurs mènent également des actions afin de limiter les consommations. Par exemple, les usages de la salle de serveurs SING sont optimisés et permettent une baisse significative des consommations. Au laboratoire RDP, les process de culture des plantes sont aussi optimisés et permettent des économies importantes (-25% sur les serres).

Les actions menées, les travaux d'amélioration énergétique et l'évolution des mentalités portent leurs fruits sur les consommations de fluides. La hausse des dépenses est donc uniquement due aux prix qui ne cessent d'augmenter. Malgré une aide de l'Etat en fin de

gestion, l'établissement ne peut pas couvrir ces charges avec ses ressources annuelles et doit mobiliser son fonds de roulement et sa trésorerie pour faire face à ce surcoût significatif.

Les frais de maintenance concernent les maintenances obligatoires réalisées par la direction du patrimoine, la DSI, et également par le service Accueil et Sécurité. En 2023, ces dépenses de maintenance s'établissent à 1,75M€ conformément à la prévision faite au budget rectificatif : maintenance des logiciels de la suite cocktail, maintenance des systèmes de sécurité incendie, maintenance préventive des bâtiments. Les coûts de maintenance subissent également l'inflation depuis 2021 avec une hausse de 451k€ des dépenses en 2 ans.

Les crédits de gardiennage s'élèvent à 1,1M€ en 2023. Le marché de gardiennage représente 93% de la dépense, les 7% restant correspondent à des prestations supplémentaires à la demande notamment en raison du renforcement du dispositif alerte attentat à l'automne 2023. L'exécution des crédits dédiés au gardiennage a également été conforme à la prévision du budget rectificatif.

Les crédits consacrés aux dépenses de nettoyage atteignent 851k€ en 2023, soit -21k€ par rapport aux prévisions. 93% des dépenses de nettoyage correspondent au marché passé avec le prestataire de nettoyage des surfaces. Les 7% restant correspondent à des prestations supplémentaires particulières (désinfections, dératisations, désinsectisations), et à l'achat de matériels et de produits d'entretien.

Les structures de l'école ont exécuté 7,4M€ pour leur fonctionnement : organisation du concours d'entrée, fonctionnement des départements d'enseignement et des laboratoires de recherche, fonctionnement courant des services, etc.

Les achats de la BDL consacrés à la documentation atteignent 777k€ en 2023. La documentation électronique représente 50% des achats documentaires, la documentation monographique (livres anciens, livres français et en langues étrangères) représente 31% de ces achats et les périodiques (abonnements) 19% de ces achats.

La DSI a exécuté 194k€ pour des projets de système d'information : ré-informatisation de la BDL (système intégré de gestion de bibliothèque, abonnement aux outils, maintenance), achat de diverses applications (application pour vote électronique, système de gestion des formations,...), refonte de la téléphonie fixe, refonte wifi, etc.

3.2.2 Dépenses fléchées

Les dépenses de fonctionnement sur contrats fléchés s'élèvent en 2023 à 3,1M€. Selon la typologie de contrats, elles se répartissent comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

| | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Taux d'exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / Exé 2022 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| ANR PIA IDEX | 355 398 € | 9 632 € | 27 959 € | 30 255 € | 108,2% | 2 296 € | 29 714 € |
| ANR PIA hors IDEX | 38 275 € | 114 206 € | 415 381 € | 330 318 € | 79,5% | -85 063 € | 293 516 € |
| Total ANR PIA | 393 673 € | 123 838 € | 443 340 € | 360 573 € | 81,3% | -82 767 € | 236 735 € |
| ANR hors PIA | 513 928 € | 885 247 € | 1 586 469 € | 1 077 632 € | 67,9% | -508 837 € | 192 385 € |
| Union Européenne | 350 352 € | 612 954 € | 839 505 € | 764 054 € | 91,0% | -75 451 € | 151 100 € |
| Région | 170 696 € | 329 133 € | 370 380 € | 227 603 € | 61,5% | -142 777 € | -101 530 € |
| Autres | 728 626 € | 689 983 € | 1 008 646 € | 657 557 € | 65,2% | -351 089 € | -32 426 € |
| Fonctionnement fléché en crédits de paiement | 2 157 275 € | 2 641 155 € | 4 248 340 € | 3 087 420 € | 72,7% | -1 160 920 € | 446 265 € |

On note une exécution des dépenses globales de fonctionnement en hausse constante sur la durée par rapport aux exercices précédents, même si le niveau de réalisation n'est pas toujours conforme aux prévisions du BR.

Par exemple, sur la Région, la part de dépenses non réalisée est essentiellement liée à un transfert de contrat vers un autre établissement suite au départ de son porteur de projet (45k€), ainsi qu'à un trop perçu sur un projet non réalisé dont le remboursement n'a pas encore été demandé par le financeur (5k€).

Une partie des crédits de fonctionnement prévus au BR concernait des nouveaux projets qui devaient démarrer sur le 2ème semestre et dont la contractualisation a pris un certain retard, ne générant donc pas de dépense.

3.3 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2023 s'élèvent à 9,5M€ en crédits de paiement soit une exécution de 94,7% par rapport aux prévisions du budget rectificatif.

Le tableau ci-dessous recense les plus grosses dépenses d'investissement réalisées en 2023 (60% des dépenses totales d'investissement) :

| Les plus grosses dépenses d'investissement en CP | | | Montants | |
|---|--------------------------------------|--|--------------------|---------------|
| Dépenses globalisées | Direction du Patrimoine | Travaux d'étanchéité de la BDL : rénovation intérieure de l'aile C | 539 756 € | } 3 544 888 € |
| | | Démolition ex-locaux LGL pour création des salles Bachelor | 466 124 € | |
| | | Travaux de réhabilitation des salles de TP | 452 514 € | |
| | | Réhabilitation de l'Amphi Mérieux suite au sinistre | 331 803 € | |
| | | Remplacement luminaires LED pour le site Descartes | 280 565 € | |
| | | Pose de 80 compteurs et programmation sur le site Descartes | 165 207 € | |
| | | Total Dirpat | 2 235 969 € | |
| | Direction des Systèmes d'Information | Acquisitions de baies de stockage | 408 786 € | |
| | | Achat de Frame HP + 4 lames | 90 037 € | |
| | | Accompagnement sur l'application concours EPONA | 88 080 € | |
| | | Sécurisation du Cœur de réseau | 81 362 € | |
| | Total DSI | 668 264 € | | |
| | Vice Présidence Recherche | Achat d'un microscope électronique a balayage pour le LGL | 350 000 € | |
| | | Acquisition de 48 serveurs pour le PSMN | 102 215 € | |
| Achat d'une partie du spectromètre RAMAN pour le LGL (130k€ sur contrat fléché) | | 99 500 € | | |
| Acquisition d'un ultra sonacateur PIXUL pour la Coordination de biologie | | 88 940 € | | |
| Total VPR | 640 655 € | | | |
| Dépenses fléchées | Vice Présidence Recherche | Projet de Recherche : Plateforme pour l'Expérimentation en Milieu Confiné (PIExMiCo) | 820 964 € | } 2 209 288 € |
| | | Achat d'un microscope STED pour le PBES | 745 787 € | |
| | | Acquisition d'un réfrigérateur à dilution sans hélium pour le labo de Physique | 321 000 € | |
| | | Achat d'isolateurs de zootechnie | 181 811 € | |
| | | Aquisition d'isolateurs ilot pour le PBES | 139 726 € | |
| Montant total | | | 5 754 175 € | |

Parmi les opérations immobilières les plus significatives menées par l'établissement, il est à souligner que certaines ont été réalisées sur plusieurs années et/ou ont également mobilisé des crédits de fonctionnement.

C'est le cas sur le site Monod afin d'accueillir les promotions du nouveau cycle pluridisciplinaire d'études supérieures (**CPES**) Sciences et sociétés. Les travaux, aménagements et équipements des salles ont généré un total de **917k€** de dépenses.

Les travaux d'**étanchéité** de l'aile C de la BDL ont débuté en 2022 et s'achèveront en 2024. Ils coûteront un total de **1,6M€** à l'établissement, ce montant incluant les dépenses de fonctionnement pour déplacer les ouvrages et les stocker dans un local loué à l'extérieur.

La réhabilitation de l'**amphithéâtre Mérieux** suite au sinistre de décembre 2022 et sa déconnexion de l'ERP Monod ont nécessité un budget total de **552k€**. L'assurance a versé une première indemnisation de 200k€ en 2023, l'ENS de Lyon devrait obtenir d'autres versements en 2024.

3.3.1 Dépenses globalisées

Les dépenses d'investissement globalisées 2023 s'élèvent à 6,1M€ en crédits de paiement soit une exécution de 98,2%

Ce tableau présente la répartition des dépenses d'investissement globalisées par service et/ou vice-présidence.

| Dépenses globalisées : investissements en CP | Exécution 2021 | Exécution 2022 | Budget Initial 2023 | Budget Rectificatif 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / BI 2022 |
|---|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Travaux et aménagements portés par la Direction du patrimoine | 1 535 782 € | 1 625 218 € | 2 970 600 € | 3 111 940 € | 3 072 523 € | -39 417 € | 1 447 305 € |
| <i>dont travaux et aménagements pour activités de formation</i> | 20 393 € | 295 850 € | 1 000 000 € | 1 162 060 € | 1 225 377 € | 63 317 € | 929 528 € |
| <i>dont travaux et aménagements pour activités de la BDL</i> | 477 586 € | 80 557 € | 695 000 € | 614 391 € | 554 146 € | -60 245 € | 473 590 € |
| <i>dont travaux et aménagements pour activités de recherche</i> | 478 568 € | 641 382 € | 605 000 € | 207 460 € | 189 731 € | -17 729 € | -451 651 € |
| <i>dont autres travaux et aménagements</i> | 559 235 € | 607 430 € | 670 600 € | 1 128 029 € | 1 103 268 € | -24 761 € | 495 839 € |
| Investissements Recherche via le PPI et dotation | 1 013 151 € | 458 437 € | 1 000 000 € | 768 000 € | 1 286 856 € | 518 856 € | 828 420 € |
| Direction des systèmes d'informations | 940 776 € | 81 235 € | 770 000 € | 722 950 € | 786 354 € | 63 404 € | 705 119 € |
| Fonds recherche | 582 200 € | 197 796 € | 206 000 € | 206 882 € | 251 241 € | 44 359 € | 53 445 € |
| Laboratoires sur recettes préaffectées (prestations, refacturations...) | 1 092 112 € | 175 366 € | 652 918 € | 906 408 € | 214 745 € | -691 663 € | 39 379 € |
| Accueil et sécurité | 54 626 € | 8 231 € | 50 000 € | 185 838 € | 94 578 € | -91 260 € | 86 347 € |
| Investissements départements de formation et vie étudiante | 125 808 € | 86 781 € | 77 000 € | 107 303 € | 95 581 € | -11 722 € | 8 800 € |
| ENS Médias | 44 107 € | 124 743 € | 48 000 € | 48 000 € | 120 400 € | 72 400 € | -4 343 € |
| Direction des moyens généraux | 13 127 € | 117 903 € | 54 000 € | 48 863 € | 87 610 € | 38 747 € | -30 292 € |
| DUNES | 34 077 € | 10 837 € | 23 000 € | 41 897 € | 38 179 € | -3 718 € | 27 341 € |
| Bibliothèque Diderot de Lyon | 47 483 € | 29 220 € | 17 500 € | 17 500 € | 6 503 € | -10 997 € | -22 717 € |
| Prévention et santé au travail | 16 039 € | 8 383 € | 16 000 € | 16 000 € | 15 034 € | -966 € | 6 651 € |
| Institut français de l'éducation | 17 700 € | 12 568 € | 6 000 € | 6 000 € | 6 095 € | 95 € | -6 472 € |
| Présidence | 3 319 € | 7 144 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | -7 144 € |
| TOTAL (CP) | 5 520 307 € | 2 943 861 € | 5 891 018 € | 6 187 581 € | 6 075 699 € | -111 882 € | 3 131 838 € |

Les activités opérées par la direction du patrimoine consomment une part importante de CP d'investissement en 2023, 50,6% des investissements globalisés de l'Ecole. Cela correspond à des projets conséquents de rénovation des installations de l'établissement. Par exemple, les travaux d'étanchéité de la BDL et la démolition des ex-locaux du LGL pour la création de locaux dans le cadre du Cycle Pluridisciplinaire d'Etudes Supérieures (CPES) sciences et sociétés, en font partie (voir tableau paragraphe 3.3 « Les plus grosses dépenses d'investissement en CP »).

La direction des systèmes d'information consomme également une part importante de CP d'investissement en 2023, 12,9% des investissements globalisés de l'Ecole. La DSI a ainsi consommé 786k€, notamment pour l'acquisition de baies de stockage reçues début 2023 et dont l'engagement avait été pris en 2022.

Concernant le Service Accueil et Sécurité, 96k€ ont été payés sur les 186k€ prévus au BR, soit 50,9%. Tous les engagements ont été réalisés, mais des volumes importants de paiement (CP) auront lieu en 2024. En effet, les services faits concernant l'installation de la vidéoprotection sur tous les sites de l'Ecole n'ont pas pu être valorisés sur l'exercice 2023 mais le seront début 2024.

Les services de la formation et de la vie étudiante ont investi 96k€ en 2023, principalement pour le théâtre Kantor (27k€), en matériels informatiques, ordinateurs, écrans, vidéoprojecteurs (35k€) et en matériels et mobiliers scientifiques pour l'enseignement dont l'achat d'armoires de stockage ventilées pour produits chimiques pour 7,4k€.

La BDL a exécuté ses dépenses à hauteur de 37,2%. Sur les 17 500 € allouées, 6,5k€ ont été consommés. En cause, l'absence de commande de matériel de télétravail cette année, et un projet d'équipement qui s'est finalement avéré moins coûteux que prévu, basculant en fonctionnement du fait de la logique de seuil.

Les investissements réalisés par ENS Médias s'élèvent à 120k€ alors que seulement 48k€ avaient été voté au BR. Ils concernent principalement du matériel informatique : matériel audio, installation système web, câblage... dans le cadre de la création des salles Bachelor (57k€) mais également dans le cadre de la réhabilitation de l'amphithéâtre Mérieux suite au sinistre (22k€). Cette « sur-exécution » s'explique par le fait, qu'à l'origine ces crédits avaient été prévus à la Direction du Patrimoine.

Les achats du service DUNES s'élevant à 38k€ concernent du matériel informatique : équipements de tournage et de plateau (5k€), serveurs (13k€), ordinateurs (20k€).

La Direction des Moyens Généraux a investi principalement dans une solution avec la Poste afin de faciliter la remise de colis, composée de casiers de stockage sécurisés et d'une application mobile pour un montant de 29k€.

La Recherche via le PPI, le fonds recherche ainsi que les laboratoires sur recettes préaffectées a consommé 1,75M€ de crédits d'investissement soit 29% des investissements globalisés de l'Ecole.

Les laboratoires scientifiques ont effectué de gros investissements en 2023 comme indiqué dans le tableau des plus grosses dépenses d'investissement en CP (part 3.3).

3.3.2 Dépenses fléchées

Les dépenses d'investissement sur contrats fléchés ont été en 2023 de 3 448 272 € en crédits de paiement.

| | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Taux d'exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / Exé 2022 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|
| ANR PIA IDEX | 469 485 € | 541 € | 0 € | 0 € | | 0 € | -541 € |
| ANR PIA hors IDEX | 499 584 € | 36 802 € | 1 808 770 € | 1 684 988 € | 93,2% | -123 782 € | 1 648 186 € |
| Total ANR PIA | 969 069 € | 37 343 € | 1 808 770 € | 1 684 988 € | 93,2% | -123 782 € | 1 647 645 € |
| ANR hors PIA | 162 941 € | 378 428 € | 335 414 € | 203 435 € | 60,7% | -131 979 € | -174 993 € |
| Union Européenne | 23 592 € | 581 497 € | 796 157 € | 782 094 € | 98,2% | -14 063 € | 200 597 € |
| Région | 52 225 € | 27 960 € | 27 492 € | 27 086 € | 98,5% | -406 € | -874 € |
| Autres | 104 675 € | 712 587 € | 902 718 € | 750 669 € | 83,2% | -152 049 € | 38 082 € |
| Investissement fléché en crédits de paiement | 1 312 502 € | 1 737 815 € | 3 870 551 € | 3 448 272 € | 89,1% | -422 279 € | 1 710 457 € |

La nette augmentation des dépenses d'investissement est directement liée à la fin de réalisation du projet FEDER PLEXMICO qui a induit une consommation de crédits de paiement de 1 352k€.

Par ailleurs, et comme cela avait été prévu, de gros investissements engagés en N-1 ont été soldés sur 2023 pour un montant supérieur à 365k€ : EQUIPEX Spatial Cell, LABEX iMUST (achat d'un rhéomètre) et LABEX LIO (finançant un spectromètre RAMAN)

Néanmoins, on peut aussi noter que certaines grosses opérations ont pris du retard, soit dans leur contractualisation, soit en raison d'un décalage de calendrier afin de tenir compte des délais réglementaires de procédures de passation des marchés publics. Par exemple, le projet BPI IDEMO Huard était toujours en cours de formalisation en fin d'exercice et les engagements prévus de 730k€ (acquisition d'un réfrigérateur à dilution à cyclage rapide ainsi qu'un OPX de Quantum Machines) n'ont pas été réalisés, en attente de la contractualisation des financements. De même, de gros engagements (pour un budget supérieur à 175k€) sont intervenus tardivement et la finalisation de ces investissements interviendra sur 2024 en termes de service faits et de paiement (exemple : cofinancement de l'opération mutualisée du PSMN).

Quelques gros investissements ont été réalisés en crédits de paiement :

- 2,1M€ ont été exécutés en CP d'investissement au PBES, dont un microscope STED pour 746k€, des isolateurs de zootechnie pour souris axéniques et gnotobiotiques pour 182k€ ainsi que des isolateurs ilot deux fois 4 gants, système de décontamination gazeux, isolateur transfert et PSM pour zone A3 pour 140k€
- Le laboratoire de Physique a dépensé 873k€ en crédits d'investissement, notamment 321k€ pour un réfrigérateur à dilution sans hélium, et 130k€ pour un rhéomètre à déformation imposée.
- Laboratoire de Géologie Lyon (LGL) a investi en 2022 pour 229k€ dans un spectromètre Raman dont 130k€ ont été payés sur 2023.

3.4 Dépenses de masse salariale 2023

De quoi parle-t-on ?

Les **dépenses de personnel** : rémunérations principales, cotisations patronales, rémunérations accessoires et prestations sociales obligatoires.

Masse salariale État : crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

Ressources Propres : toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, vacations et jury de concours.

3.4.1 Dépenses de masse salariale 2023

| | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Écarts exé 2023 / BR 2023 | Écarts 2022 / Exécution 2023 |
|-------------------------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|------------------------------|
| Masse salariale Etat | 93 074 894 € | 98 604 767 € | 104 352 716 € | 104 218 294 € | -134 422 € | 5 613 527 € |
| Masse salariale ressources propres | 6 911 579 € | 6 742 480 € | 7 753 643 € | 7 341 216 € | -412 427 € | 598 736 € |
| dont ressources propres globalisées | 1 819 732 € | 1 463 368 € | 1 630 094 € | 1 657 310 € | 27 216 € | 193 942 € |
| dont ressources propres fléchées | 5 091 847 € | 5 279 112 € | 6 123 549 € | 5 683 906 € | -439 643 € | 404 794 € |
| TOTAL masse salariale | 99 986 473 € | 105 347 247 € | 112 106 359 € | 111 559 510 € | -546 849 € | 6 212 263 € |

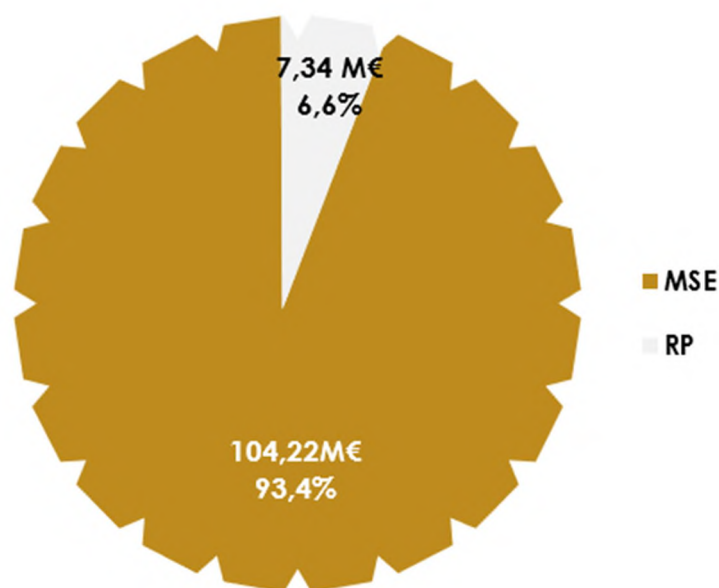


Figure 1 – Part relative de la masse salariale en fonction du support budgétaire

Les dépenses de personnel réalisées au cours de l'année 2023 s'élèvent à **111 559 510 €** : **104,22M€** consommées sur le support budgétaire État et **7,34M€** sur ressources propres.

| Taux d'exécution | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| MSE | 99,2% | 99,3% | 99,8% | 99,1% | 99,9% |
| RP | 92,1% | 98,1% | 91,1% | 92,8% | 94,7% |
| Global | 98,7% | 99,2% | 99,1% | 98,7% | 99,5% |

Le taux d'exécution global de la masse salariale en comparaison de la prévision du BR s'élève à 99,5% (+0,8 point), dont 99,9% sur Masse État (contre 99,1% en 2021 : +0,8 point).

3.4.1.1 Contexte économique et social 2023 : impact des mesures salariales de l'État

Depuis 2022, la France connaît un contexte de forte inflation qui a impactée de manière significative la masse salariale de l'École, réduisant ses marges de manœuvres budgétaires (fongibilité asymétrique), la MSE mobilisant les $\frac{3}{4}$ du budget.

| Taux d'inflation | 2021 | 2022 | 2023 | Total Cumul |
|------------------|------|------|------|-------------|
| Données INSEE | 1,6% | 5,2% | 4,9% | 11,7% |

Pour redynamiser les rémunérations des agents publics et contrer les effets de cette spirale inflationniste (+11.7% en 3 ans), différentes mesures RH ont été mises en place par l'État. Ces dispositifs demeurent cependant partiellement (ou non) compensés dans leur grande majorité. Ce reste à charge impacte la situation financière de l'ENS de Lyon :

- 2,94M€, dont **- 1,4M€** pour nos seuls élèves (soit près de 51% de ce déséquilibre budgétaire).

En rose, les dispositifs issus des rendez-vous salariaux du 12 juin 2023

| N° | Dispositifs RH Ministériels | Recettes | Dépenses | Total | |
|-----------------|--|-------------|-------------|---------------|---------------|
| | | | | Global | Dont Élèves |
| 1 | Revalorisation indiciaire 01/07/2022 : +3,5% | 2 926 308 € | 3 143 446 € | - 217 138 € | - € |
| 2 | SMIC - effet cumulé au 31/12/2023 | 1 352 028 € | 2 065 775 € | - 713 747 € | - 521 834 € |
| 3 | Prime de pouvoir d'achat (dispositif ponctuel) : 300€ à 800€ | - € | 1 095 838 € | - 1 095 838 € | - 696 361 € |
| 4 | Revalorisation indiciaire 01/07/2023 : +1,5% | 510 267 € | 707 182 € | - 196 914 € | - 76 357 € |
| 5 | GVT+ | - € | 350 000 € | 350 000 € | - € |
| 6 | Contributions / charges sociales - VT | - € | 152 534 € | - 152 534 € | - 66 584 € |
| 7 | Forfait Mobilité Durable | - € | 80 800 € | - 80 800 € | - 18 500 € |
| 8 | Forfait Télétravail | - € | 36 105 € | - 36 105 € | - € |
| 9 | Revalorisation des grilles de rémunérations - Catégorie C / Echelons 2 à 9 | 27 008 € | 37 431 € | - 10 423 € | - € |
| 10 | Indemnité de Fin de Contrat | - € | 55 699 € | - 55 699 € | - € |
| 11 | Relèvement du remboursement du forfait de transport de 50% à 75% | - € | 15 804 € | - 15 804 € | - 632 € |
| 12 | Forfait social | - € | 15 532 € | - 15 532 € | - 5 592 € |
| 13 | Revalorisation des grilles de rémunérations - Catégorie B / Echelons 1 à 5 | 11 066 € | 15 336 € | - 4 270 € | - € |
| Total État 2023 | | 4 826 677 € | 7 771 481 € | - 2 944 804 € | - 1 385 859 € |

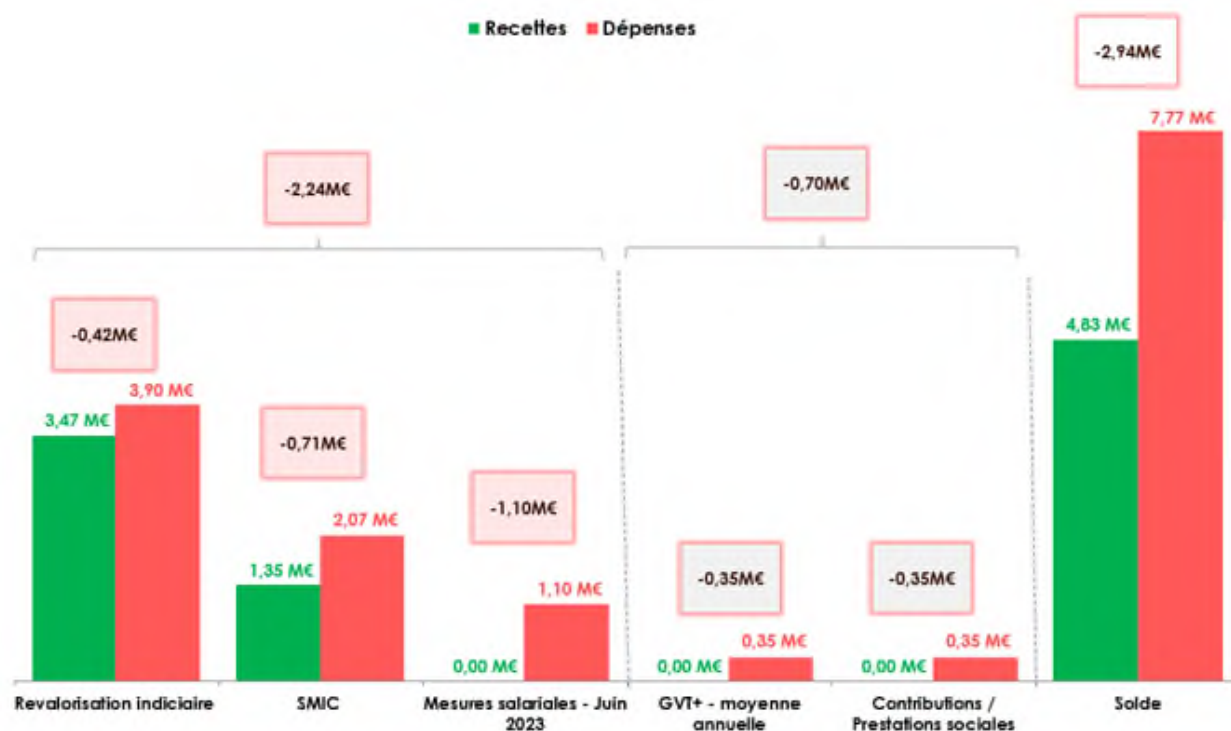


Figure 2 – Dispositifs RH ministériels et reste à charge

Du fait de leur singularité, les ENS sont d'autant plus affectées par ce choc inflationniste puisque les tensions sur la masse salariale concernent non seulement ses personnels (comme dans l'ensemble des universités) mais également ses élèves fonctionnaires stagiaires :

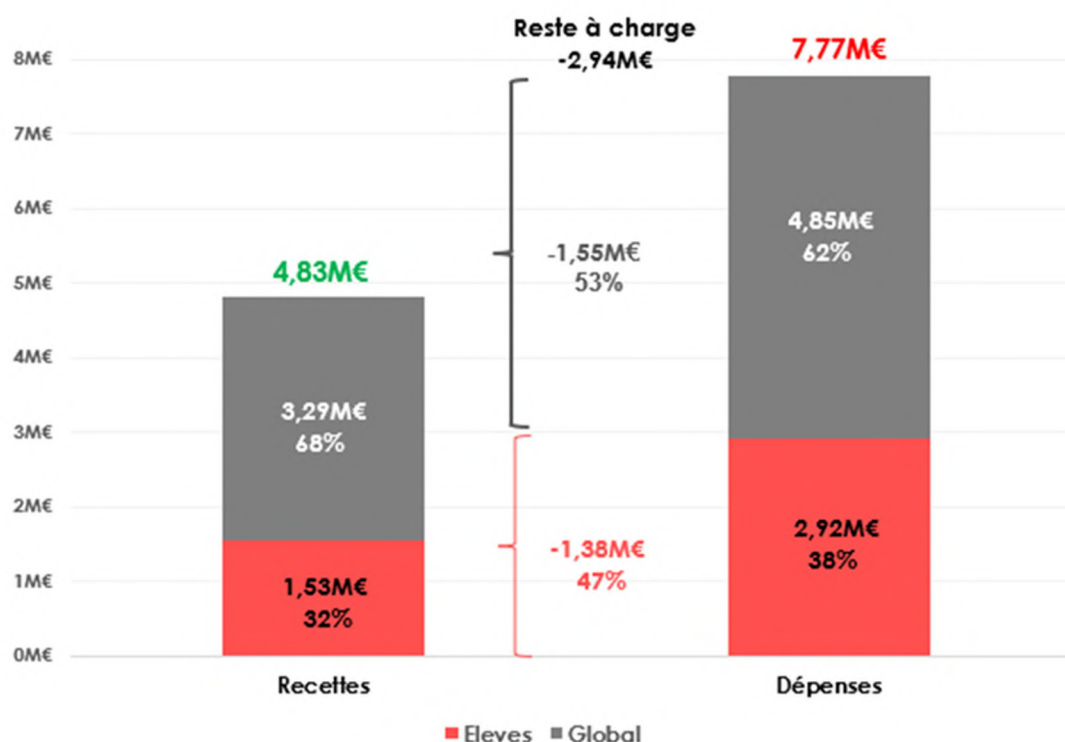


Figure 3 – Reste à charge – impact des élèves dans le déséquilibre budgétaire

En 2023, près de 50% (1,38M€) du reste à charge sur la MSE provient du déséquilibre budgétaire (recettes / dépenses) constaté sur la population des élèves fonctionnaires stagiaires.

Ainsi, en plus de l'impact financier des mesures salariales de juin 2023 (+1,16M€ ; dont 696k€ pour les élèves), la MSE est également contrainte par le SMIC, qui touche principalement les normaliens.

En raison d'un mécanisme de revalorisation automatique, le SMIC a augmenté 7 fois entre le 01/01/2021 et le 01/05/2023 (**soit près d'une fois tous les 4 mois**).

Or, chacune de ces hausses s'est accompagnée d'une augmentation du coût des rémunérations des élèves fonctionnaires stagiaires : près de **1,87M€** cumulés au 31/12/2023 (94% du total établissement).

A ce jour, la compensation partielle du SMIC (**1,35M€**) se traduit par un effort de contribution substantiel pour l'ENS de Lyon. Cette situation altère le solde budgétaire de la MSE (recettes – dépenses), avec un reste à charge de **0,71M€** pour l'École.

En 2023, le MESR, n'a compensé que partiellement l'impact budgétaire de ces mesures. Les recettes de la SCSP ne couvrent plus les dépenses salariales sur support budgétaire État.

3.4.2 La masse salariale Etat

3.4.2.1 Répartition des dépenses de masse salariale Etat par population et type de dépenses

Le montant total des dépenses salariales État réalisées en 2023 est de **104 218 294€**. Elles se répartissent de la manière suivante :

| | Population | Exécution | | | | Écarts BR 2023 / Execution 2023 | |
|--------------------------------------|--------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|------------------------------------|---------------|
| | | 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 | € | % |
| Enseignants & Enseignants Chercheurs | Élèves | 32 883 576 | 34 697 079 | 37 300 215 | 37 310 300 | 10 085 | 100,0% |
| | Titulaires | 22 875 102 | 23 915 350 | 25 216 850 | 25 244 097 | 27 247 | 100,1% |
| | Contractuels | 1 912 358 | 1 967 169 | 2 286 836 | 2 266 342 | - 20 494 | 99,1% |
| | Doctorants | 5 094 463 | 5 540 135 | 6 008 868 | 5 971 840 | - 37 028 | 99,4% |
| | Sous total EC | 62 765 499 | 66 119 734 | 70 812 769 | 70 792 578 | - 20 190 | 100,0% |
| Biatss | Titulaires | 25 112 538 | 26 291 339 | 27 089 263 | 26 943 696 | - 145 567 | 99,5% |
| | Contractuels | 4 021 616 | 4 764 631 | 5 185 842 | 5 140 729 | - 45 113 | 99,1% |
| | Sous total BIATSS | 29 134 154 | 31 055 970 | 32 275 105 | 32 084 425 | - 190 680 | 99,4% |
| Total Rémunérations | 91 899 652 | 97 175 704 | 103 087 874 | 102 877 003 | - 210 871 | 99,8% | |
| Vacations | Administratives | 139 333 | 295 686 | 300 000 | 291 980 | - 8 020 | 97,3% |
| | Gpeec | 7 352 | 7 706 | 12 000 | 6 083 | - 5 917 | 50,7% |
| | Enseignement | 492 672 | 548 741 | 350 000 | 356 040 | 6 040 | 101,7% |
| | CPES | 13 323 | 15 764 | 17 600 | 18 423 | 823 | 104,7% |
| | Total Vacations | 652 681 | 867 896 | 679 600 | 672 527 | - 7 073 | 99,0% |
| Hors-psop | Action sociale | 488 045 | 508 417 | 543 243 | 604 733 | 61 490 | 111,3% |
| | FSDIE | 34 515 | 52 750 | 42 000 | 64 031 | 22 031 | 152,5% |
| | Total H-psop | 522 560 | 561 167 | 585 243 | 668 764 | 83 521 | 114,3% |
| Total MSE | 93 074 894 | 98 604 767 | 104 352 716 | 104 218 294 | - 134 422 | 99,9% | |

Le taux d'exécution budgétaire est de 99,9% sur la MSE : 134K€ de crédits ouverts n'ont pas été consommés. Cette légère sous consommation des crédits s'explique principalement par :

- une prise en charge sur les Ressources Propres du financement de la prime de pouvoir d'achat budgétisée intégralement sur la MSE au BR2023(+60k€);
- des flux de personnels : des décalages entre entrées et sorties prévues lors de la phase de budgétisation du BR 2023. Pour exemple, le décaissement des dépenses salariales de 5 agents administratifs de catégorie A recrutés par le biais de la campagne d'emplois 2023 ne seront effectives qu'à compter de janvier 2024 en paie ;
- des décalages de paiement de dispositif RH 2023 sur l'exercice 2024, notamment la GIPA 2023 (+66k€)
- à l'inverse, est notée la surconsommation de crédits relatives aux dépenses h-psop (+83k€), avec un ajustement du financement de l'Action Sociale en raison de l'augmentation du prix des repas facturé par le CROUS, et des moyens mis à la disposition du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) qui participe au financement de projets conduits par des étudiants de l'École.

Taux d'exécution 2023

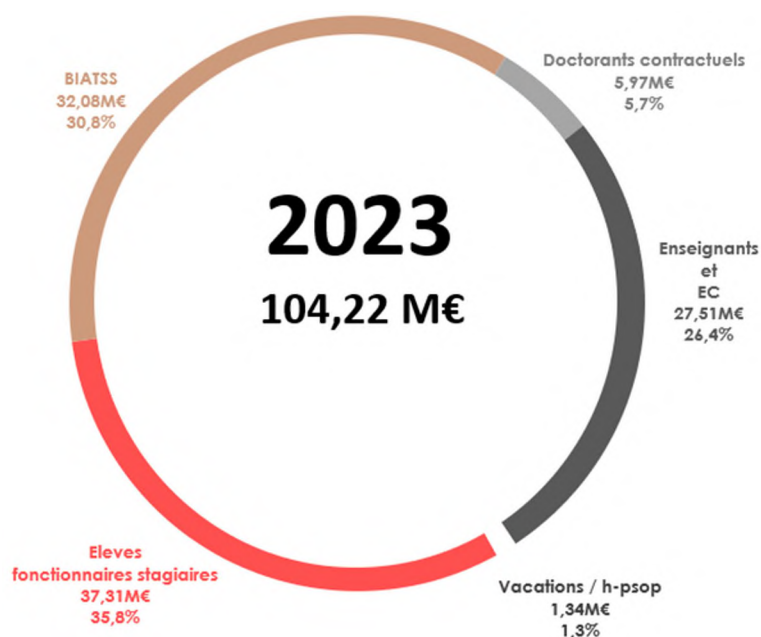
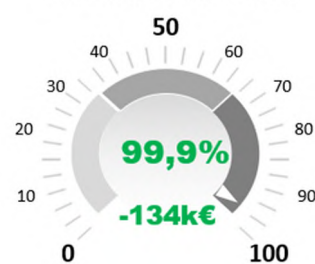
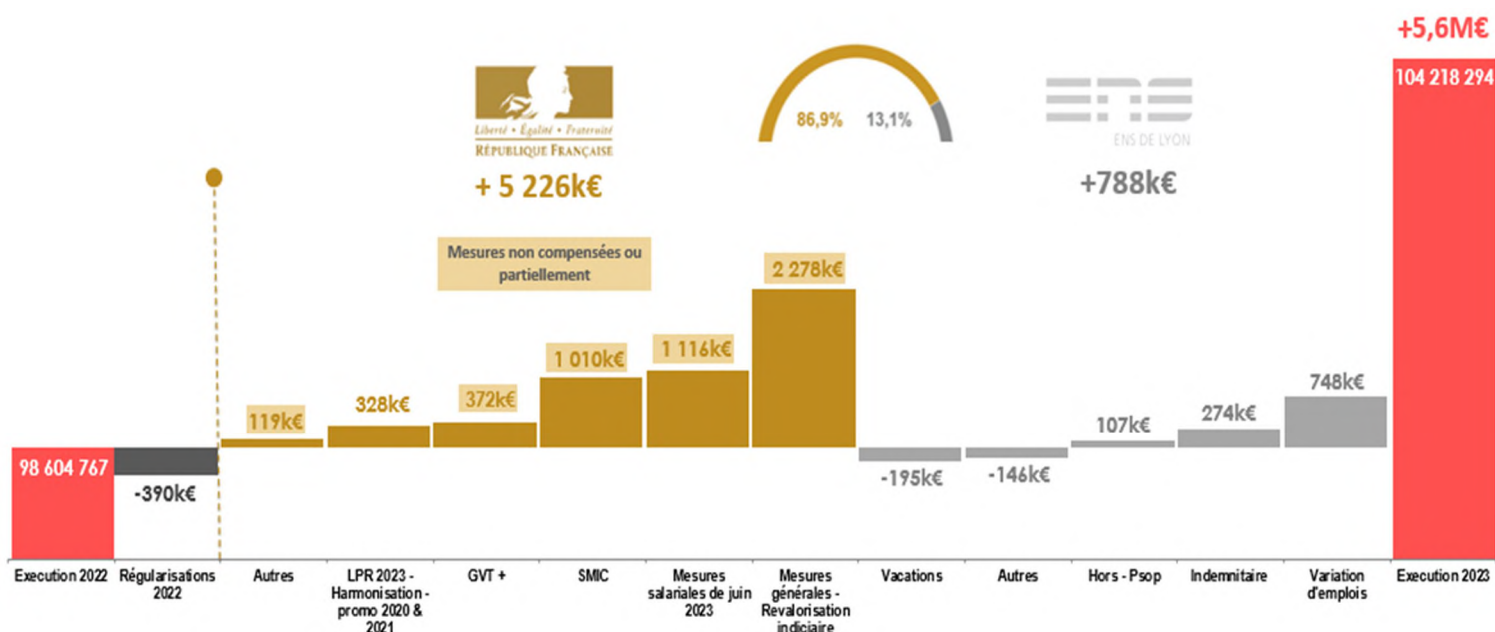


Figure 4 – Répartition de la MSE 2023 par population – type de dépenses

3.4.2.2 Facteurs d'évolution de la masse salariale État entre l'exécution 2022 et 2023

La décomposition des dépenses prévisionnelles par facteurs d'évolution présente l'effet financier de chaque dispositif sur l'exercice 2023.

Ces différents éléments sont également regroupés par type, en distinguant les mesures réglementaires (obligatoires) des décisions de l'établissement.



Entre 2022 et 2023, les coûts de rémunérations augmentent sensiblement : **5,6M€ (5,7%)**.

➔ Régularisations 2022 : 390k€

Ce montant correspond à la régularisation des tranches 2021 et 2022 du RIFSEEP, mis en paiement sur l'exercice 2022. Ces crédits sont retranchés du socle de dépenses salariales 2023.

➔ **Réglementaires : +5 226k€**

| Facteurs d'évolution ministériels | € |
|--------------------------------------|--------------------|
| Revalorisation indiciaire | 2 278 904 € |
| Mesures salariales de juin 2023 | 1 116 660 € |
| SMIC | 1 010 957 € |
| GVT+ | 372 140 € |
| LPR 2023 - Harmonisation Cdoctorants | 328 819 € |
| Autres mesures | 119 133 € |
| Total | 5 226 613 € |

▶ **-Revalorisation indiciaire : + 2 278k€**

Un an après la revalorisation de 3,5%, l'État a de nouveau rehaussé le point d'indice au 1er juillet 2023 : +1,5%.

Sur l'exercice 2023, ces 2 hausses successives impactent la MS de : **2,27M€ (41% de la hausse de la MSE)**, soit **1,57M€ pour 2022** (extension en année pleine) et **0,7M€ pour le 2^{ième} semestre 2023**.

▶ **Mesures salariales de juin 2023 : +1 116k€**

| Mesures salariales de juin 2023 | € |
|--|--------------------|
| Prime de pouvoir d'achat | 1 095 838 € |
| Revalorisation des grilles - Catégorie B & C | 52 766 € |
| Forfait de transport de 50% à 75% | 15 804 € |
| GIPA | 26 805 € |
| Total | 1 191 213 € |

- Une **prime de pouvoir d'achat** allant jusqu'à 800 euros bruts a été versée en décembre 2023 à l'ensemble des agents dont la rémunération est inférieure à 3 250 euros bruts. Les dépenses salariales consacrées à cette prime non compensée par l'État s'élèvent à **1 095k€**.

| | Population / Type | PPA 2023 | % |
|---|------------------------------------|--------------------|-------------|
| Elèves | Élèves | 663 201 € | 61% |
| Enseignants & Enseignants Chercheurs | Titulaires | 6 050 € | 1% |
| | Contractuels | 53 079 € | 5% |
| | Doctorants | 153 085 € | 14% |
| | Sous total Elèves & E/C | 875 415 € | 80% |
| Biatss | Titulaires | 144 899 € | 13% |
| | Contractuels | 75 524 € | 7% |
| | Sous total BIATSS | 220 423 € | 20% |
| | Total - PPA 2023 | 1 095 838 € | 100% |

663k€ ont été versé aux élèves fonctionnaires stagiaires au titre de la prime de pouvoir d'achat. En rapportant ce montant aux 896 bénéficiaires, cela correspond à un montant brut moyen de 740€.

- **Gain indiciaire** entre chaque échelon du bas **des catégories C et B** pour rétablir la progressivité des rémunérations, en raison des effets de la hausse du SMIC sur les grilles salariales (réduisant le différentiel salarial lié à l'ancienneté ; tassement de grilles) : **52k€** sur 2023.
- **Augmentation de la prise en charge des frais de transport** : cette mesure prévoit un remboursement de 75% du forfait de transport collectif des agents, contre 50% en 2022 (**16k€**).
- Reconduction de la GIPA (indemnitaire compensant la perte de pouvoir d'achat de la rémunération indiciaire des agents) : **27k€**.

► **SMIC : +1 010k€**

Suite aux 2 hausses du SMIC sur l'exercice 2023, et des effets reportés des revalorisations 2022, la MSE augmente de plus d'1M€ sur 2023.

| | Population / Type | SMIC 2023 | Cumul 2021 - 2023 |
|---|------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Elèves | Élèves | 925 258 € | 1 873 862 € |
| Enseignants & Enseignants Chercheurs | Titulaires | - € | - € |
| | Contractuels | 18 040 € | 59 663 € |
| | Doctorants | - € | - € |
| | Sous total Elèves & E/C | 943 298 € | 1 933 524 € |
| Biatss | Titulaires | 32 979 € | 68 447 € |
| | Contractuels | 34 680 € | 63 804 € |
| | Sous total BIATSS | 67 659 € | 132 251 € |
| | Total - SMIC | 1 010 957 € | 2 065 775 € |

En cumul, les effets du SMIC sur les dépenses salariales s'élèvent à 2M€ au 31/12/2023, dont : 1,87M€ pour les seuls élèves fonctionnaires stagiaires (91%).

► **GVT : + 372k€**

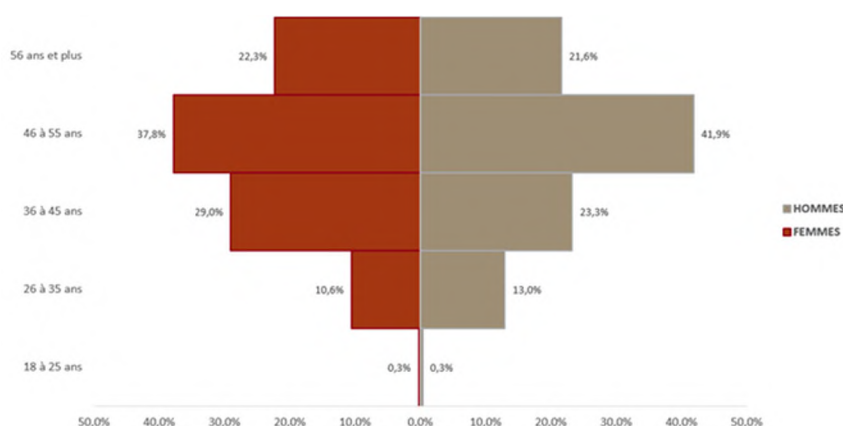
Le glissement, vieillesse, technicité est un enjeu majeur pour notre établissement.

Le GVT positif correspond à l'augmentation mécanique de la masse salariale liée aux changements d'échelons, de grades ou de corps des agents titulaires. En maîtrisant et rationalisant sa politique d'emplois, l'établissement peut neutraliser une partie de cette augmentation.

Par le biais du **GVT négatif**, qui correspond à l'impact des flux d'entrées et de sorties des agents titulaires : le remplacement des agents en fin de carrière par des agents en début de carrière a généralement un effet financier négatif, ces derniers ayant des indices de rémunération plus faibles.

Le GVT négatif est comptabilisé dans les flux de personnels.

Toutefois, en raison de la structure par âge des personnels titulaires, ces variations de masse salariale ne permettent pas d'annuler complètement la charge du GVT :



Pyramide des âges des personnels TITULAIRES par genre au 31.12.2023

En 2023, l'âge médian des personnels fonctionnaires est de 48 ans. Pour précision, près d'¼ des agents titulaires ont plus de 56 ans. Ainsi, si l'établissement dispose de solides compétences et d'agents titulaires expérimentés, cette typologie de **pyramide des âges en forme de champignon** est associée à des organisations où les **charges salariales sont importantes**, et l'impact du GVT sensible.

Pour 2023, le **GVT positif** est de **372k€**, soit près de **7% de la hausse globale des dépenses salariales**.

► **LPR 2023 - alignement des contrats doctoraux : +328k€**

Au 01/01/2023, la revalorisation des contrats doctoraux prévue par la LPR à compter du 1er septembre 2022, a été étendue à l'ensemble des contrats en cours. Jusqu'alors, l'augmentation de la rémunération minimale prévue par pallier ne bénéficiait qu'aux nouveaux doctorants (créant un système avec 3 niveaux de rémunérations).

La rémunération de l'ensemble des contractuels doctorants sur MSE a été harmonisée et portée à 2 044,12€.

► **Autres mesures : + 119k€**

| Autres mesures | € |
|-----------------------------------|------------------|
| Forfait mobilité durable | 64 300 € |
| Charges patronales transport | 29 392 € |
| Forfait Social | 14 029 € |
| Protection sociale complémentaire | 11 412 € |
| Total | 119 133 € |

- **Forfait mobilité durable** : 289 agents ont fait le choix d'un mode de transport alternatif et durable (vélo, co-voiturage), à ce titre ils ont bénéficié d'un forfait de 300 euros (plus de **64k€** en 2023 par rapport à 2022, pour un montant total de **80k€**).
- **Charges patronales - Transport** : le taux du versement mobilité ayant évolué en 2022 (+0,15%), l'effet report de cette mesure est de **29k€** sur l'exercice 2023. Cette contribution employeur recouverte par les Urssaf permet le financement des transports en commun de l'agglomération lyonnaise. En année pleine l'impact budgétaire de cette réévaluation est de +152k€ (cette augmentation demeure non financée par l'État).
- **Le forfait social** : contribution patronale mise en place sur les contributions destinées au financement des prestations complémentaires de santé /prévoyance versées au bénéfice de leurs agents : **+14k€** en 2023.
- **Protection sociale complémentaire (PSC)** : **+ de 11k€** de dépenses de personnels supplémentaires dédiées à ce dispositif intégralement. La PSC est intégralement financée par l'État s'élève à plus de 120k€ sur l'exercice 2023.

➔ **A l'initiative de l'établissement : + 788k€**

| Facteurs d'évolution - ENS de Lyon | € |
|------------------------------------|------------------|
| Variation d'emplois | 748 106 € |
| Indemnitaires | 274 373 € |
| Hors - Psop | 107 596 € |
| Autres dispositifs | - 146 331 € |
| Vacations | - 195 329 € |
| Total | 788 415 € |

- **Variation d'emplois 2023** : correspond à la valorisation du coût ou du gain lié aux variations d'effectif sur l'exercice (**748k€**).

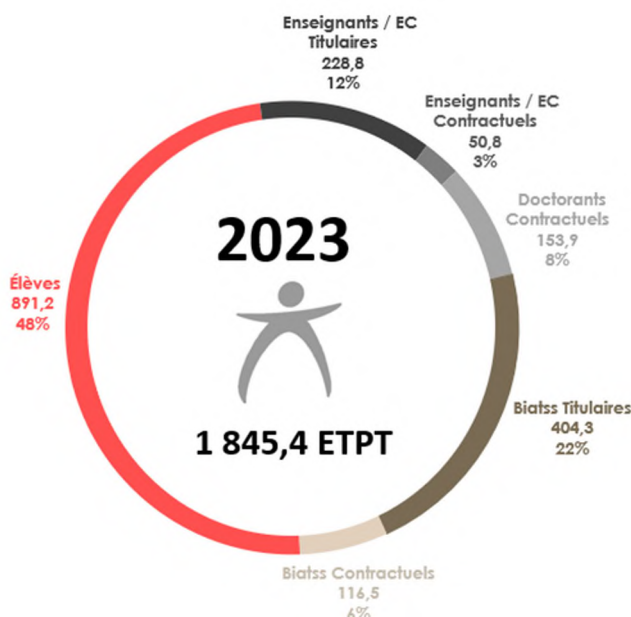
| Facteur d'évolution | Type de flux | | € |
|---------------------|--------------|-----------|------------------|
| | EAP 2022 | SE 2023 | |
| Variation d'emplois | 520 022 € | 228 084 € | 748 106 € |

Ces effets financiers correspondent aux **le schéma d'emplois 2023** (intégrant notamment **185k€** de campagne d'emplois 2023, ou autres réintégrations, ccp, retraites, détachements, mutations, disponibilités, recrutement... tous les types de mouvements sont valorisés), ainsi que les **extensions en année pleine 2022** (EAP) : **520k€** (dont 335k€ consacrés au financement de la campagne d'emplois 2022, campagne d'ATER 2022).

En 2023, l'établissement comptabilise plus de **8,1 ETPT (emplois rémunérés) supplémentaires** comparé à l'exercice précédent.

| | Population | ETPT | | | |
|-------------------------------------|--------------------------|----------------|----------------|------------|-------------|
| | | 2022 | 2023 | Écarts | % |
| Enseignants & Chercheurs | Élèves | 891,1 | 891,2 | 0,1 | 0,0% |
| | Titulaires | 225,1 | 228,8 | 3,8 | 1,7% |
| Enseignants | Contractuels | 43,7 | 50,8 | 7,1 | 16,2% |
| | Doctorants | 157,1 | 153,9 | - 3,2 | -2,0% |
| | Sous total EC | 1 317,0 | 1 324,7 | 7,7 | 0,6% |
| Biatss | Titulaires | 411,9 | 404,3 | - 7,7 | -1,9% |
| | Contractuels | 108,3 | 116,5 | 8,1 | 7,5% |
| | Sous total BIATSS | 520,3 | 520,7 | 0,4 | 0,1% |
| | Total ETPT | 1 837,2 | 1 845,4 | 8,1 | 0,4% |

Si les ETPT restent stables pour la population Biats et les élèves, les emplois rémunérés sont en hausses pour les personnels enseignant et enseignants chercheurs (+7,6). Cette hausse résulte principalement des effets de la campagne d'emplois 2023.



► **Indemnitaires : + 274k€**

- **Révision de l'IFSE : 121k€** dédiés au financement de la révision de la politique indemnitaire des personnels titulaires (revalorisation des montants de l'IFSE par groupe de fonction, valorisation en cas de changement de grade) pour 2023 ;
- Le **régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC)** a fait l'objet d'un rééquilibrage : 78k€, notamment le montant de la composante individuelle (RIPEC C3) ;
- L'enveloppe est dédiée à la mise en place du complément indemnitaire annuel (CIA) de 390k€ a été consommée dans sa quasi intégralité (389k€) ; **soit une augmentation de 74k€ des** montants mis en paiement en 2023 (comparé à 2022)

► **H-psop : +107k€**

- Pour les dépenses h-psop, l'exercice 2023 est marqué par une augmentation du financement de l'**Action Sociale**, en raison de l'augmentation du prix des repas facturé par le CROUS (+96k€).
- Les dépenses du **Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE)** qui participe au financement de projets conduits par des étudiants de l'École sont en hausse : **+11k€**.

► **Autres dispositifs : - 146k€**

- **Prolongations des contrats doctoraux et contrats de recherche affectés par la pandémie de COVID-19** font l'objet d'un ajustement, à hauteur de -101k€ sur cet exercice. Soit 29k€ de dépenses de rémunérations comptabilisées sur 2023. L'État participe à la prise en charge financière de ces prolongations.
- 45k€ sont retranchés du socle de dépenses salariales 2023, correspondant au financement de **divers dispositifs RH**, dont :
Indemnité de départ volontaire (-25k€), Compte épargne-temps / CET (-11k€), indemnité télétravail (-5k€).

► **Vacations : - 195k€**

Cette baisse s'explique principalement par la diminution des dépenses consacrées aux vacances d'enseignement de **192k€**.

Cette diminution est liée à la singularité de l'exercice 2022, au cours duquel l'établissement a actualisé le paiement de prestations réalisées lors d'exercices antérieures, afin de régulariser la situation des vacataires.

3.4.3 Plafond d'emplois

Pour information, le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État de l'ENS de Lyon était fixé à 1 981 ETPT en 2023 (cf. annexe « Tableau des emplois »).

| | Emplois | 2022 | BR 2023 | 2023 | Écart 2022 / 2023 | |
|-----|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|-------------|
| | | | | | nb | ▲ |
| MSE | Élèves fonctionnaires stagiaires | 891,1 | 892,4 | 891,2 | 0,1 | 0,0% |
| | EC / Doctorants | 425,8 | 438,5 | 433,5 | 7,6 | 1,8% |
| | BIATSS | 520,3 | 526,7 | 520,7 | 0,4 | 0,1% |
| | MS État | 1 837,2 | 1 857,7 | 1 845,4 | 8,1 | 0,4% |
| RP | BIATSS | 47,1 | 52,8 | 50,7 | 3,6 | 7,6% |
| | Chercheurs / Doctorants | 89,0 | 101,3 | 93,5 | 4,5 | 5,1% |
| | Ressources Propres | 136,1 | 154,1 | 144,2 | 8,1 | 6,0% |
| | Total | 1 973,3 | 2 011,8 | 1 989,6 | 16,2 | 0,8% |

L'Équivalent Temps Plein Travaillé (ETPT) est l'unité de décompte du plafond d'emplois. Cette comptabilisation tient compte de la quotité de temps de travail et de la période d'activité de chaque agent.

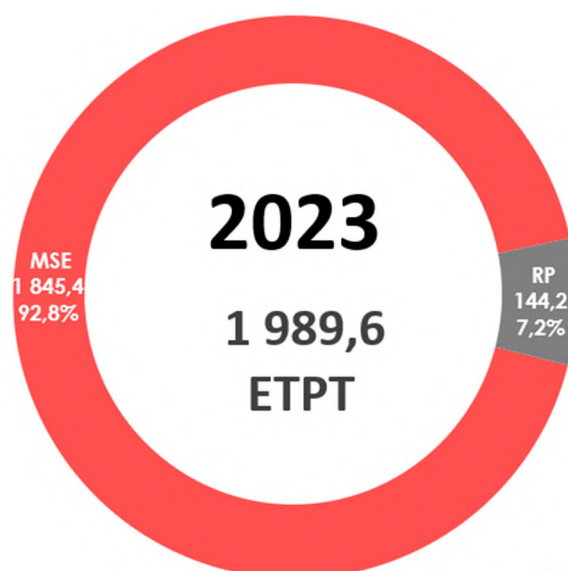
Les emplois État (1 845,4 ETPT) et sur ressources propres (144,2 ETPT) se cumulent et forment le plafond d'emplois de l'établissement : 1 989,6 ETPT.

Zoom sur la MSE

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires s'établit à 1 845,4 ETPT. Cette moyenne annualisée prend en considération les arrivées et départs effectifs sur l'exercice 2023 ainsi que les effets reports des variations d'effectifs 2022.

La prévision augmente légèrement (+8,1 ETPT ; 0,4%) par rapport à 2022.

Le plafond autorisé d'emploi fixe le volume maximum d'emplois utilisable par année budgétaire. L'ENS de Lyon consomme 93,2% du plafond autorisé (1981 emplois), et 88,6% en neutralisant les emplois d'élèves fonctionnaires stagiaires.



3.4.4 La masse salariale sur ressources propres

| | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Écarts exé 2023 / BR 2023 | Écarts BR 2023 / Exécution 2023 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|-------------|--------------------|---------------------------|---------------------------------|
| Masse salariale ressources propres | 6 911 579 € | 6 742 480 € | 7 753 643 € | 7 341 216 € | -412 427 € | 598 736 € |
| dont ressources propres globalisées | 1 819 732 € | 1 463 368 € | 1 630 094 € | 1 657 310 € | 27 216 € | 193 942 € |
| dont ressources propres fléchées | 5 091 847 € | 5 279 112 € | 6 123 549 € | 5 683 906 € | -439 643 € | 404 794 € |

Les dépenses de masse salariale financées sur des recettes propres globalisées se sont élevées à 1,7M€ en 2023. Elles comprennent notamment les rémunérations des jurys du concours pour 757k€. Ces dernières sont en hausse en comparaison des années précédentes, ce qui s'explique par les coûts supplémentaires dus à la réorganisation d'une épreuve mais aussi au rattrapage de rémunérations antérieures à 2023.

Les principales autres rémunérations ont concerné des recrutements de doctorants, post-doctorants, ingénieurs ou techniciens en CDD dans les structures de recherche.

Les dépenses de masse salariale sur ressources propres fléchées ont atteint 5,7M€ en 2023 et se répartissent ainsi :

| | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Taux d'exécution 2023 | Exé 2023 / BR 2023 | Exé 2023 / Exé 2022 |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|
| ANR PIA IDEX | 1 110 350 € | 347 993 € | 69 367 € | 108 665 € | 156,7% | 39 298 € | 99 033 € |
| ANR PIA hors IDEX | 87 067 € | 272 218 € | 612 722 € | 470 256 € | 76,7% | -142 466 € | 356 050 € |
| Total ANR PIA | 1 197 417 € | 620 211 € | 682 089 € | 578 921 € | 84,9% | -103 168 € | -41 290 € |
| ANR hors PIA | 1 095 454 € | 1 766 714 € | 2 821 768 € | 2 638 998 € | 93,5% | -182 770 € | 872 284 € |
| Union Européenne | 921 540 € | 1 046 635 € | 1 138 008 € | 1 114 950 € | 98,0% | -23 058 € | 68 315 € |
| Région | 236 552 € | 323 586 € | 182 647 € | 127 667 € | 69,9% | -54 980 € | -195 919 € |
| Autres | 1 640 884 € | 1 521 965 € | 1 354 362 € | 1 223 371 € | 90,3% | -130 991 € | -298 594 € |
| Masse salariale fléchée | 5 091 847 € | 5 279 112 € | 6 178 874 € | 5 683 906 € | 92,0% | -494 968 € | 404 794 € |

4. Indicateurs et ratios budgétaires et comptables 2023

| | Exécution 2021 | Exécution 2022 | BR 2023 | Exécution 2023 | Exé 2023/ BR 2023 | Exé 2023 / Exé 2022 |
|---|-------------------|-------------------|---------------|---------------------|----------------------|------------------------|
| Résultat | 2 864 259 € | -813 475 € | -6 769 991 € | -4 257 289 € | 2 512 702 € | -3 443 814 € |
| Capacité d'autofinancement (CAF) | 5 893 570 € | 2 543 033 € | -3 355 268 € | -1 038 829 € | 2 316 439 € | -3 581 862 € |
| Fonds de roulement | 21 716 042 € | 20 497 788 € | 11 486 043 € | 13 544 292 € | 2 058 249 € | -6 953 496 € |
| Solde budgétaire | 4 051 555 € | 668 203 € | -12 031 401 € | -8 097 086 € | 3 934 315 € | -8 765 289 € |
| Trésorerie | 33 186 154 € | 34 177 747 € | 21 446 346 € | 27 075 712 € | 5 629 366 € | -7 102 035 € |

Le résultat, la capacité d'autofinancement et le niveau de fonds de roulement sont calculés en droits constatés. Les niveaux du fonds de roulement et de la trésorerie au 31/12/23 se calculent en prenant comme niveaux de départ ceux constatés fin 2022. Les dépenses non décaissables (sans impact sur la trésorerie) sont prises en compte : amortissements, provisions, cautions des résidences étudiantes, dépenses réalisées en attente de factures.

En recettes, ce sont les éléments non encaissables qui sont intégrés en droits constatés et couvrent ainsi : les recettes d'amortissement, les reprises sur provision, et les recettes en attente d'encaissement. Tous ces indicateurs sont présentés dans l'annexe 6 : tableau de situation patrimoniale.

Quant au solde budgétaire, il s'agit d'un indicateur GBCP présenté dans l'annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires.

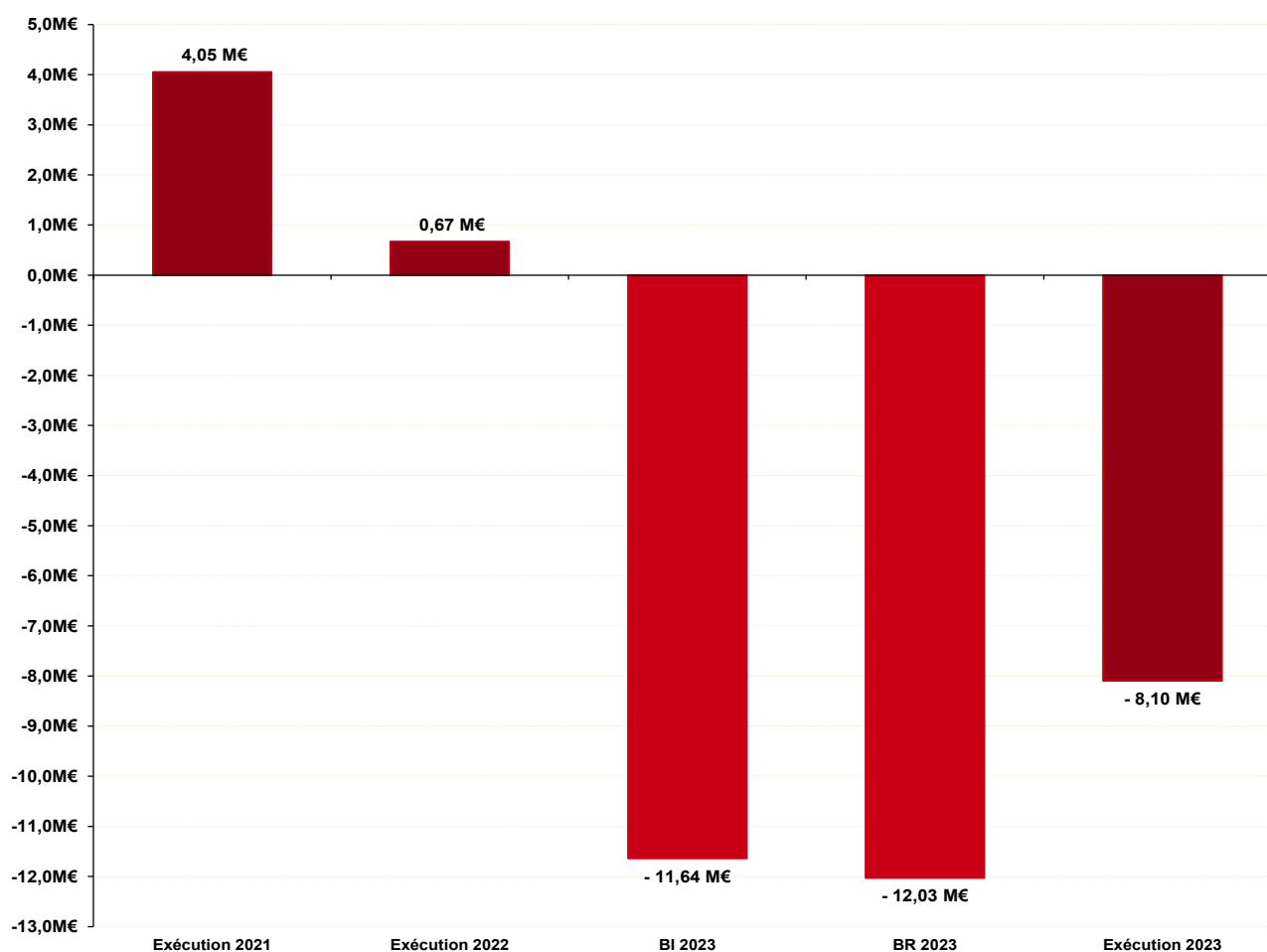
4.1 Le solde budgétaire 2023

De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement (=dépenses décaissées). Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'établissement.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

Le solde budgétaire réalisé en 2023 est fortement déficitaire : **-8 097 086€**.



Le solde budgétaire se décompose entre le solde structurel et le solde conjoncturel.

Le solde budgétaire structurel concerne l'activité annuelle de l'établissement, hors opérations fléchées. Ce solde structurel est déficitaire pour 8,7M€ en 2023. Cela s'explique par la forte hausse des dépenses de fluides non couvertes par des recettes et par les mesures salariales gouvernementales (revalorisations du point d'indice, hausses du SMIC) compensées

partiellement par l'Etat, mais aussi par les investissements autofinancés (sans financements externes) tels que ceux portés par la direction du patrimoine ou le PPI Recherche.

Le solde budgétaire conjoncturel regroupe l'ensemble des opérations fléchées de l'établissement. La pertinence d'isoler au sein du solde budgétaire de l'École la part relative de ces opérations non récurrentes permet de mieux décomposer la formation du flux de trésorerie annuel, de déterminer les équilibres budgétaires de ces opérations et de les piloter. Le solde budgétaire conjoncturel des opérations pluriannuelles fléchées est excédentaire de 0,6M€ en 2023 comme constaté dans l'annexe budgétaire n°8, équivalent à la prévision du BR. Ces opérations fléchées ont un impact sur la trésorerie du fait de volumes d'encaissements et de décaissements pouvant être décalés sur des exercices différents.

4.2 La trésorerie 2023

De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

En terme comptable, la trésorerie est la différence entre le fonds de roulement de l'établissement et son besoin en fonds de roulement.

Une diminution de 7,1M€ du niveau de trésorerie a lieu en 2023, en comparaison du niveau constaté fin 2022.

Au vu du tableau 4 d'équilibre financier présenté en annexe, le prélèvement de 7,1M€ sur la trésorerie en 2023 résulte principalement du déficit du solde budgétaire de 8,1M€. Les opérations pour compte de tiers, détaillées dans le tableau 5 présenté en annexe, entraînent quant à elles un excédent de trésorerie de 1M€ résultant du décalage entre les encaissements et les décaissements de ces éléments non budgétaires.

Le schéma ci-dessous représente de manière synthétique la variation de trésorerie en 2023 :

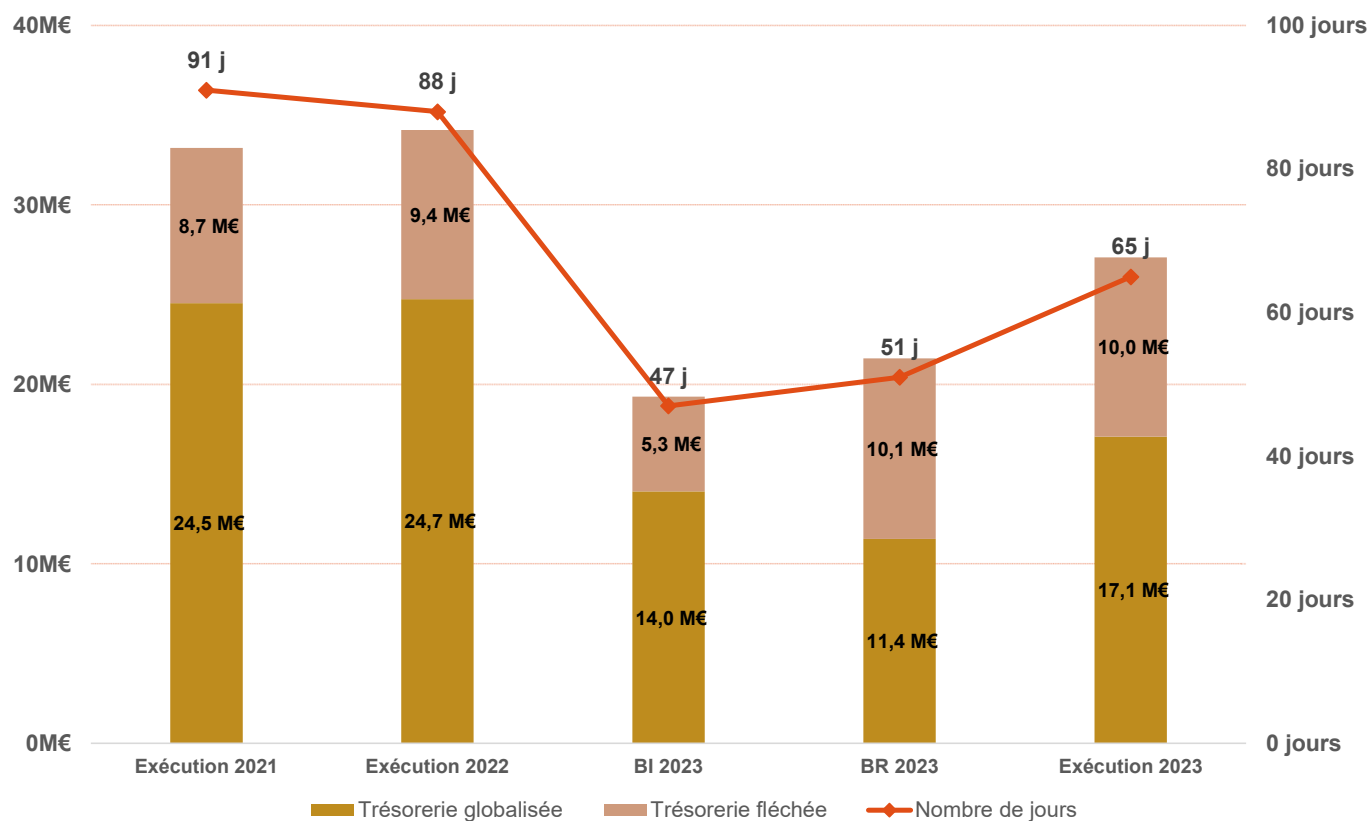


Le solde budgétaire, détaillé dans le paragraphe précédent, est la différence entre les encaissements et les décaissements réalisés sur l'exercice. Quant aux comptes de tiers, il s'agit d'opérations non budgétaires mais qui impactent la trésorerie : collecte et reversement de la TVA, reversements aux partenaires de la BEL, bourses mobilité...

Le niveau de trésorerie de l'établissement passe ainsi de 34,2M€ en 2022 à 27,1M€ en 2023, soit 65 jours de fonctionnement.

Il est à préciser que 10M€ de la trésorerie sont gagés car ils concernent les contrats fléchés de l'établissement (majoritairement les contrats de recherche), dont les flux entre encaissements et décaissements fluctuent d'un exercice à l'autre.

La trésorerie dite globalisée constitue 17,1M€ fin 2023. Celle-ci n'est pas totalement libre d'emploi dans la mesure où il faut tenir compte des restes-à-payer consécutifs à des engagements pris et non encore dénoués fin 2023 (cf 4.3).



4.3 Les restes à payer 2023

Les restes-à-payer (RAP) font partie des indicateurs significatifs introduits par le décret GBCP. Ils permettent en effet d'appréhender la soutenabilité budgétaire de l'établissement à moyen et long terme. Ils représentent un montant inéluctable des décaissements à venir.

L'évolution des RAP, la durée sur laquelle ils s'étalent ainsi que les ressources permettant de couvrir les futurs décaissements constituent des points d'analyse essentiels de la soutenabilité budgétaire.

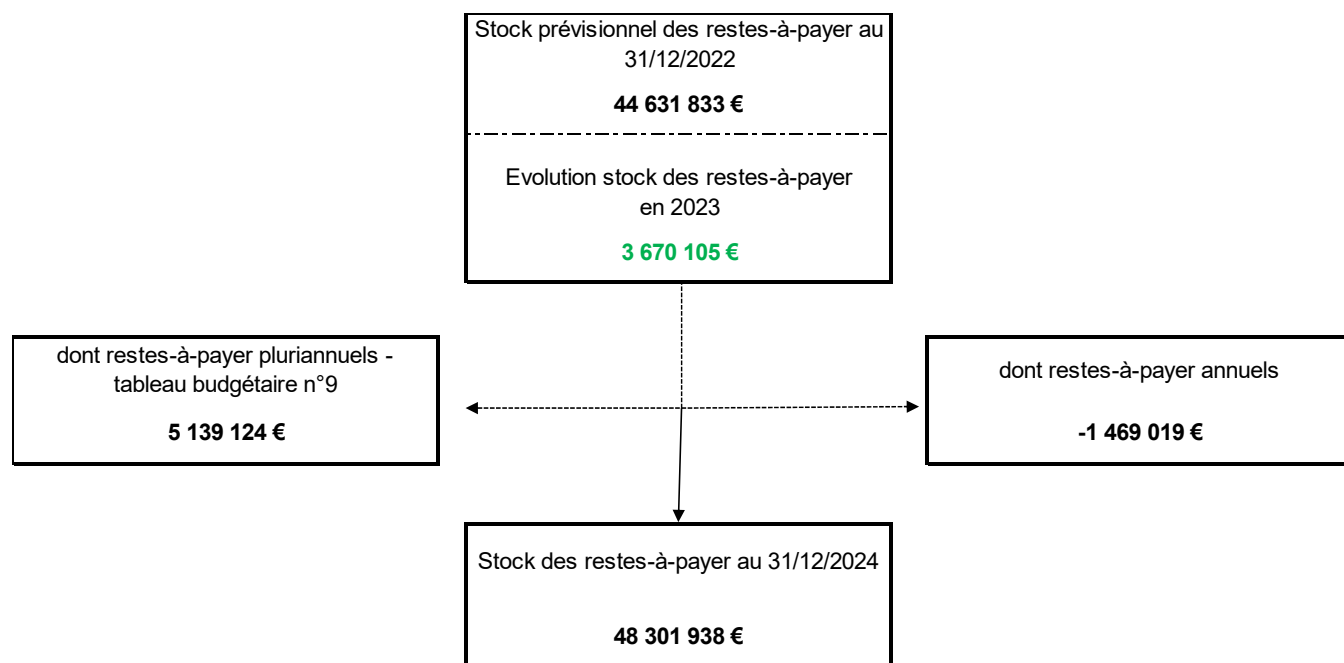
Les restes à payer observés au 31/12/2023 s'élèvent à hauteur de 48,3M€. Ce montant figure dans l'annexe budgétaire intitulée « tableau de synthèse budgétaire et comptable ».

Le tableau 9 des opérations pluriannuelles permet d'identifier les principaux volumes de restes-à-payer par catégorie, qui sont le loyer du contrat de partenariat et les contrats d'enseignement qui incluent les versements CDSN. Ils représentent à eux seuls 84,8% des restes-à-payer de l'établissement.

Nous constatons en effet que 23,5M€ de restes-à-payer concernent le loyer du contrat de partenariat public-privé, soit 48,5% de l'ensemble des restes-à-payer de l'établissement.

Les contrats d'enseignement constituent quant à eux 17,5M€ des restes-à-payer soit 36,3% du total des RAP. Ce volume important s'explique par l'intégration dans cette catégorie des versements CDSN auprès des établissements partenaires, pour lesquels les engagements sont pris pour une durée de 3 ans pour chaque promotion d'étudiants.

Les autres restes à payer concernent des contrats de recherche, mais aussi des engagements réalisés en fin d'année et dont les factures sont payées en début d'année suivante.



4.4 Les ratios en comptabilité budgétaire

4.4.1 Poids des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de "rigidité" du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|-------|-------|---------|-------|
| 77,5% | 76,8% | 72,8% | 72,4% |

Le transfert des CDSN depuis 2018 et la forte hausse des coûts de l'énergie depuis 2022 font baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

4.4.2 Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres / total des recettes.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|------|------|---------|------|
| 4,9% | 5,1% | 6,0% | 5,7% |

La SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics. En 2023, la SCSP définitive s'est révélée plus élevée qu'au BR. Ce qui explique que le poids relatif des recettes propres 2023 soit inférieur à la prévision du budget rectificatif.

4.4.3 Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements "inévitables", car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|------|------|---------|------|
| 5,7% | 5,9% | 2,6% | 9,5% |

Le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs est en hausse par rapport aux années précédentes. L'ENS de Lyon a en effet dénoué un volume important d'engagements liés aux années antérieures : reversements CDSN, acquisitions d'équipements...

4.4.4 Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|---------------|---------------|--------------|--------------|
| 107,7% | 122,4% | 93,6% | 97,0% |

Les restes à payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années, c'est le cas par exemple du loyer versé dans le cadre du contrat de partenariat qui s'étend sur plus de 25 ans ou encore les reversements CDSN qui s'échelonnent sur trois exercices budgétaires pour chacune des promotions.

4.4.5 Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des charges à payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|---------------|---------------|--------------|--------------|
| 107,7% | 122,4% | 93,6% | 97,0% |

Le poids des charges à payer au sein des restes à payer 2023 diminue fortement par rapport à 2022. L'établissement a fortement rattrapé son retard sur les dépenses liées aux CDSN, dont de nombreuses conventions avaient été inscrites en charges à payer fin 2022 en raison de difficultés pour signer ces conventions avec les partenaires.

4.5 Le résultat 2023

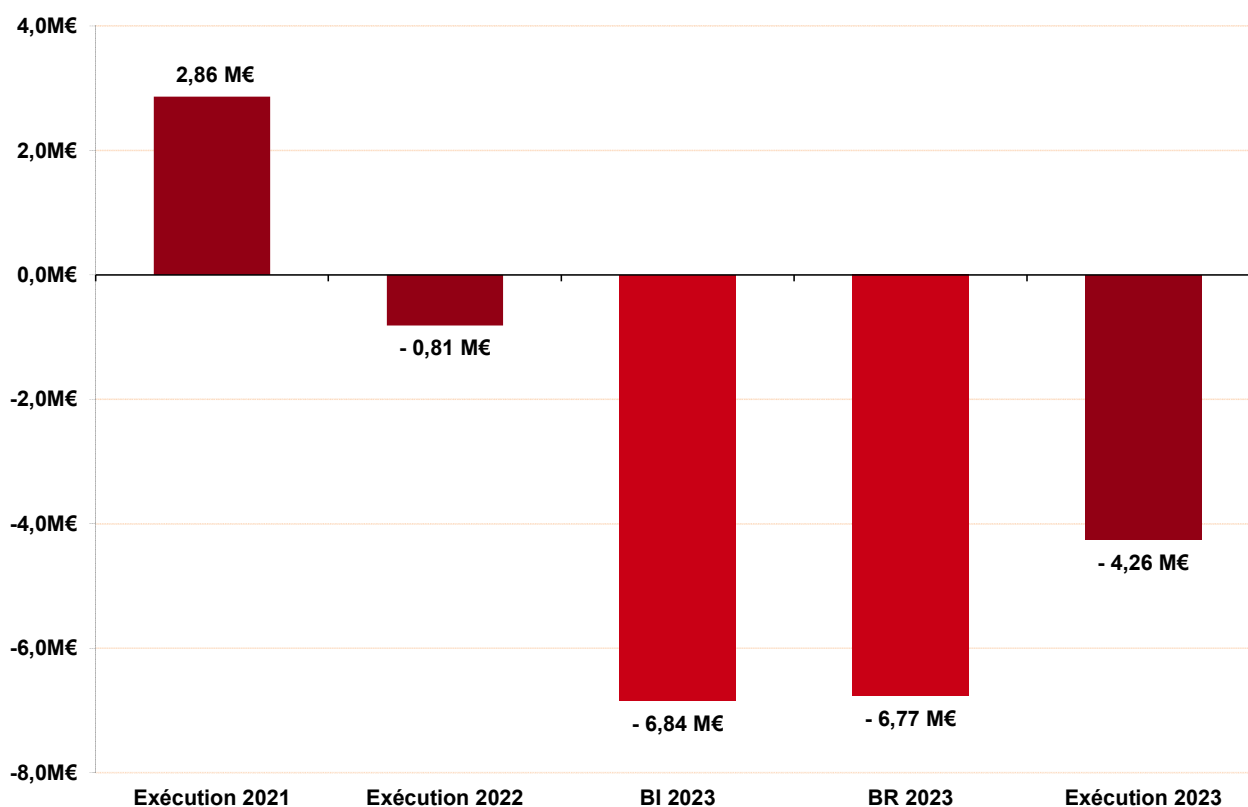
De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond à la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Calcul : Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

Le résultat de l'ENS de Lyon est fortement déficitaire en 2023 : **-4 257 289€**.

Il se calcule, en droits constatés, par la différence entre les produits pour 155,9M€ et les charges de personnel et de fonctionnement pour 160,2M€ (annexe 6 situation patrimoniale).



En 2022, le résultat de l'ENS de Lyon a déjà été déficitaire de 0,8M€ en raison de la revalorisation du point d'indice et des hausses du SMIC qui ont alourdi de 2,2M€ les charges de l'établissement.

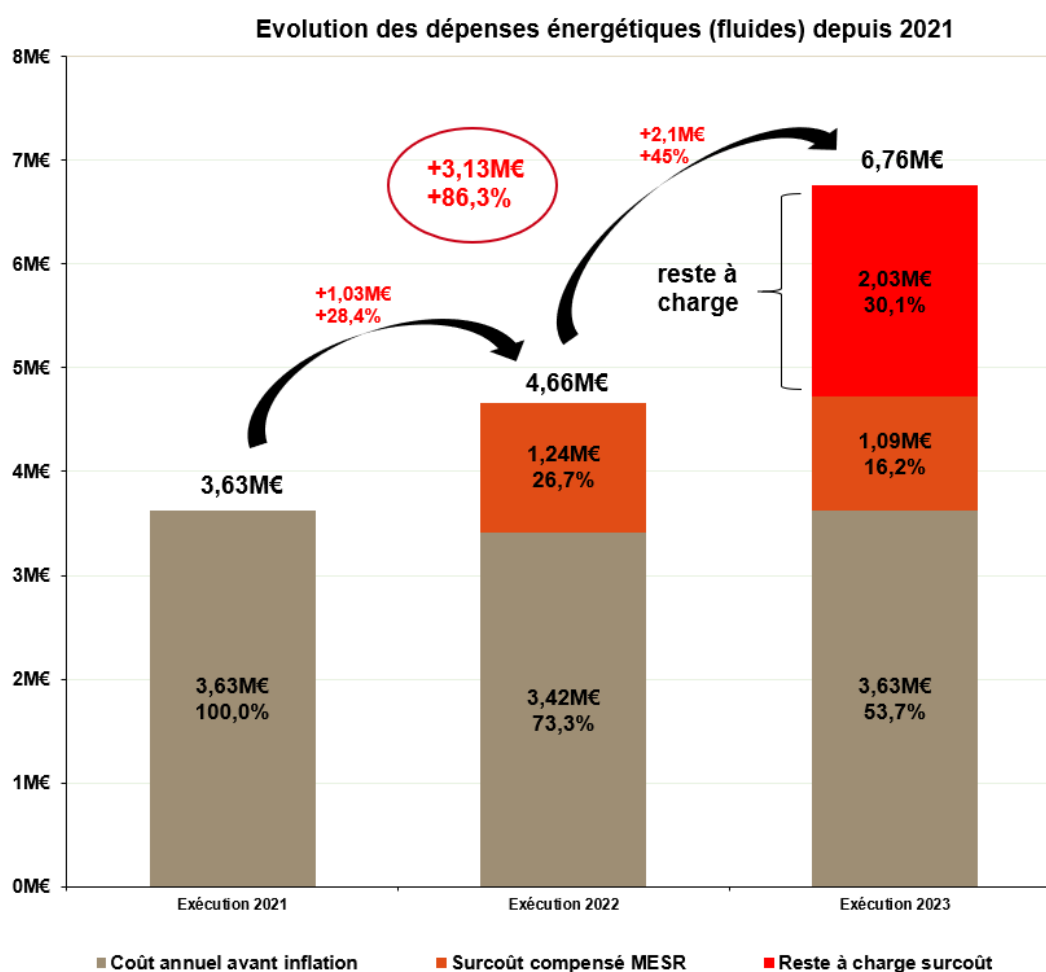
L'exercice 2023 présente le deuxième déficit consécutif pour l'établissement, résultant une nouvelle fois de mesures exogènes pesant sur les charges et partiellement voire non compensées par l'État.

Le déficit du compte de résultat 2023 avait été anticipé et projeté dès le budget initial 2023. La différence entre la prévision du déficit du résultat au budget rectificatif (-6,77M€) et son exécution (-4,26M€) est de 2,5M€, au bénéfice de l'établissement. Cet écart s'explique essentiellement par des recettes supplémentaires (+2.9M€) reçues via la SCSP en fin d'exercice ; et des éléments non budgétaires (passifs sociaux principalement) qui n'avaient pas pu être anticipés lors de l'élaboration du BR et qui impactent négativement le résultat (-0,4M€).

Il s'explique par les surcoûts de l'ensemble des mesures exogènes pesant sur le budget depuis deux exercices budgétaires consécutifs.

Les **dépenses énergétiques** sont en hausse de 3,13M€ par rapport à l'année de référence 2021, soit +86%. Ces coûts, qui contraignent la section de fonctionnement, sont dus à la hausse des tarifs.

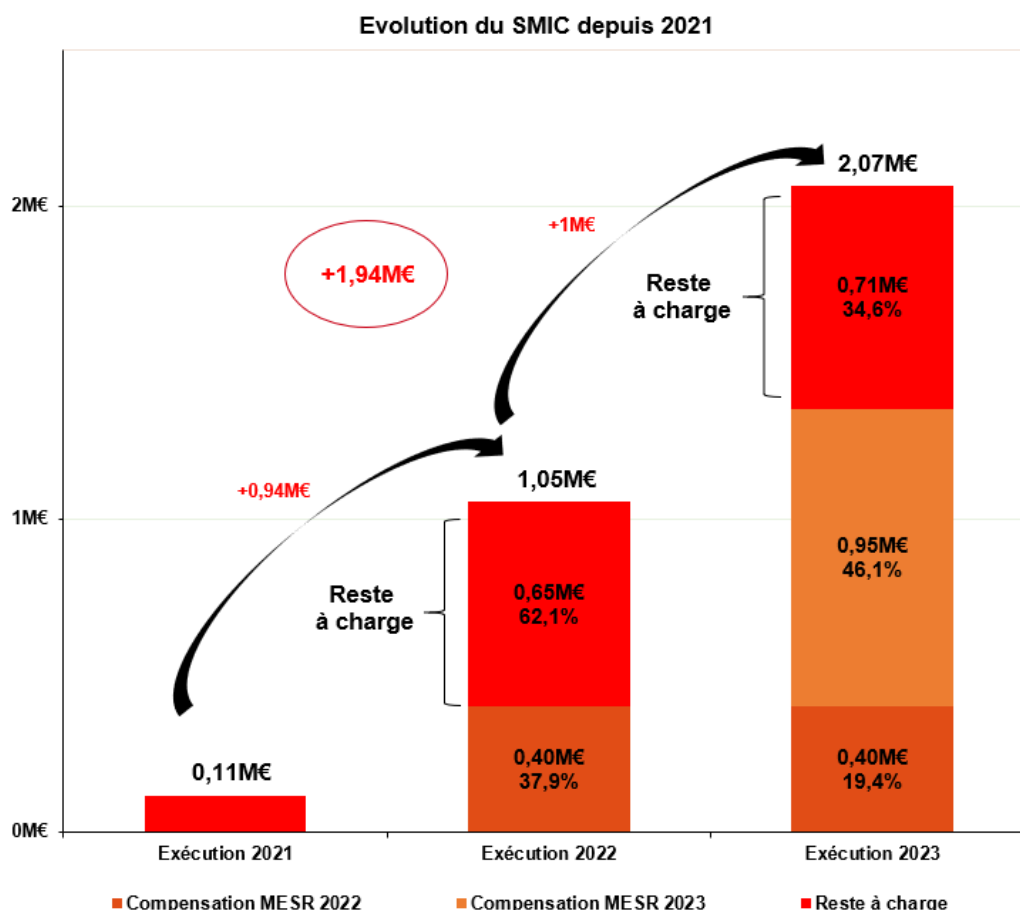
Dans la notification définitive de la SCSP reçue le 15 décembre 2023, l'ENS de Lyon a bénéficié d'un soutien financier relatif à ce surcoût énergétique à hauteur de 1,09M€. Le **reste à charge** pour l'établissement s'élève à **2,03M€**.



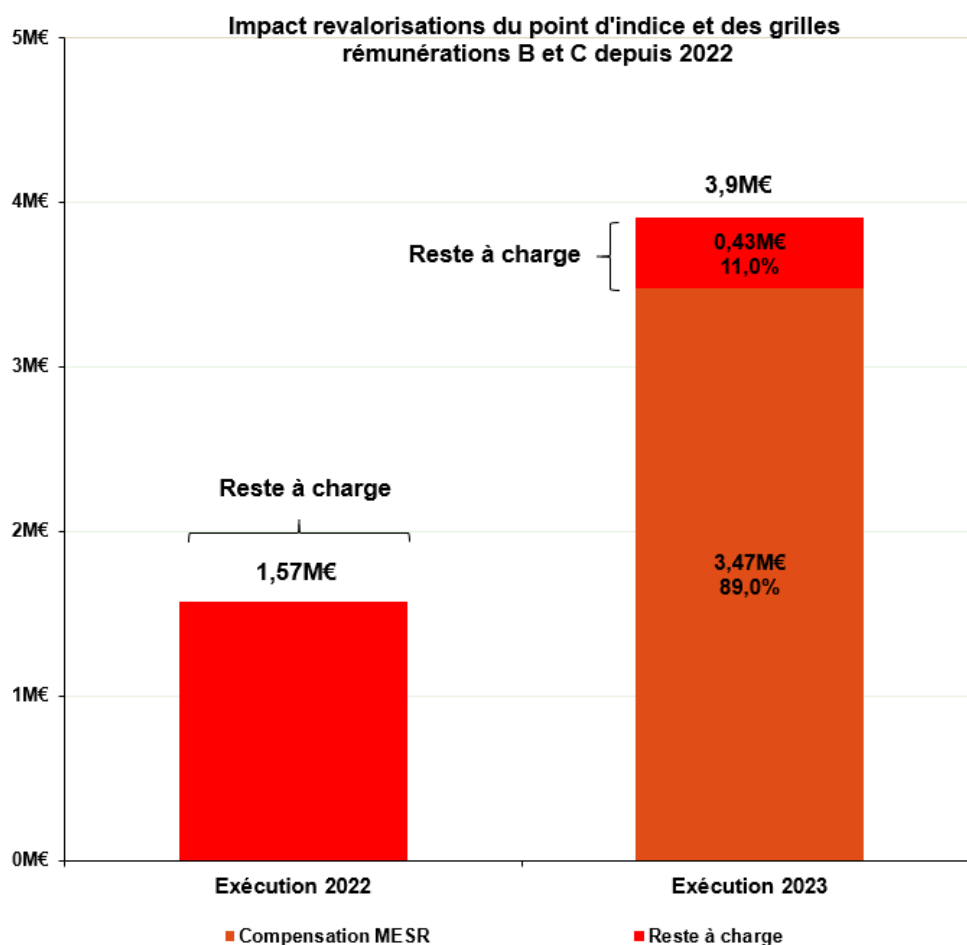
Les **dépenses salariales** résultant des mesures qui ne sont pas à l'initiative de l'établissement génèrent un reste à charge de **2,24M€** en 2023.

Le décret n°2023-702 du 31 juillet 2023 a porté création d'une **prime de pouvoir d'achat exceptionnelle** pour les agents publics. Cette prime a entraîné des charges supplémentaires sur la masse salariale Etat de **1,09M€** (dont 720k€ pour les normaliens); aucune compensation n'a été allouée par le ministère pour cette prime exceptionnelle.

Les hausses successives du **SMIC** constituent 1,94M€ de charges supplémentaires depuis 2021 à l'École. Elles se sont ainsi établies à un total de 2,07M€ en 2023. Une première compensation de 0,4M€ a eu lieu en 2022 et a été pérennisée dans le socle de la subvention pour charges de service public dès mars 2023. En décembre, la notification définitive de la SCSP a apporté un soutien financier supplémentaire de 0,95M€ pour compenser le surcoût du SMIC des élèves fonctionnaires stagiaires. Malgré ces apports de l'Etat, le **reste à charge** pour l'ENS de Lyon est de **0,71M€** en 2023.



Les revalorisations du **point d'indice** (+3,5% en 2022 et +1,5% en 2023) ainsi que des **grilles indiciaires des catégories B et C** constituent 3,9M€ de charges supplémentaires. La revalorisation indiciaire 2022 est compensée par le MESR depuis janvier 2023 uniquement. Quant aux nouvelles mesures décidées par le gouvernement lors des rencontres salariales du 12 juin 2023, elles ne sont compensées qu'à 50%. Le **reste à charge** de l'ensemble de ces revalorisations indiciaires est de **0,43M€** en 2023.



L'ensemble de ces restes à charges des dépenses énergétiques et salariales s'élève à 4,27M€, **et correspond au niveau du déficit constaté en 2023**. Dans le cas où le MESR aurait compensé totalement l'ensemble de ces mesures exogènes, l'ENS de Lyon présenterait un résultat à l'équilibre.

| Reste à charge mesures exogènes 2023 | |
|---|----------------|
| Dépenses énergétiques | 2,03 M€ |
| Primes exceptionnelles de pouvoir d'achat | 1,10 M€ |
| Hausses du SMC | 0,71 M€ |
| Revalorisations point d'indice et grilles indiciaires | 0,43 M€ |
| TOTAL | 4,27 M€ |

} 2,24M€

Le déficit du compte de résultat se mesure également par le glissement vieillesse technicité dit **GVT** qui progresse mécaniquement de 370 à 400k€/an depuis la dernière compensation en 2018, et dont l'effet cumulé pèse fortement sur les charges de masse salariale.

Les charges pour l'organisation du **concours d'entrée** s'élèvent à 1,23M€ en 2023 tandis que les recettes propres (adhésions et participations des établissements essentiellement) ne constituent que 0,2M€. L'ENS de Lyon bénéficie d'une dotation annuelle du MESR de seulement 0,5M€. Cela génère ainsi un **reste à charge de 0,53M€** en 2023. Un soutien supplémentaire de 0,5M€ avait été obtenu en fin de gestion 2022, qui n'a pas été reconduit en 2023.

Parmi les éléments non budgétaires qui impactent le compte de résultat de l'établissement, la charge d'amortissement non neutralisée pèse plus de 3,5M€ sur la section de fonctionnement. Cet amortissement non neutralisé augmente de 0,5M€ par rapport à 2022 : cela est lié principalement aux sorties d'inventaire pour 154k€ (comptabilisation de l'amortissement restant pour les biens sortis), et à l'amortissement non neutralisé des biens acquis en 2023 pour 512k€, compensé en partie par une baisse de l'amortissement non neutralisé sur les achats avant 2023 pour 247k€.

4.6 La capacité d'autofinancement (CAF) 2023

De quoi parle-t-on ?

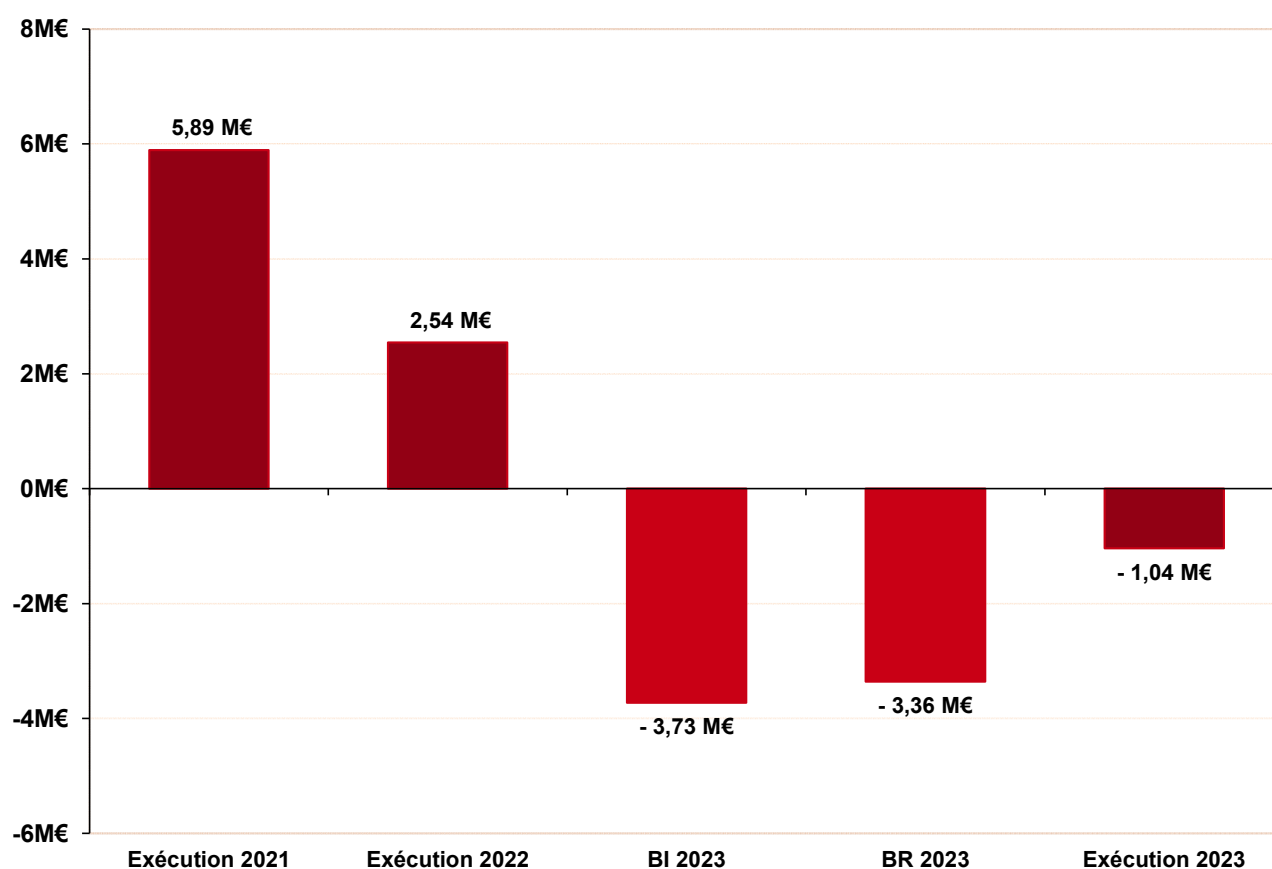
La **capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

Calcul (méthode additive) :

Résultat net comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur nette comptable d'éléments d'actifs cédés
- Produits de cession d'éléments d'actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

L'établissement présente une insuffisance d'autofinancement de **1 038 829€** en 2023.



Cette insuffisance d'autofinancement est la conséquence directe du résultat fortement déficitaire. Elle se calcule en effet en intégrant le niveau du résultat, mais aussi les opérations non budgétaires comme les dotations et reprises aux amortissements ou encore les provisions.

L'annexe n°6 de situation patrimoniale montre que cette insuffisance d'autofinancement entraîne logiquement une forte diminution des ressources de l'établissement. L'ENS de Lyon ne peut donc pas couvrir l'ensemble de ses emplois (=dépenses d'investissement) et doit mobiliser son fonds de roulement pour y pallier.

4.7 Le fonds de roulement 2023

De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés autrement besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagé au cours du temps.

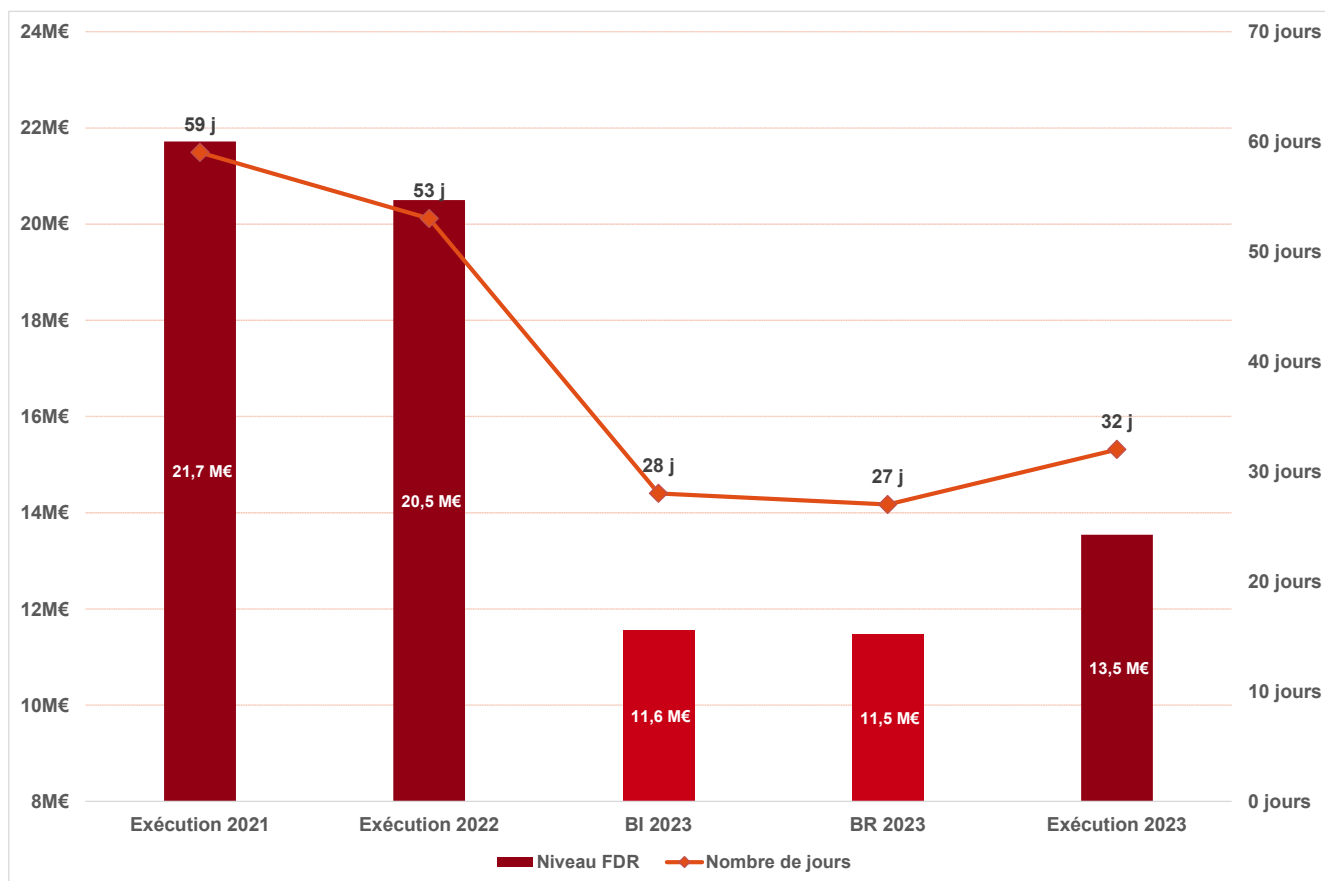
Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

Le résultat déficitaire et l'insuffisance d'autofinancement constatés en 2023 ont une répercussion sur le fonds de roulement de l'établissement qui ne peut pas couvrir l'ensemble de ses emplois par ses seules ressources.

Le fonds de roulement a été prélevé de 1,22M€ en 2022 en raison du déficit du compte de résultat dû à la revalorisation du point d'indice non compensée par l'Etat et des hausses du SMIC.

En 2023, l'École subit un nouveau prélèvement sur fonds de roulement de 7M€ qui absorbe les surcoûts des dépenses énergétiques et salariales partiellement compensés par le MESR (cf paragraphe 4.5).



Le niveau du fonds de roulement de l'établissement atteint **13 544 292€** au 31/12/2023 soit 32 jours de fonctionnement. Ce niveau est supérieur au seuil prudentiel de 15 jours et peut paraître rassurant sur la santé financière de l'établissement.

Toutefois, la trajectoire débutée en 2022 s'accroît fortement en 2023 et devrait encore s'aggraver au regard des prévisions faites au budget initial 2024.

Malgré une actualisation du niveau de fonds roulement pour l'année 2024 au regard du niveau constaté en 2023, celui-ci s'établirait à 9 jours de fonctionnement fin 2024. Il s'agit d'une situation alarmante à court terme pour l'établissement.

Les prélèvements successifs et significatifs pour supporter les surcoûts de mesures exogènes rendent inexistant le fonds de roulement mobilisable, ce qui empêche l'établissement d'investir.

4.8 Les ratios en comptabilité générale

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

4.8.1 Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|-------|-------|---------|-------|
| 23,9% | 27,2% | 27,7% | 26,9% |

Depuis 2018, le poids des charges de fonctionnement augmente. Cela s'explique principalement par les versements CDSN aux établissements partenaires depuis le transfert de ce dispositif par le MESR. De plus, la hausse des dépenses énergétiques depuis 2022 contribue à l'évolution de ce ratio.

4.8.2 Dépendance aux financements de l'État

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|-------|-------|---------|-------|
| 16,3% | 17,1% | 18,5% | 17,8% |

En 2023, les ressources propres encaissables représentent 17,8% des produits encaissables. Leur poids s'accroît depuis plusieurs exercices. La dépendance de notre établissement aux financements de l'État demeure élevée : la subvention pour charges de service public (SCSP) est la principale recette de l'École, dont une part significative concerne la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires et les CDSN.

4.8.3 Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|------|-------|---------|-------|
| 2,0% | -0,6% | -4,4% | -2,7% |

Comme l'année précédente, cet indicateur est négatif et se retrouve sous le seuil d'alerte. Cela s'explique par le résultat déficitaire constaté en 2023.

4.8.4 Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 71,8% | 73,4% | 74,6% | 73,8% |

Le poids des charges de personnel est assez stable depuis plusieurs années. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement, mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement.

4.8.5 Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

| 2021 | 2022 | BR 2023 | 2023 |
|-------------|-------------|--------------|--------------|
| 4,3% | 1,8% | -2,3% | -0,7% |

Le taux d'autofinancement 2023 est négatif, et donc en-dessous des seuils de vigilance et d'alerte. Cela s'explique par l'insuffisance d'autofinancement réalisée en 2023, liée au déficit du compte de résultat.

5. Annexes réglementaires

5.1 Annexe 1 : tableau des emplois

TABLEAU DES EMPLOIS

| TABLEAU DES EMPLOIS - Exécution 2023 | | | | | | |
|---|--------------------|------------|--------------------------|----------------|------------------|---------------|
| CATEGORIES D'EMPLOIS | NATURE DES EMPLOIS | | EMPLOIS – ARTICLE L712-9 | | NOMBRE D'EMPLOIS | |
| | PERMANENTS | TITULAIRES | EN ETPT | AUTRES EMPLOIS | EN ETPT | |
| ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS - CHERCHEURS, CHERCHEURS | PERMANENTS | TITULAIRES | 228,8 | | | 228,8 |
| | | CDI | 1,0 | | | 1,0 |
| | NON PERMANENTS | CDD | 203,7 | 93,5 | | 297,2 |
| SOUS TOTAL EC | | | 433,5 | 93,5 | | 527,0 |
| ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES | | | | | | |
| BIATSS | PERMANENTS | TITULAIRES | 404,3 | - | | 404,3 |
| | | CDI | 33,9 | 0,0 | | 33,9 |
| | NON PERMANENTS | CDD | 82,5 | 50,7 | | 133,2 |
| SOUS TOTAL BIATSS | | | 520,7 | 50,7 | | 571,4 |
| TOTAL | | | 1845,4 | 144,2 | | 1989,6 |
| PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT | | | 1981,0 | | | |
| AUTRES EMPLOIS | | | 144,2 | | | |
| PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION | | | | | | 1989,6 |

5.2 Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | DEPENSES | | | | | | | | | | | | RECETTES | | | | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|------------------------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|--------------------|-----------------------------------|--|
| | Exécution 2022 | | BI 2023 | | BR 2023 | | Exécution 2023 | | Variation Exécution 2023 / BR 2023 | | Exécution 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exécution 2023 / BR 2023 | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | | | | | | |
| Personnel | 105 343 869 € | 107 981 065 € | 107 981 065 € | 112 106 359 € | 112 106 359 € | 111 585 614 € | 111 585 614 € | 11 585 614 € | 11 585 614 € | -546 849 € | 137 217 831 € | 140 486 539 € | 3 268 708 € | Recettes globalisées | | | |
| dont contributeurs employeur au CAS Pensions | 31 027 331 € | 31 718 628 € | 31 718 628 € | 32 449 321 € | 32 449 321 € | 32 460 680 € | 32 460 680 € | 11 359 € | 11 359 € | 11 359 € | 125 911 093 € | 129 755 589 € | 2 844 295 € | Subvention pour charges de services public | | | |
| Infra-annuel | 100 064 737 € | 102 039 894 € | 102 039 894 € | 105 982 810 € | 105 982 810 € | 105 881 708 € | 105 881 708 € | -101 102 € | -101 102 € | -107 206 € | 0 € | 14 400 € | 14 400 € | Autres financements de l'Etat | | | |
| Pluri-annuel | 5 279 112 € | 5 941 171 € | 5 941 171 € | 6 123 549 € | 6 123 549 € | 5 683 906 € | 5 683 906 € | -439 643 € | -439 643 € | -439 643 € | 160 273 € | 160 273 € | -0 € | Fiscalité affectée | | | |
| Fonctionnement | 34 130 277 € | 38 422 933 € | 38 422 933 € | 48 119 621 € | 48 119 621 € | 46 985 438 € | 46 985 438 € | -1 164 195 € | -1 164 195 € | -1 684 336 € | 2 285 203 € | 3 978 940 € | 989 278 € | Autres financements publics | | | |
| Infra-annuel | 19 468 739 € | 22 756 995 € | 22 756 995 € | 22 124 190 € | 22 502 473 € | 22 064 102 € | 22 122 788 € | -60 088 € | -60 088 € | -379 685 € | 7 108 654 € | 8 156 753 € | -579 265 € | Recettes propres | | | |
| Pluri-annuel | 14 661 538 € | 15 665 938 € | 15 665 938 € | 25 995 431 € | 25 995 431 € | 24 891 334 € | 24 891 334 € | -1 104 097 € | -1 104 097 € | -1 304 651 € | | | | | | | |
| dont reversements COSV | 11 800 151 € | 12 072 565 € | 12 072 565 € | 19 882 570 € | 13 812 657 € | 19 747 505 € | 13 679 376 € | -135 065 € | -135 065 € | -132 281 € | 10 621 723 € | 14 878 729 € | -2 099 739 € | Recettes flechées | | | |
| Intervention | | | | | | | | | | | 177 112 € | 422 290 € | -241 632 € | Financements de l'Etat flechés | | | |
| Investissement | 8 336 682 € | 6 773 813 € | 6 773 813 € | 7 975 910 € | 10 059 132 € | 6 511 670 € | 9 523 971 € | -1 464 140 € | -1 464 140 € | -534 161 € | | | | Autres financements publics flechés | | | |
| Infra-annuel | 4 521 559 € | 3 840 721 € | 3 840 721 € | 4 413 572 € | 5 383 271 € | 3 998 387 € | 5 412 625 € | -417 185 € | -417 185 € | -29 554 € | | | | Recettes propres flechées | | | |
| Pluri-annuel | 3 815 094 € | 2 933 092 € | 2 933 092 € | 3 562 338 € | 4 674 861 € | 2 515 284 € | 4 111 146 € | -1 046 954 € | -1 046 954 € | -563 715 € | | | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES | 147 810 798 € | 141 813 997 € | 141 813 997 € | 169 207 790 € | 164 127 981 € | 165 032 720 € | 161 362 615 € | -3 169 070 € | -3 169 070 € | -2 765 346 € | 144 066 209 € | 162 096 560 € | 1 669 969 € | TOTAL DES RECETTES | | | |
| SOLDE BUDGETAIRE (excédent) | | | | | | | | | | | | 668 203 € | -11 639 839 € | -12 031 401 € | 3 934 316 € | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) | |

5.3 Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | Personnel | | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
|---|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|----------------------|
| | AE = CP | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation initiale et continue | 23 644 470 € | 23 644 470 € | 21 051 047 € | 14 615 373 € | 116 461 € | 123 322 € | 44 811 978 € | 38 383 165 € |
| D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence | 1 151 744 € | 1 151 744 € | 506 866 € | 418 722 € | | | 1 658 610 € | 1 570 466 € |
| D102 - Formation initiale et continue de niveau Master | 16 388 042 € | 16 388 042 € | 989 537 € | 928 884 € | 116 461 € | 123 322 € | 17 494 040 € | 17 440 248 € |
| D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat | 6 104 685 € | 6 104 685 € | 19 554 644 € | 13 267 787 € | | | 25 659 328 € | 19 372 451 € |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 5 563 900 € | 5 563 900 € | 962 761 € | 977 979 € | 5 501 € | 6 503 € | 6 532 162 € | 6 548 383 € |
| D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé | 3 944 378 € | 3 944 378 € | 1 945 944 € | 2 023 641 € | 631 164 € | 2 379 357 € | 6 521 486 € | 8 347 377 € |
| D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'informatique et de la communication, micro et nanotechnologies | 2 847 485 € | 2 847 485 € | 586 107 € | 571 725 € | 84 559 € | 39 101 € | 3 518 152 € | 3 458 312 € |
| D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur | 4 451 280 € | 4 451 280 € | 1 082 307 € | 1 070 122 € | 742 898 € | 1 259 771 € | 6 276 485 € | 6 781 172 € |
| D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies | | | | | | | 0 € | 0 € |
| D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement | 1 621 636 € | 1 621 636 € | 531 721 € | 513 065 € | 46 829 € | 664 782 € | 2 200 186 € | 2 799 482 € |
| D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société | 8 086 276 € | 8 086 276 € | 1 016 078 € | 1 030 562 € | 53 357 € | 77 273 € | 9 155 711 € | 9 194 110 € |
| D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale | 2 789 910 € | 2 789 910 € | 1 366 232 € | 1 336 461 € | 818 320 € | 721 842 € | 4 974 461 € | 4 848 213 € |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | 2 751 954 € | 2 751 954 € | 1 371 122 € | 1 424 572 € | 189 193 € | 160 157 € | 4 312 269 € | 4 336 683 € |
| D114 - Immobilier | 1 300 992 € | 1 300 992 € | 10 514 606 € | 9 969 605 € | 3 294 318 € | 3 068 967 € | 15 109 917 € | 14 339 565 € |
| D115 - Pilotage et support | 53 732 515 € | 53 726 411 € | 5 711 124 € | 5 945 952 € | 497 215 € | 991 041 € | 59 940 854 € | 60 663 405 € |
| Étudiants | 830 817 € | 830 817 € | 816 387 € | 800 077 € | 31 854 € | 31 854 € | 1 679 059 € | 1 662 749 € |
| D201 - Aides directes aux étudiants | 63 164 € | 63 164 € | 532 879 € | 534 247 € | | | 596 042 € | 597 411 € |
| D202 - Aides indirectes | | | 590 € | 590 € | | | 590 € | 590 € |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | 767 654 € | 767 654 € | 282 919 € | 265 240 € | 31 854 € | 31 854 € | 1 062 427 € | 1 064 748 € |
| Total | 111 565 614 € | 111 559 510 € | 46 955 436 € | 40 279 134 € | 6 511 670 € | 9 523 971 € | 165 032 720 € | 161 362 615 € |
| | | | | | | | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) | -8 097 086 € |

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

| | Recettes globalisées | | | | | | Recettes fléchées | | | Total |
|---|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|----------------------|-------|
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Financements de l'Etat fléchés | Autres financements publics fléchés | Recettes propres fléchées | | |
| Subvention pour charges de service public | 128 755 388 € | | | | | 123 750 € | | | 128 879 138 € | |
| Droits d'inscription | | | | | 608 956 € | | | | 608 956 € | |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | | | | 100 248 € | | | | 100 248 € | |
| Taxe d'apprentissage | | | | | 28 417 € | | | | 28 417 € | |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | | | | 670 110 € | | | 163 510 € | 833 620 € | |
| Valorisation | | | | | 77 973 € | | | | 77 973 € | |
| ANR investissements d'avenir | | | | 898 918 € | | | | 2 686 560 € | 3 585 478 € | |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | 1 049 908 € | | | | 4 125 744 € | 5 175 652 € | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | | | 21 000 € | | | | 467 910 € | 488 910 € | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | | | | | 3 624 507 € | 3 624 507 € | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | | 14 400 € | | 2 009 164 € | 64 782 € | 56 709 € | | 66 552 € | 2 748 237 € | |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | | | | | | | 906 605 € | 906 605 € | |
| Autres recettes | | | 160 273 € | | 6 027 002 € | | 2 982 € | 17 531 € | 6 207 789 € | |
| Total | 128 755 388 € | 14 400 € | 160 273 € | 3 978 990 € | 7 577 488 € | 180 459 € | 11 444 333 € | 1 154 198 € | 153 265 529 € | |

5.4 Annexe 4 : tableau des équilibres financiers

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| Besoins (utilisation des financements) | | | | | | Financements (couverture des besoins) | | | | | |
|---|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------------|---|
| | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation exécution 2023 /BR 2023 | | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation exécution 2023 /BR 2023 | |
| Solde budgétaire (déficit) * | | 11 639 939 € | 12 031 401 € | 8 097 086 € | -3 934 315 € | | | | | | Solde budgétaire (excédent) * |
| dont solde budgétaire budget principal | | | | | | | | | | | dont solde budgétaire budget principal |
| dont solde budgétaire budget du SAIC | | | | | | | | | | | dont solde budgétaire budget du SAIC |
| dont solde budgétaire FU | | | | | | | | | | | dont solde budgétaire FU |
| dont solde budgétaire BAI | | | | | | | | | | | dont solde budgétaire BAI |
| dont solde budgétaire SIE | | | | | | | | | | | dont solde budgétaire SIE (BDL) |
| Cautions résidences étudiantes | 182 805 € | 195 000 € | 203 000 € | 204 107 € | 1 107 € | | 195 000 € | 203 000 € | 208 258 € | 5 258 € | Cautions résidences étudiantes |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice) | 4 359 519 € | 4 446 791 € | 4 995 861 € | 4 960 902 € | -34 959 € | | 3 946 791 € | 4 295 861 € | 4 698 997 € | 403 136 € | Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice) |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | -60 456 € | | | -419 084 € | -419 084 € | | | | 833 722 € | 833 722 € | Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme | 4 481 869 € | 16 281 730 € | 17 230 262 € | 12 843 011 € | -4 387 251 € | | 4 141 791 € | 4 498 861 € | 5 740 977 € | 1 242 116 € | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme |
| Variation de trésorerie | 891 594 € | | | | | | 12 139 939 € | 12 731 401 € | 7 102 035 € | -5 629 366 € | Variation de trésorerie |
| dont Abonnement de la trésorerie flechée | 775 779 € | | 636 289 € | 559 392 € | | | 1 270 871 € | | | | dont Prélèvement sur la trésorerie flechée |
| dont Abonnement de la trésorerie disponible (non flechée) | 215 814 € | | | | | | 10 869 068 € | 13 367 690 € | 7 661 427 € | | dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non flechée) |
| TOTAL DES BESOINS | 5 473 462 € | 16 281 730 € | 17 230 262 € | 12 843 011 € | -4 387 251 € | | 16 281 730 € | 17 230 262 € | 12 843 011 € | -4 387 251 € | TOTAL DES FINANCEMENTS |

5.5 Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers Établissement

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | Décaissements | Encaissements |
|--|------------|--------------|--------------------|--------------------|
| Bourses Aide à la mobilité internationale | C 4671 | AMI | 32 000 € | 49 200 € |
| TVA | C 445 | TVA | 4 105 621 € | 3 714 103 € |
| Inscriptions banque d'épreuves littéraires | C47312 | BEL | 615 244 € | 615 244 € |
| Retraite additionnelle de la fonction publique | C47311 | RAFP | 7 310 € | 7 132 € |
| Reversements partenaires - contrats de recherche | C4675/4434 | Reversements | 200 727 € | 313 318 € |
| TOTAL | | | 4 960 902 € | 4 698 997 € |

Nous constatons un décalage entre les encaissements et les décaissements sur les opérations suivantes :

- Bourses AMI : les versements sont moindres par rapport aux encaissements : cela dépend du nombre de demandes des étudiants boursiers du CROUS et quelques demandes 2023 seront payées en 2024.
- TVA : La TVA décaissée est plus importante que la TVA encaissée ; elle correspond à la TVA déductible sur les dépenses qui est plus importante que la TVA collectée.
- Retraite additionnelle de la fonction publique : les décaissements sont supérieurs aux encaissements car les reversements comprennent également des cotisations perçues fin 2022.
- Reversements partenaires - contrats de recherche : il s'agit de contrats pluriannuels et le décalage est lié aux modalités de reversement prévues par les financeurs et la mise en place des conventions de reversements.

5.6 Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat prévisionnel

| CHARGES | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exécution 2023 / BR 2023 | PRODUITS | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exécution 2023 / BR 2023 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------------------|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------------------|
| Personnel | 104 170 521 € | 106 263 213 € | 110 613 221 € | 110 496 620 € | -116 601 € | Subventions de l'Etat | 123 544 863 € | 124 487 962 € | 126 443 375 € | 129 087 658 € | 2 644 483 € |
| dont charges de pensions civiles* | 31 027 331 € | 31 718 728 € | 32 449 321 € | 32 460 680 € | 11 359 € | Fiscalité affectée | 105 427 € | 140 000 € | 160 273 € | 160 273 € | -0 € |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention | 44 497 743 € | 49 574 923 € | 50 237 509 € | 49 653 477 € | -584 032 € | Autres subventions | 11 792 051 € | 11 559 954 € | 12 768 810 € | 12 987 894 € | 219 084 € |
| | | | | | | Autres produits | 12 412 448 € | 12 829 867 € | 14 708 281 € | 13 656 784 € | -1 051 497 € |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 148 668 264 € | 155 856 136 € | 160 850 730 € | 160 150 097 € | -700 633 € | TOTAL DES PRODUITS (2) | 147 854 789 € | 149 017 783 € | 154 080 739 € | 155 892 008 € | 1 812 089 € |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | | | | | | Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1) | -813 475 € | -8 840 353 € | -6 769 991 € | -4 257 289 € | 2 512 702 € |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) | 148 668 264 € | 155 856 136 € | 160 850 730 € | 160 150 097 € | -700 633 € | TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) | 147 041 314 € | 142 177 430 € | 147 310 748 € | 151 635 519 € | 4 324 771 € |

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

| | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exécution 2023 / BR 2023 |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice bénéfice (3) | -813 475 € | -8 840 353 € | -6 769 991 € | -4 257 289 € | 2 512 702 € |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 9 319 746 € | 8 455 114 € | 9 126 237 € | 9 445 653 € | 319 416 € |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 5 963 238 € | 5 341 308 € | 5 711 514 € | 6 241 339 € | 529 825 € |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | | 20 000 € | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | | 5 854 € | |
| - quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice | | | | | |
| = CAF* | 2 545 033 € | -3 726 547 € | -3 355 268 € | -1 039 829 € | 2 316 439 € |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exécution 2023 / BR 2023 | RESSOURCES | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exécution 2023 / BR 2023 |
|--|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------------------|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement* | | 3 726 547 € | 3 355 268 € | 1 038 829 € | -2 316 439 € | Capacité d'autofinancement* | 2 543 033 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Investissements | 4 850 033 € | 7 992 500 € | 9 636 673 € | 9 200 307 € | -436 366 € | Financement de l'actif par l'Etat | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| | | | | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | 741 906 € | 1 884 117 € | 3 164 055 € | 3 492 680 € | 328 625 € |
| Remboursement des dettes financières | 182 980 € | 195 000 € | 203 000 € | 196 668 € | -6 332 € | Autres ressources | 198 833 € | 550 014 € | 816 141 € | 0 € | -816 141 € |
| | | | | | | Augmentation des dettes financières | 193 839 € | 195 000 € | 203 000 € | 209 977 € | 6 977 € |
| | | | | | | Variation des stocks | -34 582 € | | | -48 035 € | -48 035 € |
| | | | | | | Variation dépréciation de créances | 173 729 € | | | -172 314 € | -172 314 € |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 5 033 013 € | 11 914 047 € | 13 194 941 € | 10 435 805 € | -2 759 136 € | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 3 814 756 € | 2 629 131 € | 4 185 196 € | 3 482 309 € | -700 887 € |
| Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5) | | | | | | Diminution du fonds de roulement (8) = (9)-(6) | 1 218 255 € | 9 284 916 € | 9 011 745 € | 6 953 486 € | -2 089 249 € |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Exécution 2022 | BI 2023 | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exécution 2023 / BR 2023 |
|--|----------------|---------------|---------------|----------------|------------------------------------|
| VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION OU DIMINUTION | -1 218 255 € | -9 284 916 € | -9 011 745 € | -6 953 486 € | 2 089 249 € |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | -2 209 849 € | 2 855 023 € | 3 719 656 € | 148 539 € | -3 571 117 € |
| Variation de la TRESORERIE : AUGMENTATION OU DIMINUTION | 991 594 € | -12 139 939 € | -12 731 401 € | -7 102 035 € | 5 629 366 € |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT | 20 497 788 € | 11 556 204 € | 11 488 043 € | 13 544 292 € | 2 058 249 € |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -13 679 959 € | -7 771 376 € | -9 960 303 € | -13 531 420 € | -3 571 117 € |
| Niveau de la TRESORERIE | 34 177 741 € | 19 327 589 € | 21 446 348 € | 27 075 712 € | 5 629 366 € |

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

5.7 Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

Plan de trésorerie
Tableau présentant le plan de trésorerie

| | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL Variation de la trésorerie annuelle |
|---|--------------|---------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------|--|
| POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | | | | | | | | | | | | | |
| (1) SOLDE INITIAL (début de mois) | 34 177 747 € | 54 817 958 € | 44 738 301 € | 37 257 745 € | 54 148 996 € | 43 160 578 € | 32 810 559 € | 70 370 095 € | 52 057 108 € | 41 411 084 € | 48 372 443 € | 37 431 825 € | |
| dont placements | 0 | | | | | | | | | | | | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| A1. Recettes budgétaires globalisées | 86 426 € | 31 961 519 € | 484 315 € | 33 935 329 € | 1 506 621 € | 637 357 € | 44 628 124 € | 511 150 € | 356 232 € | 19 841 820 € | 1 258 968 € | 5 278 679 € | 140 486 539 € |
| Subvention pour charges de service public | 0 € | 30 861 111 € | 0 € | 33 055 306 € | 0 € | 0 € | 43 586 804 € | 0 € | 0 € | 18 407 872 € | 0 € | 2 844 295 € | 128 755 388 € |
| Autres financements de l'Etat | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 400 € | 0 € | 0 € | 5 000 € | 0 € | 0 € | 7 000 € | 14 400 € |
| Fiscalité affectée | 81 399 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 78 974 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 160 273 € |
| Autres financements publics | 0 € | 420 107 € | 189 177 € | 23 888 € | 939 058 € | 94 926 € | 545 835 € | 140 014 € | 268 715 € | 446 354 € | 701 540 € | 2 009 375 € | 3 978 990 € |
| Recettes propres | 5 027 € | 680 301 € | 295 138 € | 856 135 € | 567 564 € | 540 031 € | 416 811 € | 371 136 € | 82 517 € | 987 593 € | 557 426 € | 2 218 009 € | 7 577 488 € |
| A2. Recettes budgétaires fléchées | 0 € | 94 811 € | 14 794 € | 28 305 € | 1 674 159 € | 1 443 627 € | 2 783 461 € | 394 602 € | 1 327 908 € | 1 203 509 € | 842 442 € | 2 971 372 € | 12 778 989 € |
| Financements de l'Etat fléchés | 0 € | 0 € | 2 603 € | 0 € | 119 925 € | 0 € | 0 € | 0 € | -2 603 € | 109 760 € | 44 500 € | -92 717 € | 180 459 € |
| Autres financements publics fléchés | 0 € | 74 420 € | 9 000 € | 0 € | 1 318 210 € | 1 223 863 € | 2 701 887 € | 393 591 € | 1 217 510 € | 1 080 013 € | 642 629 € | 2 803 210 € | 11 444 333 € |
| Recettes propres fléchées | 0 € | 20 391 € | 3 191 € | 28 305 € | 236 024 € | 219 764 € | 81 574 € | 1 011 € | 113 001 € | 34 747 € | 155 313 € | 260 879 € | 1 154 198 € |
| A3. Opérations non budgétaires | 32 357 274 € | -29 570 527 € | 3 751 221 € | -1 914 149 € | -1 311 910 € | 1 162 896 € | -2 552 163 € | 1 080 287 € | 1 765 875 € | -273 636 € | 2 404 483 € | -1 168 674 € | 5 740 976 € |
| Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes | 7 859 € | 2 130 € | 0 € | 1 065 € | 0 € | 342 € | 415 € | 136 980 € | 54 772 € | 3 595 € | 367 € | 734 € | 208 258 € |
| Opérations gérées en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA encaissée | 612 899 € | 17 119 € | 2 279 € | 191 537 € | 34 440 € | 0 € | 10 000 € | 3 772 € | 1 410 € | 708 € | 870 € | 109 861 € | 984 894 € |
| Autres encaissements sur comptes de tiers | 69 € | 837 600 € | 22 302 € | 70 931 € | 37 173 € | 35 987 € | 44 355 € | 36 496 € | 1 519 581 € | 39 085 € | 999 926 € | 70 598 € | 3 714 103 € |
| Autres encaissements sur comptes de tiers | 31 746 448 € | -30 427 376 € | 3 726 640 € | -2 177 682 € | -1 383 523 € | 1 126 567 € | -2 606 933 € | 903 039 € | 190 112 € | -317 024 € | 1 403 320 € | -1 349 867 € | 833 722 € |
| A. TOTAL | 32 463 700 € | 2 485 803 € | 4 250 330 € | 32 049 485 € | 1 868 870 € | 3 243 880 € | 44 859 421 € | 1 986 039 € | 3 450 015 € | 20 771 693 € | 4 505 891 € | 7 081 377 € | 159 006 505 € |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| B1. Enveloppes hors recettes fléchées | 2 383 719 € | 2 983 274 € | 10 316 704 € | 13 303 545 € | 11 382 222 € | 12 228 934 € | 23 214 085 € | 1 186 768 € | 12 950 320 € | 11 802 315 € | 22 730 179 € | 24 650 973 € | 149 143 018 € |
| Personnel | 29 761 € | 1 943 € | 8 463 987 € | 8 585 127 € | 8 683 470 € | 8 510 071 € | 17 151 688 € | 3 795 € | 8 623 781 € | 8 653 875 € | 17 387 131 € | 19 780 994 € | 105 875 604 € |
| Fonctionnement | 2 030 912 € | 2 624 306 € | 1 634 504 € | 4 244 855 € | 2 225 084 € | 3 501 041 € | 4 899 767 € | 1 033 080 € | 3 861 586 € | 2 710 755 € | 4 993 844 € | 3 431 980 € | 37 191 714 € |
| Intervention | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Investissement | 323 046 € | 367 024 € | 2 162 213 € | 473 563 € | 473 658 € | 217 822 € | 1 162 630 € | 149 883 € | 464 953 € | 437 685 € | 349 204 € | 1 438 019 € | 6 075 699 € |
| B2. Dépenses sur recettes fléchées | 304 619 € | 271 940 € | 951 599 € | 1 006 998 € | 927 863 € | 1 966 477 € | 1 503 531 € | 422 099 € | 1 182 834 € | 866 015 € | 1 312 939 € | 1 500 696 € | 12 219 598 € |
| Personnel | 0 € | 0 € | 463 886 € | 492 983 € | 475 787 € | 452 640 € | 881 671 € | 0 € | 460 736 € | 420 319 € | 955 910 € | 1 079 974 € | 5 683 906 € |
| Fonctionnement | 140 107 € | 132 341 € | 190 935 € | 389 660 € | 210 132 € | 396 807 € | 270 772 € | 142 899 € | 238 277 € | 374 666 € | 344 931 € | 255 893 € | 3 087 420 € |
| Intervention | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Investissement | 164 512 € | 139 599 € | 296 778 € | 124 342 € | 241 944 € | 1 119 030 € | 351 089 € | 279 200 € | 483 821 € | 71 030 € | 12 088 € | 164 829 € | 3 448 272 € |
| B3. Opérations non budgétaires | 9 125 150 € | 9 300 248 € | 4 685 583 € | 841 703 € | 547 203 € | -603 512 € | -17 417 710 € | 18 690 159 € | -37 115 € | 1 142 006 € | -8 596 609 € | -8 714 180 € | 4 745 925 € |
| Nouveaux emprunts - cautions des résidences étudiantes | 10 015 € | 8 764 € | 8 314 € | 0 € | 44 794 € | 52 683 € | 62 802 € | 7 680 € | 3 748 € | 1 431 € | 1 898 € | 1 898 € | 204 107 € |
| Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA | 0 € | 2 800 € | 4 051 € | 195 327 € | 14 400 € | 1 200 € | 11 200 € | 0 € | 3 600 € | 127 776 € | 153 646 € | 341 081 € | 855 281 € |
| TVA décaissée | 225 958 € | 295 534 € | 176 796 € | 372 359 € | 272 299 € | 661 015 € | 350 444 € | 186 902 € | 527 723 € | 247 239 € | 356 034 € | 431 318 € | 4 105 621 € |
| Autres décaissements sur comptes de tiers | 8 889 176 € | 8 993 150 € | 277 422 € | 273 817 € | 215 710 € | -1 318 409 € | -17 842 257 € | 18 495 597 € | -572 186 € | 765 559 € | -9 108 187 € | -9 488 477 € | -419 084 € |
| B. TOTAL | 11 813 488 € | 12 565 461 € | 11 736 885 € | 15 152 234 € | 12 857 288 € | 13 593 900 € | 7 299 885 € | 20 299 026 € | 14 096 039 € | 13 810 335 € | 15 446 509 € | 17 437 490 € | 166 108 540 € |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | 20 640 211 € | -10 079 658 € | -7 486 556 € | 16 897 251 € | -10 988 418 € | -10 350 020 € | 37 559 536 € | -18 312 987 € | -10 646 024 € | 6 961 358 € | -10 940 618 € | -10 356 113 € | -7 102 035 € |
| SOLDE CUMULE (1) + (2) | 54 817 958 € | 44 738 301 € | 37 257 745 € | 54 148 996 € | 43 160 578 € | 32 810 559 € | 70 370 095 € | 52 057 108 € | 41 411 084 € | 48 372 443 € | 41 411 084 € | 37 431 825 € | 27 075 712 € |
| | | | | | | | | | | | | | 559 392 € |
| | | | | | | | | | | | | | 995 052 € |
| | | | | | | | | | | | | | dont trésorerie fléchée = A2 - B2 |
| | | | | | | | | | | | | | dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3 |

5.8 Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8 - EPSCP
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées *

| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | Antérieures à N non dénouées | N | N+1 | N+2 | N+3 |
|--|------------------------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| | | | | | |
| Recettes fléchées (b) | 29 325 284 € | 12 778 989 € | 15 526 512 € | 9 529 928 € | 6 107 718 € |
| Financements de l'État fléchés | 1 016 735 € | 180 459 € | 621 428 € | 299 145 € | 224 737 € |
| Autres financements publics fléchés | 24 188 335 € | 11 444 333 € | 13 878 121 € | 8 872 115 € | 5 734 258 € |
| Recettes propres fléchées | 4 120 214 € | 1 154 198 € | 1 026 963 € | 358 668 € | 148 723 € |
| Dépenses sur recettes fléchées (c) | 24 487 728 € | 12 219 598 € | 14 652 087 € | 9 381 943 € | 6 674 424 € |
| Personnel | | | | | |
| AE=CP | 13 573 012 € | 5 683 906 € | 7 444 482 € | 5 893 303 € | 4 377 099 € |
| Fonctionnement et intervention | | | | | |
| AE | 6 445 320 € | 3 160 820 € | 5 168 072 € | 2 947 534 € | 1 869 626 € |
| CP | 6 148 430 € | 3 087 420 € | 5 346 686 € | 3 007 639 € | 1 917 725 € |
| Investissement | | | | | |
| AE | 7 128 756 € | 1 344 659 € | 1 664 116 € | 481 000 € | 379 600 € |
| CP | 4 766 286 € | 3 448 272 € | 1 860 919 € | 481 000 € | 379 600 € |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | 4 837 556 € | 559 392 € | 874 424 € | 147 985 € | -566 706 € |

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a)

5.9 Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles

Tableau 9 - EP SCP
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

| Opérations | Montant de l'opération | Autorisations d'engagement | | | | Crédits de paiement | | | | Restes | | |
|--|------------------------|---|---|-----------------------------------|--|--|---|---------------------------------|---------------------------------------|--|---|---------------------|
| | | AE ouvertes au titre des années antérieures | AE reportées ou réprogrammées en années n | AE nouvelles ouvertes en années n | Total des AE consommées pour l'année n | CP consommés au titre des années antérieures | CP reportés ou réprogrammés en années n | CP nouveaux ouverts en années n | Total des CP consommés pour l'année n | Restes à engager en fin d'année n (AE) | Restes à payer sur AE consommés en fin d'année n (CP) | |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9)=(4-8) | (10) | (11)=(9)-(10) | (12)=(11)-(10) |
| Contrat ANR commençaient en 2016 | 303 310 € | 585 124 € | 0 € | 0 € | 0 € | 394 786 € | 394 786 € | 0 € | 0 € | 0 € | 15 186 € | 338 € |
| Contrat ANR commençaient en 2017 | 778 996 € | 729 284 € | 0 € | 0 € | 0 € | 729 284 € | 729 284 € | 0 € | 0 € | 0 € | 47 701 € | 2 725 € |
| Contrat ANR commençaient en 2018 | 1 171 246 € | 857 038 € | 0 € | 0 € | 0 € | 857 038 € | 857 038 € | 0 € | 0 € | 0 € | 57 206 € | 3 679 € |
| Contrat ANR commençaient en 2019 | 3 129 215 € | 1 279 338 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 279 338 € | 1 279 338 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 116 188 € | 38 985 € |
| Contrat ANR commençaient en 2021 | 8 280 516 € | 4 483 379 € | 0 € | 0 € | 0 € | 4 483 379 € | 4 483 379 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 833 802 € | 60 544 € |
| Contrat ANR commençaient en 2022 | 2 998 094 € | 75 557 € | 0 € | 0 € | 0 € | 81 855 € | 81 855 € | 0 € | 0 € | 0 € | 584 827 € | 21 097 € |
| Contrat ANR commençaient en 2023 | 4 339 076 € | 8 934 € | 0 € | 0 € | 0 € | 42 972 € | 42 972 € | 0 € | 0 € | 0 € | 4 189 770 € | 67 729 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2018 | 3 025 619 € | 2 457 326 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 457 326 € | 2 457 326 € | 0 € | 0 € | 0 € | 243 871 € | 7 436 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2019 | 1 059 998 € | 869 917 € | 0 € | 0 € | 0 € | 869 917 € | 869 917 € | 0 € | 0 € | 0 € | 37 416 € | 162 633 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2020 | 1 193 201 € | 1 119 837 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 119 837 € | 1 119 837 € | 0 € | 0 € | 0 € | 29 482 € | 29 842 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2021 | 6 858 986 € | 1 524 069 € | 0 € | 0 € | 0 € | 471 218 € | 471 218 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 197 747 € | 4 680 186 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2022 | 2 718 400 € | 712 151 € | 0 € | 0 € | 0 € | 592 380 € | 592 380 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 190 738 € | 247 680 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2023 | 2 459 249 € | 1 485 534 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 743 416 € | 1 743 416 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 743 416 € | 1 426 € |
| Contrat Européens commençaient en 2018 | 2 898 428 € | 2 152 084 € | 0 € | 0 € | 0 € | 459 881 € | 459 881 € | 0 € | 0 € | 0 € | 894 405 € | 5 298 493 € |
| Contrat Européens commençaient en 2019 | 721 555 € | 483 779 € | 0 € | 0 € | 0 € | 64 838 € | 64 838 € | 0 € | 0 € | 0 € | 67 382 € | 172 964 € |
| Contrat Européens commençaient en 2020 | 1 908 370 € | 655 889 € | 0 € | 0 € | 0 € | 321 468 € | 321 468 € | 0 € | 0 € | 0 € | 331 729 € | 501 884 € |
| Contrat Européens commençaient en 2021 | 6 102 285 € | 812 147 € | 0 € | 0 € | 0 € | 758 240 € | 758 240 € | 0 € | 0 € | 0 € | 703 584 € | 4 352 078 € |
| Contrat Européens commençaient en 2022 | 2 462 036 € | 31 800 € | 0 € | 0 € | 0 € | 37 689 € | 37 689 € | 0 € | 0 € | 0 € | 37 781 € | 2 427 650 € |
| Contrat Européens commençaient en 2023 | 2 128 329 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 128 329 € | 0 € |
| Contrat Région commençaient en 2017 | 214 000 € | 143 761 € | 0 € | 0 € | 0 € | 143 696 € | 143 696 € | 0 € | 0 € | 0 € | 107 239 € | 95 € |
| Contrat Région commençaient en 2018 | 610 035 € | 514 653 € | 0 € | 0 € | 0 € | 46 539 € | 46 539 € | 0 € | 0 € | 0 € | 89 380 € | 10 382 € |
| Contrat Région commençaient en 2019 | 1 003 117 € | 591 023 € | 0 € | 0 € | 0 € | 521 852 € | 521 852 € | 0 € | 0 € | 0 € | 10 038 € | 30 831 € |
| Contrat Région commençaient en 2020 | 2 462 036 € | 88 597 € | 0 € | 0 € | 0 € | 12 917 € | 12 917 € | 0 € | 0 € | 0 € | 34 845 € | 142 650 € |
| Contrat Région commençaient en 2021 | 1 159 941 € | 11 594 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 771 € | 11 771 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 004 € | 798 € |
| Contrat Région commençaient en 2022 | 119 059 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 13 699 € | 13 699 € | 0 € | 0 € | 0 € | 11 883 € | 1 838 € |
| Contrat Fondations commençaient en 2018 | 1 578 969 € | 992 881 € | 0 € | 0 € | 0 € | 170 940 € | 170 940 € | 0 € | 0 € | 0 € | 594 273 € | 54 742 € |
| Contrat Fondations commençaient en 2019 | 1 319 841 € | 1 053 944 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 053 944 € | 1 053 944 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 053 944 € | 41 € |
| Contrat Fondations commençaient en 2020 | 284 000 € | 82 876 € | 0 € | 0 € | 0 € | 61 971 € | 61 971 € | 0 € | 0 € | 0 € | 119 682 € | 1 286 € |
| Contrat Fondations commençaient en 2021 | 442 950 € | 20 546 € | 0 € | 0 € | 0 € | 50 546 € | 50 546 € | 0 € | 0 € | 0 € | 190 038 € | 202 174 € |
| Contrat Fondations commençaient en 2022 | 1 318 094 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 318 094 € | 125 € |
| Contrat Fondations commençaient en 2023 | 291 850 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 291 850 € | 0 € |
| Autres opérations de soutien de recherche | 559 590 € | 627 581 € | 0 € | 0 € | 0 € | 627 581 € | 627 581 € | 0 € | 0 € | 0 € | 263 330 € | 4 451 € |
| Autres opérations de soutien de recherche | 4 088 134 € | 1 408 348 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 385 598 € | 1 385 598 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 983 427 € | 103 282 € |
| Autres opérations de soutien de recherche | 1 708 271 € | 739 658 € | 0 € | 0 € | 0 € | 739 658 € | 739 658 € | 0 € | 0 € | 0 € | 67 086 € | 38 320 € |
| Total contenus de recherche | 67 317 686 € | 25 317 606 € | 0 € | 0 € | 0 € | 9 744 200 € | 9 744 200 € | 0 € | 0 € | 11 817 828 € | 52 289 778 € | 579 500 € |
| CDSN 2020-2023 | 10 564 264 € | 10 654 264 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 676 902 € | 2 676 902 € | 0 € | 0 € | 2 539 320 € | 0 € | 138 600 € |
| CDSN 2021-2024 | 11 853 038 € | 3 797 280 € | 2 173 279 € | 0 € | 0 € | 2 173 280 € | 2 173 280 € | 0 € | 0 € | 5 783 044 € | 6 084 800 € | 2 917 804 € |
| CDSN 2022-2025 | 12 401 938 € | 2 060 180 € | 2 020 388 € | 0 € | 0 € | 7 981 315 € | 7 981 315 € | 0 € | 0 € | 4 848 450 € | 4 195 210 € | 7 051 884 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2017 | 20 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 297 194 € | 6 709 279 € |
| Contrat Investissement Avenir commençaient en 2018 | 4 405 000 € | 28 475 € | 0 € | 0 € | 0 € | 112 244 € | 112 244 € | 0 € | 0 € | 0 € | 103 426 € | 18 220 € |
| Contrat Région commençaient en 2017 | 20 000 € | 18 105 € | 0 € | 0 € | 0 € | 17 703 € | 17 703 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 935 € | 407 € |
| Contrat Région commençaient en 2018 | 24 000 € | 23 672 € | 0 € | 0 € | 0 € | 21 454 € | 21 454 € | 0 € | 0 € | 0 € | 38 € | 2 218 € |
| Contrat Région commençaient en 2019 | 6 000 € | 1 177 € | 0 € | 0 € | 0 € | 4 173 € | 4 173 € | 0 € | 0 € | 0 € | 660 € | 770 € |
| Contrat Région commençaient en 2020 | 75 000 € | 32 422 € | 0 € | 0 € | 0 € | 31 380 € | 31 380 € | 0 € | 0 € | 0 € | 9 159 € | 1 818 € |
| Contrat Région commençaient en 2021 | 20 000 € | 9 500 € | 0 € | 0 € | 0 € | 9 500 € | 9 500 € | 0 € | 0 € | 0 € | 4 400 € | 1 000 € |
| Contrat Région commençaient en 2022 | 22 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 21 988 € | 21 988 € | 0 € | 0 € | 0 € | 21 988 € | 0 € |
| Contrat Européens commençaient en 2012 | 55 000 € | 1 418 183 € | 0 € | 0 € | 0 € | 809 € | 809 € | 0 € | 0 € | 0 € | 800 € | 0 € |
| Contrat Européens commençaient en 2019 | 76 856 € | 76 517 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 441 € | 1 441 € | 0 € | 0 € | 0 € | 253 677 € | 0 € |
| Contrat Européens commençaient en 2020 | 89 000 € | 59 842 € | 0 € | 0 € | 0 € | 75 323 € | 75 323 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 138 € |
| Contrat Européens commençaient en 2021 | 53 285 € | 3 910 € | 0 € | 0 € | 0 € | 53 282 € | 53 282 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 830 € | 1 830 € |
| Contrat Européens commençaient en 2022 | 53 285 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 7 025 € | 7 025 € | 0 € | 0 € | 0 € | 30 175 € | 3 265 € |
| Autres subventions publiques, organiques et collectives | 407 483 € | 81 432 € | 0 € | 0 € | 0 € | 170 814 € | 170 814 € | 0 € | 0 € | 148 191 € | 85 413 € | 28 428 € |
| Total contenus d'engagement | 54 633 028 € | 31 683 984 € | 34 883 984 € | 7 489 787 € | 12 817 907 € | 12 714 778 € | 12 714 778 € | 0 € | 0 € | 14 214 427 € | 14 881 148 € | 10 288 520 € |
| Travaux de réhabilitation résidence étudiante site Descartes | 7 334 646 € | 22 230 € | 0 € | 0 € | 0 € | 3 300 € | 3 300 € | 0 € | 0 € | 18 930 € | 59 275 € | 7 020 935 € |
| Travaux de réhabilitation aires et salles de cours | 674 000 € | 863 724 € | 0 € | 0 € | 0 € | 98 412 € | 98 412 € | 0 € | 0 € | 65 320 € | 64 844 € | 510 283 € |
| Travaux de maintenance et rénovation intérieure BDL | 1 282 319 € | 297 320 € | 0 € | 0 € | 0 € | 800 908 € | 800 908 € | 0 € | 0 € | 600 000 € | 539 796 € | 952 866 € |
| Travaux d'aménagement locaux M2 - souterrains | 1 100 000 € | 22 400 € | 0 € | 0 € | 0 € | 22 400 € | 22 400 € | 0 € | 0 € | 120 000 € | 1 077 600 € | 0 € |
| Total programmes pluriannuels d'investissement | 93 399 989 € | 605 920 € | 506 565 € | 7 489 787 € | 1 223 989 € | 1 170 824 € | 1 170 824 € | 0 € | 0 € | 804 310 € | 682 914 € | 845 598 € |
| Loyer contrat de partenariat | 31 724 983 € | 29 741 954 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 983 009 € | 1 983 009 € | 0 € | 0 € | 1 400 000 € | 1 389 550 € | 23 489 165 € |
| Contrat de partenariat public-privé | 31 724 983 € | 29 741 954 € | 0 € | 0 € | 0 € | 1 983 009 € | 1 983 009 € | 0 € | 0 € | 1 400 000 € | 1 389 550 € | 23 489 165 € |
| Total | 184 080 817 € | 87 240 776 € | 79 749 800 € | 7 489 787 € | 25 770 105 € | 25 770 105 € | 25 770 105 € | 0 € | 0 € | 28 238 565 € | 27 861 388 € | 71 261 083 € |
| Source information : répartition des opérations pluriannuelles par enveloppe : | | | | | | | | | | | | |
| Sur total personnel | 13 671 012 € | 13 671 012 € | 5 883 905 € | 13 671 012 € | 13 671 012 € | 13 671 012 € | 13 671 012 € | 0 € | 0 € | 5 683 905 € | 5 683 905 € | 5 683 905 € |
| Sur total fonctionnement | 66 041 465 € | 17 527 320 € | 24 891 324 € | 23 900 730 € | 23 900 730 € | 23 900 730 € | 23 900 730 € | 0 € | 0 € | 19 300 077 € | 18 156 346 € | 18 156 346 € |
| Sur total investissement | 7 634 308 € | 7 634 308 € | 2 855 591 € | 2 855 591 € | 2 855 591 € | 2 855 591 € | 2 855 591 € | 0 € | 0 € | 4 252 588 € | 4 111 466 € | 4 111 466 € |



B - Recettes

| Opérations | Montant de l'opération (1) | Prélèvement sur la trésorerie (14) | Financements extérieurs | | | Restes à encaisser (18)=(15)-(16)-(17) |
|--|-------------------------------|---------------------------------------|--------------------------|---|--------------------------------------|---|
| | | | Montant (15)=(1)-(14) | Encaissements au titre des années antérieures (16) | Encaissements pour l'année n (17) | |
| Contrats ANR commençant en 2016 | 380 310 € | | 380 310 € | 304 248 € | 76 061 € | 1 € |
| Contrats ANR commençant en 2017 | 776 995 € | | 776 995 € | 623 859 € | 105 237 € | 47 898 € |
| Contrats ANR commençant en 2018 | 2 212 025 € | | 2 212 025 € | 1 968 045 € | 91 295 € | 162 685 € |
| Contrats ANR commençant en 2019 | 1 712 845 € | | 1 712 845 € | 1 541 565 € | 0 € | 171 280 € |
| Contrats ANR commençant en 2020 | 3 107 212 € | | 3 107 212 € | 2 414 079 € | 347 573 € | 345 559 € |
| Contrats ANR commençant en 2021 | 6 281 513 € | | 6 281 513 € | 3 164 104 € | 1 124 113 € | 1 993 295 € |
| Contrats ANR commençant en 2022 | 2 959 894 € | | 2 959 894 € | 542 355 € | 741 685 € | 1 675 854 € |
| Contrats ANR commençant en 2023 | 4 597 676 € | | 4 597 676 € | 623 425 € | 1 122 320 € | 2 851 931 € |
| Contrats ANR commençant en 2024 | 3 282 160 € | | 3 282 160 € | 0 € | 517 459 € | 2 764 701 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2019 | 3 022 633 € | | 3 022 633 € | 2 434 409 € | 30 641 € | 557 582 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2020 | 1 793 261 € | | 1 793 261 € | 672 074 € | 0 € | 397 884 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2021 | 6 855 995 € | | 6 855 995 € | 157 642 € | 24 420 € | -2 801 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2022 | 4 766 400 € | | 4 766 400 € | 1 292 964 € | 987 387 € | 4 576 245 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2023 | 3 850 734 € | | 3 850 734 € | 462 213 € | 371 190 € | 3 932 997 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2024 | 2 496 243 € | | 2 496 243 € | 0 € | 28 350 € | 3 822 384 € |
| Contrats Européens commençant en 2017 | 7 898 458 € | | 7 898 458 € | 2 083 744 € | 0 € | 412 498 € |
| Contrats Européens commençant en 2018 | 731 583 € | | 731 583 € | 1 724 149 € | 259 744 € | 5 914 565 € |
| Contrats Européens commençant en 2019 | 1 908 370 € | | 1 908 370 € | 451 935 € | 199 416 € | 80 231 € |
| Contrats Européens commençant en 2020 | 6 161 265 € | | 6 161 265 € | 966 264 € | 624 118 € | 317 988 € |
| Contrats Européens commençant en 2021 | 1 225 370 € | | 1 225 370 € | 2 521 758 € | 1 069 261 € | 2 570 246 € |
| Contrats Européens commençant en 2022 | 2 547 308 € | | 2 547 308 € | 635 460 € | 95 825 € | 494 086 € |
| Contrats Européens commençant en 2023 | 2 126 332 € | | 2 126 332 € | 0 € | 1 195 437 € | 1 351 871 € |
| Contrats Européens commençant en 2024 | 214 000 € | | 214 000 € | 42 800 € | 150 508 € | 20 892 € |
| Contrats Région commençant en 2017 | 810 033 € | | 810 033 € | 162 792 € | 9 937 € | 637 305 € |
| Contrats Région commençant en 2018 | 1 003 117 € | | 1 003 117 € | 226 483 € | 208 433 € | 588 202 € |
| Contrats Région commençant en 2019 | 266 809 € | | 266 809 € | 4 000 € | 4 000 € | 215 391 € |
| Contrats Région commençant en 2020 | 243 473 € | | 243 473 € | 20 512 € | 5 750 € | 18 210 € |
| Contrats Région commençant en 2021 | 169 511 € | | 169 511 € | 0 € | 0 € | 169 511 € |
| Contrats Région commençant en 2022 | 118 050 € | | 118 050 € | 0 € | 0 € | 118 050 € |
| Contrats Région commençant en 2023 | 1 576 863 € | | 1 576 863 € | 1 039 534 € | 0 € | 517 330 € |
| Contrats Fondations commençant en 2018 | 819 680 € | | 819 680 € | 638 243 € | 0 € | 181 416 € |
| Contrats Fondations commençant en 2019 | 1 552 562 € | | 1 552 562 € | 1 421 852 € | 40 560 € | 90 150 € |
| Contrats Fondations commençant en 2020 | 294 000 € | | 294 000 € | 168 000 € | 78 000 € | 50 000 € |
| Contrats Fondations commençant en 2021 | 442 950 € | | 442 950 € | 120 990 € | 220 120 € | 101 840 € |
| Contrats Fondations commençant en 2022 | 1 318 004 € | | 1 318 004 € | 0 € | 491 969 € | 826 035 € |
| Contrats Fondations commençant en 2023 | 291 632 € | | 291 632 € | 0 € | 0 € | 291 632 € |
| Contrats Etat | 1 315 000 € | | 1 315 000 € | 613 750 € | 123 750 € | 577 500 € |
| Autres : contrats de prestation de recherche | 959 298 € | | 959 298 € | 713 795 € | 166 492 € | 79 011 € |
| Autres subventions publiques : organismes et collectivités | 4 086 134 € | | 4 086 134 € | 1 349 545 € | 687 753 € | 2 048 836 € |
| Autofinancement | 1 708 221 € | 1 708 221 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| total contrats de recherche | 87 331 666 € | 1 708 221 € | 86 623 445 € | 31 113 789 € | 11 369 567 € | 43 140 089 € |
| CDSN 2020-2023 | 10 554 254 € | | 10 554 254 € | 8 208 872 € | 2 345 392 € | 0 € |
| CDSN 2021-2024 | 11 953 038 € | | 11 953 038 € | 5 312 461 € | 3 984 346 € | 2 656 231 € |
| CDSN 2022-2025 | 12 581 532 € | | 12 581 532 € | 1 397 948 € | 4 193 844 € | 6 989 740 € |
| CDSN 2023-2026 | 12 401 508 € | | 12 401 508 € | 0 € | 1 377 945 € | 11 023 563 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2017 | 20 000 € | | 20 000 € | 16 000 € | 0 € | 4 000 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2018 | 96 000 € | | 96 000 € | 76 000 € | 0 € | 20 000 € |
| Contrats Investissement Avenir commençant en 2019 | 4 408 000 € | | 4 408 000 € | 0 € | 1 244 572 € | 3 163 428 € |
| Contrats Région commençant en 2017 | 20 000 € | | 20 000 € | 6 000 € | 11 703 € | 2 297 € |
| Contrats Région commençant en 2018 | 24 000 € | | 24 000 € | 0 € | 21 454 € | 2 546 € |
| Contrats Région commençant en 2019 | 6 000 € | | 6 000 € | 0 € | 6 000 € | 0 € |
| Contrats Région commençant en 2020 | 75 000 € | | 75 000 € | 10 000 € | 12 707 € | 52 293 € |
| Contrats Région commençant en 2021 | 70 000 € | | 70 000 € | 0 € | 0 € | 70 000 € |
| Contrats Région commençant en 2022 | 22 000 € | | 22 000 € | 0 € | 0 € | 22 000 € |
| Contrats Région commençant en 2023 | 55 000 € | | 55 000 € | 0 € | 0 € | 55 000 € |
| Contrats Européens commençant en 2012 | 1 703 860 € | | 1 703 860 € | 1 703 860 € | 0 € | 0 € |
| Contrats Européens commençant en 2020 | 76 856 € | | 76 856 € | 65 607 € | 11 500 € | -251 € |
| Contrats Européens commençant en 2021 | 68 005 € | | 68 005 € | 54 404 € | 0 € | 13 601 € |
| Contrats Européens commençant en 2022 | 37 155 € | | 37 155 € | 29 724 € | 0 € | 7 431 € |
| Contrats Européens commençant en 2023 | 53 325 € | | 53 325 € | 0 € | 41 860 € | 11 465 € |
| Autres subventions publiques : organismes et collectivités | 407 480 € | | 407 480 € | 249 900 € | 65 625 € | 91 955 € |
| Total contrats d'enseignement | 54 633 023 € | 0 € | 54 633 023 € | 17 130 776 € | 13 310 949 € | 24 191 298 € |
| Travaux réhabilitation résidence étudiante site Descartes | 7 334 646 € | 7 334 646 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Travaux réhabilitation amphithéâtres et salles de cours | 674 000 € | 674 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Travaux étanchéité et rénovation intérieure BDL | 1 282 319 € | 1 282 319 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Travaux aménagement sous-sol M6 - soutes | 1 100 000 € | 500 000 € | 600 000 € | 250 000 € | 0 € | 350 000 € |
| Total programmes pluriannuels d'investissement | 10 390 965 € | 9 790 965 € | 600 000 € | 280 000 € | 0 € | 350 000 € |
| Loyer contrat de partenariat | 31 724 963 € | 0 € | 31 724 963 € | 6 876 248 € | 1 389 550 € | 23 459 165 € |
| Total contrat partenariat public-privé | 31 724 963 € | 0 € | 31 724 963 € | 6 876 248 € | 1 389 550 € | 23 459 165 € |
| Total | 184 080 617 € | 11 499 186 € | 172 681 431 € | 55 370 813 € | 26 070 066 € | 91 140 552 € |

5.10 Annexe 9 bis : tableau de suivi des opérations immobilières

Suivi des opérations immobilières

A - Prév. d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

| Opération | Nature | Coût total de l'opération | Prév. N (B1 + BR) | | | | | | | | | | Prév. N+1 et suivantes | | | | | |
|--------------------------------------|---|---------------------------|--|--|--|--|--|---|---|---|---|---|---|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| | | | AE ouvertes les années antérieures à N | AE consommées les années antérieures à N | AE consommées les années antérieures à N | AE consommées les années antérieures à N | AE consommées les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | CP consommés les années antérieures à N | AE prévues en N+1 | CP prévues en N+1 | AE prévues en N+2 | CP prévues en N+2 | |
| | | | (2) | (3) | (4) = (2) - (3) | (5) | (6) = (4) + (5) | (7) | (8) | (9) = (7) - (8) | (10) | (11) = (9) + (10) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) |
| OPÉ-2022-0005 | Travaux de réhabilitation résidence étudiante site Descartes | 7 334 646 € | 22 230 € | 300 000 € | 300 000 € | 291 421 € | 3 300 € | 3 300 € | 18 990 € | 18 990 € | 58 276 € | 252 136 € | 0 € | 252 136 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0006 | Travaux de réhabilitation amphithéâtre de cours | 674 000 € | 163 732 € | 0 € | 0 € | 0 € | 98 412 € | 98 412 € | 65 320 € | 65 320 € | 64 844 € | 510 288 € | 477 € | 477 € | 0 € | 0 € | 510 288 € | 510 288 € |
| OPÉ-2022-0001 | Travaux de réhabilitation et rénovation intérieure BDL - alle C | 1 282 319 € | 297 130 € | 800 908 € | 800 908 € | 879 203 € | 43 591 € | 43 591 € | 600 000 € | 600 000 € | 539 756 € | 105 886 € | 688 972 € | 688 972 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0011 | Travaux d'aménagement sous-sol M6 - toutes | 1 100 000 € | 22 400 € | 120 000 € | 120 000 € | 0 € | 22 400 € | 22 400 € | 120 000 € | 120 000 € | 0 € | 1 077 600 € | 105 000 € | 105 000 € | 500 000 € | 0 € | 472 000 € | 972 000 € |
| TOTAL opérations immobilières | | 10 390 985 € | 0 € | 808 552 € | 0 € | 1 170 624 € | 0 € | 167 703 € | 0 € | 804 310 € | 662 874 € | 8 714 789 € | 1 058 585 € | 1 058 585 € | 500 000 € | 0 € | 982 888 € | 1 482 888 € |

| Opération | Restes à payer sur AE consommées les années antérieures à N | | Restes à engager en fin d'année (in AE) | | Restes à payer sur AE consommées les années antérieures à N | |
|---------------|---|------------|---|------------|---|------------|
| | (18) | (19) | (20) | (21) | (22) | (23) |
| OPÉ-2022-0005 | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0006 | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0001 | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0011 | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |

B - Prév. de recettes

| Opération | Nature | Montant de l'opération envisagée | Montant retenu N | Montant retenu N+1 | Montant retenu N+2 | Financements réalisés | | Financements restant à réaliser | |
|---------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|-----------------------|------------|---------------------------------|------------|
| | | | | | | (20) | (21) | (22) | (23) |
| OPÉ-2022-0005 | Financement de l'Etat | 7 334 646 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0006 | Autres financements publics | 674 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0001 | Autres financements publics | 1 282 319 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| OPÉ-2022-0011 | Autres financements publics | 1 100 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL | | 10 390 985 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

| Opération | Amies antérieures à N | Amies N | Amies N+1 | Amies N+2 | Total prévisionnel financé |
|---|-----------------------|------------------|--------------------|-------------------|----------------------------|
| Travaux de réhabilitation résidence étudiante site Descartes | 3 300 € | 58 275 € | 252 136 € | 0 € | 313 711 € |
| Travaux de réhabilitation amphithéâtre et salles de cours | 98 412 € | 64 844 € | 477 € | 0 € | 674 000 € |
| Travaux de réhabilitation et rénovation intérieure BDL - alle C | 43 591 € | 539 756 € | 688 972 € | 0 € | 1 282 319 € |
| Travaux d'aménagement sous-sol M6 - toutes | -227 600 € | 0 € | 105 000 € | -350 000 € | 500 000 € |
| Total | -82 297 € | 662 874 € | 1 058 585 € | -350 000 € | 2 770 030 € |

5.13 Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau de synthèse budgétaire et comptable Etablissement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

| | Niveau initial de restes à payer | Exécution 2023 |
|---|---|----------------|
| 1 | Niveau initial de restes à payer | 44 631 833 € |
| Stocks initiaux | | |
| 2 | Niveau initial du fonds de roulement | 20 497 788 € |
| 3 | Niveau initial du besoin en fonds de roulement | -13 679 959 € |
| 4 | Niveau initial de la trésorerie | 34 177 747 € |
| 4.a | dont niveau initial de la trésorerie fléchée | 9 430 709 € |
| 4.b | dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | 24 747 038 € |
| 5 | Autorisations d'engagement | 165 032 720 € |
| Résultat patrimonial | | |
| 6 | Résultat patrimonial | -4 257 289 € |
| 7 | Capacité d'autofinancement (CAF) / insuffisance d'autofinancement (IAF) | -1 038 829 € |
| 8 | Variation du fonds de roulement | -6 953 497 € |
| Opérations bilanciales non budgétaires | | |
| 9 | Opérations bilanciales non budgétaires | 13 309 € |
| | Nouvel emprunt / remboursement de prêt | + / - |
| | Remboursement d'emprunt / prêt accordé | + |
| | Cautions et dépôts | + |
| Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires | | |
| 10 | Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires | -220 349 € |
| | Variation des stocks | - |
| | variation dépréciation de créances | - |
| | Charges sur créances irrécouvrables | - |
| | Produits divers de gestion courants | + |
| Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires | | |
| 11 | Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires | 1 350 629 € |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - |
| | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | - |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | - |
| Soide budgétaire = 8 - 10 - 11 | | |
| 12 | Soide budgétaire = 8 - 10 - 11 | -8 097 086 € |
| 12.a | Recettes budgétaires | 153 265 529 € |
| 12.b | Crédits de paiement consommés | 161 362 615 € |
| Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires | | |
| 13 | Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires | -995 051 € |
| Variation de la trésorerie = 12 - 13 | | |
| 14 | Variation de la trésorerie = 12 - 13 | -7 102 035 € |
| 14.a | dont variation de la trésorerie fléchée | 559 392 € |
| 14.b | dont variation de la trésorerie non fléchée | -7 661 427 € |
| Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 | | |
| 15 | Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 | 148 538 € |
| Restes à payer | | |
| 16 | Restes à payer | 3 670 105 € |
| Niveau final de restes à payer | | |
| 17 | Niveau final de restes à payer | 48 301 938 € |
| Niveau final du fonds de roulement | | |
| 18 | Niveau final du fonds de roulement | 13 544 292 € |
| Niveau final du besoin en fonds de roulement | | |
| 19 | Niveau final du besoin en fonds de roulement | -13 531 421 € |
| Niveau final de la trésorerie | | |
| 20 | Niveau final de la trésorerie | 27 075 712 € |
| 20.a | dont niveau final de la trésorerie fléchée | 9 990 101 € |
| 20.b | dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 17 085 611 € |
| Comptabilité budgétaire | | |
| Comptabilité générale | | |

5.14 Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP)

Tableau 1 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DFC) - Suivi des emplois des EPSCP et EPA bénéficiant des RCE

| Année | Phase | N° UAI | Libellé établissement | exercice 2023 | | | | | | | | | | | | |
|---|-------|--------|-----------------------|-----------------------------|---------|---------------------------|---|--------------------------------|---|--|--|---|--|--|--|--|
| | | | | stock ETP (a) au 31/12/2022 | | moyenne annuelle 2022 (b) | | Entrées (en titulaires et CDI) | | Sorties (en ETP) dont retraites et titulaires et CDI | | Stock ETP a in fin 2023 (b) en fin 2023 (b) en fin 2023 (b) | | | | |
| | | | | B | C | N | O | P | R | | | | | | | |
| Plafond d'emplois Etat notifié par la DGESHP (en ETP-D) : | | | | 1 | 1 881 | | | | | | | | | | | |
| Plafond d'emplois voté au budget initial (en ETP-T) (ou soumis au vote du CA) : | | | | 2 | 2 029,1 | | | | | | | | | | | |
| dont plafond Etat : | | | | 3 | 1 866,2 | | | | | | | | | | | |
| Plafond d'emplois voté après dernier budget rectificatif (en N° DBM) : | | | | 4 | 2 019,8 | | | | | | | | | | | |
| dont plafond Etat : | | | | 5 | 1 857,7 | | | | | | | | | | | |
| | | | | 6 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 7 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 8 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 9 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 10 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 11 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 12 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 13 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 14 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 15 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 16 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 17 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 18 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 19 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 20 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 21 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 22 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 23 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 24 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 25 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 26 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 27 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 28 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 29 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 30 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 31 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 32 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 33 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 34 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 35 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 36 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 37 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 38 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 39 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 40 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 41 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 42 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 43 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 44 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 45 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 46 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 47 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 48 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 49 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 50 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 51 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 52 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 53 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 54 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 55 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 56 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 57 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 58 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 59 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 60 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 61 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 62 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 63 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 64 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 65 | | | | | | | | | | | | |
| | | | | 66 | | | | | | | | | | | | |

Tableau 2 : Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

| Année | 2023 | | Exercice 2022 | | | | | | | | | | 2023 | | | écart prévisionnel 2023 / exécution 2022 | |
|---|-------|----------------|---------------|-------------|---------------------------|----------------|--|--------------------|-----------|-----------|---|-------------------------|--|---------------------------------------|--|--|--|
| | Phase | Exécution | BI 2022 | BR 2022 n°2 | Exécution (décaissements) | Budget initial | Nouvelle prévision d'emplois (décaissements prévus sur 2023) | Exécution annuelle | J | L | M | écart BI 2023 / BI 2022 | écart prévisionnel 2023 / exécution 2022 | écart exécution 2023 / exécution 2022 | | | |
| Libellé détaillé | A | | B | C | D | G | H | I | J | L | M | J | L | M | | | |
| Masses salariales Etat notifiées par la DGESIP : | 1,00 | 114 469 316 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Masses salariales votées au budget initial (ou soumise au vote du CA) : montant limitatif en AE=CP | 2,00 | 107 981 065 € | 82 362 745 | 85 466 166 | 84 903 788 | 86 484 504 | 89 606 329 | 62 564 397 | 4 121 759 | 4 702 561 | - | 4 121 759 | 4 702 561 | 22 349 371 | | | |
| Masses salariales votées après dernier budget rectificatif : montant limitatif en AE=CP | 3,00 | 112 106 369 00 | | | | | | 26 943 696 | | | | | | 26 943 696 | | | |
| N° DBM | 4,00 | | 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| Emplois sous plafond 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Enseignants et chercheurs | 1,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels titulaires (2) | 2,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels titulaires (3) | 3,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 4,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres ressources | 5,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 10,00 | 82 362 745 | 85 466 166 | 84 903 788 | 86 484 504 | 89 606 329 | 89 498 033 | 4 121 759 | 4 702 561 | 4 594 325 | | 4 121 759 | 4 702 561 | 4 594 325 | | | |
| Enseignants et chercheurs dont ATER | 5,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels titulaires BIATSS et autres personnels non titulaires | 6,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires dont CDI | 7,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 8,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 9,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 10,00 | 12 125 371 | 12 570 608 | 12 271 935 | 12 520 317 | 13 481 544 | 13 378 910 | 394 546 | 1 209 609 | 1 580 239 | | 394 546 | 1 209 609 | 1 580 239 | | | |
| Enseignants et chercheurs | 11,00 | 94 468 116 | 98 038 774 | 97 175 703 | 99 004 821 | 103 087 873 | 102 877 003 | 4 516 705 | 5 912 170 | 5 701 300 | | 4 516 705 | 5 912 170 | 5 701 300 | | | |
| Enseignants et chercheurs | 12,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires | 13,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 14,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 15,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total non titulaires (hors fond 2) | 15,00 | 6 329 381 | 6 338 909 | 5 970 863 | 6 838 617 | 6 563 186 | 6 390 896 | 509 236 | 592 323 | 420 033 | | 509 236 | 592 323 | 420 033 | | | |
| Enseignants et chercheurs | 16,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires | 17,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 18,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 19,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 20,00 | 82 362 745 | 85 466 166 | 84 903 788 | 86 484 504 | 89 606 329 | 89 498 033 | 4 121 759 | 4 702 561 | 4 594 325 | | 4 121 759 | 4 702 561 | 4 594 325 | | | |
| Enseignants et chercheurs | 21,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires | 22,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 23,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 24,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 25,00 | 18 454 762 | 18 910 517 | 18 242 798 | 19 358 934 | 20 044 730 | 19 769 806 | 904 182 | 1 801 932 | 1 527 008 | | 904 182 | 1 801 932 | 1 527 008 | | | |
| Enseignants et chercheurs | 26,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires | 27,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 28,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 29,00 | 100 817 487 | 104 376 683 | 103 146 586 | 105 843 438 | 109 651 089 | 109 267 899 | 5 025 941 | 6 504 483 | 6 121 333 | | 5 025 941 | 6 504 483 | 6 121 333 | | | |
| Enseignants et chercheurs | 30,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires | 31,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnels non titulaires | 32,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 33,00 | 1 700 975 | 1 779 765 | 1 639 514 | 1 595 627 | 1 870 057 | 1 822 847 | 105 948 | 230 543 | 16 667 | | 105 948 | 230 543 | 16 667 | | | |
| Autres dépenses non salariales par catégories d'emplois (3) | 34,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total des dépenses de personnel prévues dans OREMS (données paie OREMS en cours de traitement) | 35,00 | 102 518 472 | 106 156 448 | 104 786 080 | 107 438 066 | 111 521 116 | 110 890 746 | 4 920 893 | 6 735 036 | 6 104 666 | | 4 920 893 | 6 735 036 | 6 104 666 | | | |
| Autres dépenses non salariales dans OREMS | 36,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres dépenses non salariales dans OREMS | 37,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 38,00 | 103 109 360 | 106 737 679 | 105 347 247 | 108 983 692 | 113 391 172 | 112 890 746 | 4 920 893 | 6 735 036 | 6 104 666 | | 4 920 893 | 6 735 036 | 6 104 666 | | | |
| Autres dépenses non salariales dans OREMS | 39,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autres dépenses non salariales dans OREMS | 40,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 41,00 | 33 445 615 | 34 137 064 | 34 697 079 | 35 572 132 | 37 300 215 | 37 329 727 | 2 126 517 | 2 603 136 | 2 532 648 | | 2 126 517 | 2 603 136 | 2 532 648 | | | |
| Autres dépenses de personnels sur OREMS (hors fin septembre 2020 obligatoire) | 42,00 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 43,00 | 6 203 381 | 6 203 381 | 5 823 504 | 6 185 642 | 6 492 451 | 6 236 791 | 97 739 | 688 947 | 413 207 | | 97 739 | 688 947 | 413 207 | | | |

5.15 Rapport annuel de performance (RAP)

Données budgétaires

| Montant des budgets | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exé 2023 - BR 2023 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche 2023 |
|--|--------------|-------------------|-----------------------|-------------------------------------|---|
| Budget de l'établissement (en crédits de paiements) | (K€) | 164 128 K€ | 161 363 K€ | -1,7% | |
| Budget de fonctionnement de l'établissement (hors masse salariale) | (K€) | 41 963 K€ | 40 279 K€ | -4,0% | |
| Budget de la masse salariale de l'établissement | (K€) | 112 106 K€ | 111 560 K€ | -0,5% | |
| Budget d'investissement de l'établissement | (K€) | 10 058 K€ | 9 524 K€ | -5,3% | |
| Montant du budget de la recherche | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exé 2023 - BR 2023 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche 2023 |
| Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) | (K€) | 39 499 K€ | 35 429 K€ | -10,3% | |
| Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement | (K€) | 14 798 K€ | 11 688 K€ | -21,0% | |
| Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement) | (K€) | 4 688 K€ | 4 403 K€ | -6,1% | 12,4% |
| Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologie (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement) | (K€) | 663 K€ | 611 K€ | -7,9% | 1,7% |
| Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement) | (K€) | 2 810 K€ | 2 330 K€ | -17,1% | 6,6% |
| Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement) | (K€) | 1 375 K€ | 1 178 K€ | -14,3% | 3,3% |
| Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement) | (K€) | 1 084 K€ | 1 108 K€ | 2,2% | 3,1% |
| Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement) | (K€) | 4 167 K€ | 2 058 K€ | -50,6% | 5,8% |
| Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exé 2023 - BR 2023 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la formation 2023 |
| Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) | (K€) | 79 013 K€ | 77 356 K€ | -2,1% | |
| dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement | (K€) | 16 364 K€ | 15 571 K€ | -4,8% | |
| Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101) | (K€) | 621 K€ | 419 K€ | -32,5% | 0,5% |
| Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102) | (K€) | 218 K€ | 1 052 K€ | 383,4% | 1,4% |
| Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103) | (K€) | 13 833 K€ | 13 268 K€ | -4,1% | 17,2% |
| Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203) | (K€) | 1 693 K€ | 832 K€ | -50,8% | 1,1% |
| Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | (K€) | 37 300 K€ | 37 310 K€ | 0,0% | |
| Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | % | 47% | 48% | | |
| Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exé 2023 - BR 2023 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs |
| Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) | (K€) | 9 062 K€ | 10 885 K€ | 20,1% | |
| dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement | (K€) | 1 141 K€ | 2 569 K€ | 125,3% | |
| Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105) | (K€) | 966 K€ | 964 K€ | -1,2% | 9,0% |
| Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113) | (K€) | 144 K€ | 1 585 K€ | 999,2% | 14,6% |
| Montant du budget pilotage & immobilier | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exé 2023 - BR 2023 | Part des actions LOLF au sein du budget global de l'immobilier |
| Budget global du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires. | (K€) | 36 554 K€ | 37 693 K€ | 3,1% | |
| dont budget du pilotage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement | (K€) | 19 731 K€ | 19 976 K€ | 1,2% | |
| Budget Pilotage (Code LOLF D115) | (K€) | 6 248 K€ | 6 937 K€ | 11,0% | 18,4% |
| Budget immobilier (Code LOLF D114) | (K€) | 13 483 K€ | 13 039 K€ | -3,3% | 34,6% |
| Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exé 2023 - BR 2023 | Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement |
| Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement | % | 72,8% | 73,5% | | |
| Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel | % | 33,3% | 35,4% | | |
| Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement | % | 68,3% | 69,1% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | % | 79,3% | 79,9% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, bibliothèque et documentation | % | 87,4% | 76,4% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche | % | 62,6% | 67,0% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global du Pilotage et de l'immobilier de l'établissement | % | 46,0% | 47,0% | | |

OBJECTIF : Développer l'autonomie financière

| Taux d'exécution budgétaire | Unité | Budget Exécuté 2021 (BR) de l'ENS de Lyon | Budget Exécuté 2022 (BR) de l'ENS de Lyon | Budget Exécuté 2023 (BR) de l'ENS de Lyon |
|---|-------|---|---|---|
| Taux d'exécution des dépenses | % | 95,2% | 91,3% | 98,3% |
| Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale) | % | 87,9% | 84,3% | 96,0% |
| Taux d'exécution des dépenses masse salariale | % | 99,1% | 98,7% | 99,5% |
| Taux d'exécution des dépenses investissement | % | 77,5% | 42,8% | 94,7% |
| Taux d'exécution des recettes | % | 98,1% | 99,0% | 100,8% |

Sources des données : Rapports de gestion ENS de Lyon

| Montants des ressources (en encaissements) | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 | Variation Exé 2023 - BR 2023 |
|---|-------|------------|----------------|------------------------------|
| Montant total des ressources | (k€) | 152 097 k€ | 153 266 k€ | 0,8% |
| Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement) | (k€) | 140 094 k€ | 141 825 k€ | 1,2% |
| - Crédits Etat (y compris masse salariale et compétences élargies) issu du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal | (k€) | 128 333 k€ | 128 950 k€ | 2,1% |
| - Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales | (k€) | 12 511 k€ | 12 386 k€ | -1,0% |
| - Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier) | (k€) | 1 250 k€ | 489 k€ | -60,9% |
| - Crédits immobiliers consommés, plan campus et CPER | (k€) | 0 k€ | 0 k€ | |
| Montant total des ressources propres | (k€) | 12 003 k€ | 11 289 k€ | -5,9% |
| - Montant des droits d'inscription | (k€) | 660 k€ | 609 k€ | -7,7% |
| - Montant de la taxe d'apprentissage | (k€) | 30 k€ | 28 k€ | -5,3% |
| - Montant des ressources issues de la formation continue | (k€) | 125 k€ | 100 k€ | -19,8% |
| - Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€) | (k€) | 578 k€ | 834 k€ | 44,3% |
| - Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€) | (k€) | 138 k€ | 78 k€ | -43,4% |
| - Montant des ressources issues des fondations, des dons et autres financements | (k€) | 10 277 k€ | 9 445 k€ | -8,1% |
| - Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...) | (k€) | 195 k€ | 195 k€ | 0,0% |

| Part des recettes propres sur le total des recettes | Unité | BR 2023 | Exécution 2023 |
|--|-------|---------|----------------|
| Part des recettes propres sur le total des recettes | % | 8% | 7% |

6. Glossaire

| | |
|---------------|---|
| AE | Autorisation d'engagement |
| ANR | Agence nationale de la recherche |
| BDL | Bibliothèque Diderot de Lyon |
| BIATSS | Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé |
| BI | Budget initial |
| BR | Budget rectificatif |
| CAF | Capacité d'autofinancement |
| CDSN | Contrat doctoral spécifique normaliens |
| CP | Crédit de paiement |
| CRB | Centre de responsabilité budgétaire |
| DAI | Direction des affaires internationales |
| DGS | Direction générale des services |
| DMG | Direction des Moyens Généraux |
| DRFIP | Direction régionale des finances publiques |
| DSG | Dialogue stratégique et de gestion |
| DSI | Direction des Systèmes d'information |
| DUNES | Développement des Usages du Numérique pour l'Enseignement et les Savoir |
| EJ | Engagement juridique |
| EPST | Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique |
| ESAS | Enseignants du Secondaire Affectés dans le Supérieur |
| GBCP | Gestion budgétaire et comptable publique |
| GPEEC | Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences |
| GVT | Glissement Vieillesse Technicité |
| IEA | Institut d'études avancées |
| Ifé | Institut Français de l'Éducation |

| | |
|------------------|--|
| MESRI | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation |
| MSE | Masse salariale État |
| MOP | Maîtrise d'ouvrage publique |
| PIA | Projet investissements d'avenir |
| PPI | Plan pluriannuel d'investissement |
| PPI Ecole | Plan prévisionnel d'investissement financé par les moyens établissement (annuel) |
| PPP | Partenariat public-privé |
| RIPEC | Régime Indemnitare des Personnels Enseignants et Chercheurs |
| RP | Ressources propres |
| SACD | Service à comptabilité distincte |
| SCSP | Subvention pour charges de service public |
| SO | Service opérationnel |
| UE | Union Européenne |
| VP | Vice-Présidence |
| VPE | Vice-Présidence Etudes |
| VPR | Vice-Présidence Recherche |

** Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**

Février 2024

15 parvis René-Descartes
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00
Fax +33 (0)4 37 37 60 60
www.ens-lyon.fr